

Nouveau record  
pour le dollar :

8,35 F

LIRE PAGE 30

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Ab-  
soud, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ;  
Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark,  
8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B.,  
50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 l. ;  
Liban, 375 p. ; Libye, 0,550 DL ; Luxembourg, 27 f. ;  
Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,  
66 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ;  
Suisse, 1,50 fr. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 23  
5, RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Les trois priorités de M. Alfonsín L'évacuation de M. Arafat retardée

Buena suerte...

M. Pierre Mauroy doit retrouver, le samedi 10 décembre à Buenos-Aires, plusieurs chefs d'Etat latino-américains de toutes tendances et les chefs de gouvernement de l'Europe social-démocrate, pour assister aux cérémonies d'investiture du nouveau président argentin, M. Raul Alfonsín. Le vice-président Bush représente M. Reagan et l'U.R.S.S. aura son délégué. Chacun, de l'Est à l'Ouest, se hâte d'applaudir au retour d'un régime démocratique en Argentine, et il est vrai que M. Alfonsín aura besoin de toutes les compréhensions et de toutes les aides pour faire face au très lourd héritage légué par les militaires.

Il faut souhaiter bonne chance (« buena suerte ») à l'Argentine, au seuil d'une nouvelle ère, pleine d'espoirs mais aussi d'embûches, et saluer comme il convient le sursaut de dignité d'un peuple argentin trop longtemps tâtoué, opprimé, humilié et plongé dans une crise multiforme et d'une ampleur exceptionnelle par l'impérialisme et la suffisance de dirigeants gaulois. M. Alfonsín est radical. Mais le radicalisme argentin a une trajectoire bien particulière, et le contexte socio-économique du pays est si original qu'il n'est pas aisé de déceler des analogies trop précises avec les idéologies européennes.

C'est d'abord un bonhomme, homme que les Argentins ont massivement choisi le 30 octobre pour assurer la relève civile après huit années de dictature militaire et affronter les multiples défis. M. Alfonsín, leader d'un radicalisme rénové, est le symbole d'une société ébranlée par les excès de la répression ayant répondu à l'escalade de la violence terroriste, une société frappée durement par une crise économique et financière sans précédent, une nation humiliée par le désastre des Malouines. M. Alfonsín n'a pas seulement rallié les classes moyennes particulièrement touchées, mais aussi de larges secteurs populaires qui rejettent la corruption de trop nombreux leaders politiques et syndicaux, qui se résignent pas aux accords de collusion avec les militaires.

Pour la première fois depuis quatre décennies, les chefs de l'armée n'apparaissent plus, directement ou indirectement, comme les maîtres du jeu politique. Et, pour la première fois aussi, le péronisme n'est plus la seule solution de rechange à un régime militaire. De ce point de vue, le « changement » à Buenos-Aires est de fait historique.

Mais il n'est pas certain que tous les péronistes soient disposés à collaborer au redressement national ou à pratiquer une opposition constructive. Certains, parmi les leaders du « justicialisme », n'ont pas renoncé à prendre leur revanche du 30 octobre. Il n'est pas acquis non plus que les militaires, qui ont proclamé leur auto-amnistie avant les élections générales, ne chercheront pas à peser d'une manière ou d'une autre sur les décisions du gouvernement Alfonsín. Ils ont si longtemps fait la loi qu'ils n'accepteront pas facilement de redevenir de simples soldats de métier, comme le souhaite le nouveau président.

Le dossier économique et social est prioritaire et il est lourd. Une inflation dont le taux est de 400 % cette année. Une dette extérieure de 43 milliards de dollars : la troisième en importance en Amérique latine. Un chômage qui touche plus de 10 % de la population active. La marge de manœuvre de M. Alfonsín est étroite. Mais son succès ou son échec peuvent conditionner l'évolution démocratique des pays voisins, et d'abord celle de l'Uruguay et du Chili.

- Le respect des droits de l'homme
- La réforme de l'armée
- Une politique économique « radicalement différente »

Des mesures exceptionnelles ont été prises à Buenos-Aires pour assurer la sécurité des très nombreuses personnalités étrangères, dont M. Pierre Mauroy, qui doit venir assister le samedi 10 décembre aux cérémonies d'investiture de M. Raul Alfonsín, nouveau président argentin.

M. Isabel Peron, la veuve de l'ancien chef d'Etat, a été invitée par M. Alfonsín, qui a l'intention de faire appel à tous, en particulier aux péronistes, pour surmonter les difficultés de tous ordres. M. Reagan a décidé de lever l'embargo sur les ventes d'armes à l'Argentine, une décision qui irrite M. Thatcher.

Dans un entretien accordé à notre correspondant à Buenos Aires, M. Alfonsín insiste sur la nécessité du respect des droits de l'homme et d'une réforme militaire. Il affirme vouloir appliquer une nouvelle politique économique et sociale.

« Ne pensez-vous pas que le retour à la démocratie est avant tout le résultat de l'échec des militaires ? D'autre part, l'héritage est très lourd. »

« C'est en effet faire preuve d'une grande naïveté que de croire que nous allons résoudre tous les problèmes du jour au lendemain. En revanche, je ne vois aucune ingénuité dans le fait d'avoir retrouvé l'espoir. Car cet espoir repose sur des bases solides. Nous avons tous mûri durant cette triste période. Je suis d'autre part convaincu que si notre action est au service de la dignité de l'homme, si nous répondons aux exigences de la justice sociale, nous surmonterons progressivement nos difficultés. Nous ne répondons certes pas à toutes les attentes, mais ce que nous ne pouvons pas tromper, c'est l'espoir. »

« Quelles sont les mesures que vous considérez comme prioritaires ? »  
« Les mesures touchant au problème des droits de l'homme, la réforme militaire et la mise en place d'une politique économique et sociale radicalement différente. »

Propos recueillis par  
JACQUES DESPRÉS  
(Lire la suite page 8.)

## Succès technique pour Spacelab

La navette spatiale est revenue sur terre avec une abondance d'informations mais l'avenir du laboratoire européen reste incertain

Tout était trop parfait. Trop bien réglé comme à l'accoutumée, au point que le scénario du retour de la navette spatiale Columbia en était devenu terne. Comment pouvait-il en aller autrement quand la NASA américaine, en grand maître des cérémonies qu'elle est, s'efforce de donner le moindre imprévu ? Et puis, jeudi 8 décembre, au tout der-

nier moment, un grain de sable est venu gripper la machine et bouleverser le bel ordonnancement de ce vol de dix jours que six hommes ont accompli dans l'espace à bord de la navette et du laboratoire spatial européen Spacelab. Juste un petit contretemps. Juste un peu de suspense, comme dans les bons films.

histoire de rappeler que, si les vols spatiaux habités sont maintenant devenus routine, tout n'est pas encore aussi simple, là-haut.

Tout cela parce qu'une mécanique brouillée de composants électroniques a trouvé soudain indigeste le boîtier d'informations qui lui était servi et a eu des humeurs lorsque l'un des petits moteurs d'attitude situés dans le nez de Columbia s'est mis en marche. Tout cela aussi parce qu'un autre ordinateur a connu, un instant, une défaillance, tandis qu'une unité d'aide à la navigation refusait tout service. Rien de grave cependant, même si la NASA décidait, très vite, de prolonger la mission de quelques heures pour remédier au fonctionnement capricieux de cet ordinateur avant que la navette ne se pose en douceur dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 décembre, à 0 h 47 (heure française) sur les pistes de la base aérienne d'Edwards (Californie). A aucun moment, toutefois, on n'aura frôlé le drame. Les ingénieurs qui ont conçu la navette ont bien trop le souci de la sécurité pour avoir oublié d'installer des systèmes de secours nombreux.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.  
(Lire la suite page 14.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Résistance

La mission Columbia-Spacelab a ramené sur terre son contingent d'astronautes fringants et de computers pantelants.

Car les électrons ont eu, là-haut, le mal de l'espace, et les logiciels tourmentés n'en pouvaient plus de tourner dans le vide au-dessus de nos têtes. Ils ont craqué.

L'homme, pour l'instant, résiste mieux au choc du progrès que les machines qu'il conçoit. C'est l'un des aspects les plus réjouissants de cette mission.

BRUNO FRAPPAT.

## SOLJÉNITSYNE

un événement  
la publication  
du premier  
volume de

# La roue rouge

Premier noeud  
AOÛT 14  
version complète

900 pages.  
150 F

FAYARD



## Le rapport annuel de l'UNICEF

Quinze millions d'enfants morts en 1983 dans le tiers-monde

Lire page 26 l'article de CLAIRE BRISSET

## Les conclusions de l'enquête sur la destruction du Boeing sud-coréen

Erreur de programmation et manque de vigilance de l'équipage

Lire page 5

## M. ANDRÉ ROUSSELET

invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

M. André Rousselet, président du conseil d'administration de l'agence Havas depuis juillet 1982, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. - le Monde », dimanche 11 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. André Rousselet, qui fut sous-préfet avant de devenir homme d'affaires, est un ami de longue date de M. Mitterrand dont il fut le directeur de cabinet à la présidence de la République en mai 1981. Il sera interrogé par André Passeron et Jean-François Lacan, de *le Monde*, et par Paul-Jacques Truffaut et Gilles Leclerc, de R.T.L., le débat étant dirigé par Elie Vannier.

## « ARCHITECTURE ET INDUSTRIE » AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

## Le mariage forcé

C'est à une généreuse et formidable tâche que s'est attelé le Centre de création industrielle avec l'exposition « Architecture et Industrie ». La générosité, c'est-à-dire une volonté d'exhaustivité, a conduit à une impressionnante accumulation d'éléments et à un manifeste effort de présentation. Le caractère formidable du travail qu'une telle générosité entraînait a apporté en revanche quelques déboires.

Déboires d'ordre pratique : l'ouverture de l'exposition a été reportée de quelques jours et, terrible vengeance des dieux pompidiens, sa fermeture est avancée de quinze jours (trois semaines ont même été d'abord envisagées), pour permettre son démontage et l'installation de la manifestation suivante. Déboires d'ordre plus spirituels : une grande confusion, à bien des égards voulue, mais qui, faute d'explications au début du parcours notamment,

perturbe les concepts évoqués au lieu de les clarifier comme on s'y attendait.

Le parcours, pourtant, a tout pour séduire. Il suit apparemment la plus saine des logiques : en premier lieu, les prémices, puis l'installation des rapports de l'architecture et de l'industrie au dix-neuvième siècle – soit dans l'exposition un cheminement linéaire. Puis un premier demi-siècle qui permet d'explorer les voies les plus diverses dans l'esprit de la modernité, des plus utopiques aux plus pragmatiques – soit un cheminement méandreux. Enfin l'explosion, dans toutes les voies mobiles du savoir, du futur, de la science-fiction : l'espace, largement mis à contribution, prend ici des allures éclectiques.

FRÉDÉRIC EDELMANN.  
(Lire la suite page 20.)

## Les sommaires de décembre

• LE MONDE DIPLOMATIQUE  
les deux désastres palestiniens

• LE MONDE DE L'EDUCATION  
sa majesté bébé

• DOSSIERS ET DOCUMENTS  
14 ans de crise

• LE MONDE DE LA MUSIQUE  
le grand en Quatuor

• LE MONDE DES PHILATÉLISTES  
les insignes du pouvoir

Illustration d'un éléphant et du texte :  
ALEXANDRE  
HIR & OR  
JACQUES ESTI  
MONTRE ABBE RABE



## PROJET DE LOI SUR LA PRESSE : LE TRAVAIL DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

## M. Hersant : « J'ai été pendant quinze ans le garant du pluralisme de la presse française »

Les députés membres de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale viennent de passer trois jours en stage de formation continue sur les problèmes de la presse. Les nombreuses auditions auxquelles ils se sont livrés leur ont fait découvrir bien des aspects d'un dossier qui, à l'évidence, leur apparaît maintenant plus complexe qu'il ne leur semblait au départ. Le président de la commission, M. Claude Evin (P.S.), et le rapporteur du projet, M. Jean-Jack Queyranne (P.S.), ont volontiers reconnu, jeudi 8 décembre, à la fin des auditions, que leurs conceptions avaient « évolué ».

La venue de M. Robert Hersant devant la commission était l'événement de ce jeudi. Chacun était un peu crispé lors de l'entrée de celui qui dirige le groupe de presse particulièrement touché par le texte proposé, mais le patron du Figaro est un homme qui ne se laisse pas impressionner. Il devait cependant reconnaître lui-même que « la discussion s'était déroulée dans la plus grande courtoisie ».

Le débat a toutefois été vif, le patron de la Socpresse ne ménageant pas les formules choc. L'argent de son groupe ? Il ne provient que du succès de certaines de ses publications : « Il existe deux sources de financement pour les journaux : l'argent des lecteurs - cela a toujours été mon cas - ou celui de milieux capitalistes, auquel je recours certains organes de presse de gauche ». Sa position

dominante met-elle à mal le pluralisme de la presse ? « La constitution de mon groupe a garanti, pendant quinze ans, le pluralisme de la presse française ». La preuve ? Les accords signés avec Guy Mollet pour la reprise du journal socialiste Nord-Matin et le jumelage de publicité entre Paris-Normandie et Le Havre-Libre, qui permettaient à « ce journal de gauche de survivre ». La commission pour la transparence et le pluralisme ? La nomination de M. André Chaudenagor à la présidence de la Cour des comptes « ne peut que confirmer » les craintes de M. Hersant « sur l'indépendance des membres désignés par les chefs des grands corps d'Etat ».

Plus fondamentalement, le patron du Figaro estime que le projet du gouvernement va aggraver « les réticences des investisseurs à financer la presse » et, donc, « loin de le garantir, va à l'encontre du pluralisme ». Si les socialistes lui en veulent, maintenant, c'est parce qu'il a refusé de leur vendre France-Soir et qu'il sont « imprégnés des vieilles idées de Léon Blum, qui, déjà en 1928, voulait nationaliser la presse politique ». Pour M. Hersant, « il est mieux valu conserver les ordonnances de 1944 telles qu'elles n'étaient pas appliquées ». Cela étant, il n'est pas inquiet. « Je suis un homme en état de légitime défense et qui n'est pas sans imagination », a-t-il dit.

Les autres auditions, si elles ont pâti du vedettariat dont a bénéficié

M. Hersant, n'ont pas été, non plus, sans intérêt. M. Philippe Amaury, patron du Parisien libéré, s'est déclaré favorable à tout ce qui concerne la transparence des propriétés de journaux, à la limitation des concentrations et à la nécessité d'une équipe rédactionnelle propre pour chaque quotidien. En revanche, il a critiqué la distinction entre presse nationale et presse régionale, la composition de la commission pour la transparence et le pluralisme et les pouvoirs de celle-ci. M. Claude Perdriel, directeur du Matin de Paris, s'est montré encore plus partisan du projet, souhaitant qu'il soit suivi « d'un deuxième volet, comportant des dispositions accordant à la presse d'information générale des conditions financières qui lui permettent d'exister ». Une telle aide resterait, d'après lui, « d'un volume financier très modéré, si son champ d'application est bien délimité ».

## Aider à la création de nouveaux journaux

M. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, s'est montré, au contraire, opposé à toute aide directe de l'Etat, mais favorable à toutes les mesures indirectes de soutien. Pour lui, il faut revoir tous les monopoles qui gênent la presse : la publicité, par le poids de l'agence Havas, le Syndicat du livre et la distribution. S'il s'est montré parfois critique sur les modalités de gestion du groupe Hersant, M. Tesson a déclaré que le projet est « une loi d'exception », qui porte « atteinte à la liberté d'expression et au droit d'entreprendre ». Il lui semble préférable, pour aider le pluralisme, « de faciliter la création de nouveaux titres ».

M. Jean-Marie Dupont, directeur adjoint du Monde, souhaite, lui aussi, que soit aidée la création de nouvelles publications et réformes des aides de l'Etat, dont il a dit « qu'elles fonctionnent mal ». Cela étant, il a rappelé que « la liberté n'est pas l'absence de loi », et qu'il est donc normal que « l'Etat fixe certaines règles du jeu ». Dans le projet, il approuve la volonté de transparence, la limitation de la concentration et la reconnaissance « qu'un journal, c'est d'abord des journalistes ». C'est d'ailleurs, la raison pour laquelle il a demandé que soit « précisée » la notion d'équipe rédactionnelle et que soit « renforcée leur personnalité juridique ».

L'intervention de M. Serge July, directeur de Libération, a particulièrement retenu l'attention des commissaires socialistes. Il a, d'abord, fait remarquer que, depuis plus de vingt ans, « le système français est basé sur un accord tacite entre un système audiovisuel contrôlé par l'Etat et les monopoles des grands quotidiens régionaux ». Or pour lui le texte va « renforcer »

ceux-ci en empêchant la création de véritables quotidiens nationaux, « ce que la presse parisienne ne réussit pas à être ». Il a ajouté que M. Hersant « n'est devenu un problème que lorsqu'il a fait le lien entre la presse parisienne et les monopoles régionaux ». Aussi, s'il estime bienvenue la concentration, M. July juge celle-ci « bécote », car elle ne fait rien pour régler « la crise de la presse parisienne ».

Enrichis de tous ces éléments, les commissaires vont se mettre au travail pour évaluer dans le détail le projet de loi et voir comment l'améliorer. MM. Evin et Queyranne ont déjà rencontré, pour voir ce que le gouvernement peut accepter, MM. Pierre Mauroy et Georges Fillioud. La commission des lois, elle, a auditionné pendant plus de deux heures, ce même jeudi, M. Robert Badinter. Ses membres socialistes veulent veiller à ce que la rédaction du texte ne permette pas à M. Hersant et à ses amis à l'heure actuelle insouciés pour l'infraction à l'ordonnance de 1944, d'échapper aux poursuites engagées. Pour eux, il n'est pas question que la nouvelle loi permette de « passer l'éponge » sur les agissements passés.

Surtout, ils ne veulent pas prendre le risque que certaines dispositions puissent être jugées anticonstitutionnelles. Ils évoquent, ainsi, la distinction entre presse nationale et presse régionale et, spécialement, les conditions de contrôle de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse. Celles-ci pourraient, en effet, être assimilées à un rétablissement de « l'autorisation préalable », supprimée par la loi de 1981 sur la liberté de la presse et, donc, jugée anticonstitutionnelle, comme le fut la loi qui donnait un droit de regard aux préfets sur la création d'associations.

Les députés socialistes, qui ont pris en charge l'étude du projet, vont maintenant se mettre au travail pour déterminer les positions de fond et de détail qui seront proposées à l'ensemble du groupe. La commission des affaires culturelles va parallèlement, commencer dès ce vendredi 9 décembre l'étude détaillée des quarante-deux articles du projet gouvernemental. Cela pourrait être achevé ce week-end et donc le débat en séance publique pourrait commencer, normalement, le jeudi 15 décembre.

## M. AMOUREUX : la concentration est inhérente à la vie économique

Pendant ce temps, au Sénat, la commission spéciale, constituée pour étudier une proposition de loi signée des responsables de la majorité sénatoriale, poursuit ses auditions. Elle a entendu, mercredi 7 décembre, les membres d'une délégation de la Fédération nationale de la presse française conduite par son président, M. Maurice Buzon, et M. Denis Périé-Daville, secrétaire général de la Fédération française des sociétés de journalistes, déjà auditionnés par la commission aux affaires culturelles de l'Assemblée nationale (le Monde du 8 décembre). Elle a reçu, aussi, M. Henri Amoureux, membre de l'Institut, ancien directeur du groupe Sud-Ouest. Après avoir retracé l'évolution de la presse depuis la libération, il a analysé le phénomène de concentration dans la presse. M. Amoureux a souligné que les périodes de bouleversement engendrent des journaux, le reflux s'accompagne ensuite : à Paris, le nombre de titres atteignait trois cent trente-cinq en 1790 et cent onze en 1793. Pour M. Amoureux, la concentration, faible, en France, est inhérente à la vie économique contemporaine. Il a regretté que le projet de loi du gouvernement n'évoque que le pluralisme et la transparence de la presse en lieu de s'intéresser au pluralisme et à la transparence de l'information en général. Il a conclu en affirmant que le projet ne répond d'aucune manière aux problèmes posés et recrée des menaces graves.

Th. B. et A. C.

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982)

Imprimé par : le Monde - 3, rue de la Harpe - PARIS-2E  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux : publications, n° 57 437, ISSN : 0395 - 2037.

## LE BUDGET DE LA COMMUNICATION AU SÉNAT

## M. Fillioud accuse l'opposition de vouloir amnistier les infractions aux ordonnances de 1944

La sévérité des critiques portées par MM. Jean Cluzel (Un. cent., Allier) et Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe R.P.R., respectivement rapporteur spécial de la commission des finances (le Monde du 9 décembre) et rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, laisse présager le vote hostile de la majorité sénatoriale à l'adoption des crédits destinés à la communication audiovisuelle (le Monde des 16 et 18 novembre).

Parmi les reproches formulés figure la progression des ressources publicitaires pour la télévision au détriment des autres supports. Les deux rapporteurs ont fait adopter des amendements visant à enrayer cette progression. Celui de M. Pasqua tend à insérer un article additionnel qui crée une taxe (au taux de 20 %) assise sur les recettes nettes de publicité de marque et collective des sociétés de programme de télévision, et due par les personnes morales ou physiques qui font appel à ces prestations. Une exonération est possible pour les redevables en fonction des volumes financiers accordés sur une campagne publicitaire aux supports écrit et télévisé. Une commission composée de deux représentants de l'Etat et de cinq de la presse décide de ces exonérations.

Le second amendement, présenté par M. Cluzel, tend à compléter la loi de juillet 1982 sur la communication audiovisuelle en prévoyant qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985, la proportion des recettes venant de la publicité ne pourra excéder 25 % des ressources nettes des organismes de radiodiffusion et de télévision. Malgré l'avis hostile de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, cet amendement a été voté par 220 voix (majorité sénatoriale + M.R.G.) contre 94 (P.C. et P.S.), un second amendement, visant à renforcer les moyens et les pouvoirs de la Haute Autorité et dû à M. Cluzel, a été approuvé par 218 voix contre 94.

Les scrutins sont intervenus au terme d'un débat vif au cours duquel les porte-parole de la majorité sénatoriale avaient dénoncé la main-mise de l'Etat sur la télévision : les chiffres des temps d'antenne accordés à la majorité et à l'opposition, les coûts

des émissions, la qualité des programmes ont alimenté la polémique. A cela s'est ajoutée l'absence de caméra de télévision dans l'hémicycle, fait sans précédent ont noté les sénateurs sont M. Dominique Pado (Un. cent., Paris). Ce dernier a protesté contre la censure dont étaient ainsi victimes le secrétariat d'Etat... et ses collègues.

Pour M. Pasqua, « la défiance du service public s'accroît » et le gouvernement ne poursuit qu'un seul but : « Renforcer la main-mise de l'Etat sur tous les moyens de communication ».

A M. Michel Durafor (gauche dém., Loire) qui proposait que les sénateurs fassent mention d'ordres des émissions, M. Fillioud a répondu : « Que ne l'avez-vous fait quand vous gouverniez ? » et il a annoncé que l'ha transparence est « complète ».

L'examen du budget de l'information (également repassé dans ses grandes lignes) a donné l'occasion aux orateurs d'évoquer le projet de loi sur la presse. M. André Mérie (Haute-Garonne), président du groupe socialiste, a remarqué que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se sont dotés de lois antitrust. « La France, dit-il, doit avoir les moyens de la lutte antimonopolistique ».

Après que M. Fillioud ait jugé que la proposition de loi, émanant de la majorité sénatoriale et tendant à abroger les ordonnances de 1944, a pour « but caché » d'amnistier les coupables d'infraction aux ordonnances, M. Cluzel a expliqué qu'il ne s'agit pas d'une « manœuvre », mais de « suppléer l'inconcevable absence de concertation » qui a présidé à la préparation du projet du gouvernement.

Pour M<sup>me</sup> Brigitte Gros (gauche dém., Yvelines), le texte du gouvernement a pour principal objectif de « museler la presse d'opposition ». Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, elle a expliqué que les aides de l'Etat à la presse, reconduites par le projet de budget, ne doivent pas perdre leur « caractère automatique » afin qu'on ne puisse distinguer d'un côté la bonne, de l'autre la mauvaise presse.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## UNE PÉTITION D'UNIVERSITAIRES EN FAVEUR DU PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

Un certain nombre d'universitaires viennent de signer un appel en faveur de l'action entreprise par le gouvernement en faveur de la transparence et du pluralisme dans la presse (1).

« Lorsque le gouvernement provisoire de la Libération publia, le 26 août 1944, l'ordonnance sur la presse, il entendait garantir à chaque citoyen le droit de savoir qui contrôle et qui possède effectivement les journaux proposés à son choix. Il entendait donner au pluralisme des opinions la garantie substantielle que présente le pluralisme des titres et des supports de presse. Il voulait donner à chaque opinion sa chance et empêcher que la liberté d'acheter sur un marché abandonné à la loi des plus riches ne se change en liberté d'étrangler les opinions soutenues par les moins fortunés. Transparence et pluralisme sont des conditions nécessaires à l'existence d'une presse libre et diverse, laquelle est indispensable à l'exercice de la démocratie (...).

« Les soussigné(e)s soutiennent toute initiative visant à instaurer dans le domaine de la presse, et plus généralement de l'information, plus de transparence et un pluralisme accru. Ils (elles) mettent en garde l'opinion contre certaines attaques orchestrées par divers milieux où la liberté d'écriture est volontairement confondue avec la liberté d'investir des capitaux dans des entreprises de presse. Or la finalité première de telles entreprises ne devrait pas être le profit et la concentration, mais l'expression de la pluralité des opinions, qui caractérise la vie démocratique. »

Ont signé en texte : Jean-Paul Aron, Michèle Bordeaux, Christine Buel-Gueldemann, Henri Bulawko, François Chatelet, Antoine Culioli, Jacques Debouzy, Marianne Debouzy, Jacques Derrida, Rachel Erel, Robert Erel, Robert Escarpit, Marc Ferro, Elisabeth de Fontenay, Jean Frochard, Alain Guizmar, Louis Ray, Dominique Lazzar, Philippe Lazzar, Jean-Pierre Lefebvre, Elise Marlema, Albert Memmi, Germaine Mammi, Jacques Froyot, Madeleine Roberiou, Maxime Rodinson, Laurent Schwartz, Annette Ter Minassian, Rita Thalmann, Paul Thibaud, Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet.

(1) Boîte postale 748-751-123, Paris Cedex 03.

## LE CONSEIL NATIONAL POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE VEUT DÉFENDRE TOUTES LES LIBERTÉS AUJOURD'HUI MENACÉES

Le Conseil national pour la liberté de la presse, créé par MM. Henri Amoureux, journaliste et écrivain, et Jacques Baume, député (R.P.R.) des Hauts-de-Seine (le Monde du 30 novembre 1983), a lancé un appel dont voici les principaux extraits :

« Alors que de graves difficultés économiques assaillent la France et que, à travers la montée du chômage et la récession du pouvoir d'achat, grandissent les inquiétudes des Français, le gouvernement a cru bon, sans aucune consultation avec les organisations professionnelles, de porter un coup à la liberté de la presse. Par leur réaction, les Français et les Français montreront :

« Qu'ils ne sont pas dupes d'un projet de loi arbitraire et insensé, qui vise à atteindre un principe de liberté, tout en favorisant et en augmentant l'importance des trusts d'Etat ;

« Qu'ils entendent, à travers la liberté de la presse, défendre toutes les libertés aujourd'hui menacées et ne veulent pas que la France, par le biais d'un statut de la presse et de la maîtrise totale de l'Etat sur la communication et les moyens de communication, glisse d'un régime encore démocratique à un régime totalitaire (...).

Le Conseil national pour la liberté de la presse (1), qui appelle à l'adhésion, a rendu publique une liste de personnalités ayant déjà apporté leur soutien : Simone Veil, Emile Roche, Luc de Caumont, Michel Denis, Michel Dotti, Maurice Druon, Pierre Emmanuel, Eugène Ionesco, Jacques de Lacretelle, Jean d'Ormesson, Alain Peyrefitte, Maurice Schumann, Jean Guéhenne, Gaston Palewski, P. Gonnelle de Pons, Michel Girard, Jean-François Revel, Raymond Trousson, Paul Leconte, Michel Drancourt, Raymond Polin, Bernard Buffet, Henry Bernard, P. Lorrain-Jacob, P. René-Jean Dupuy, P. P. Lévesque, P. Jean-François, P. de Sèze, P. Pierre Goret, Charles Dubot, François Liberman, Raymond Triboulet, P. Jacques Brelant, P. Paul Bonlangue, P. Drago, P. Jean-Louis Boncompagni, P. Jean-Paul Carlier, P. Michel Dechaume, P. Jean-Louis Dréyfus, P. J. Turiaf, P. Jean-Jacques Trillat, P. Jean-Louis Maillet, P. Chenu, Robert Decout, Jeanne Bourin, Michel Guillemin, Michel Aurillac, Arthur Conte, Alain Griotteray, Pierre Bas, Philippe Tesson.

(1) 139, avenue de Villiers, 75017 Paris, tél. : 380-26-30.

## Solidaires, mais pas convaincus

Les hommes politiques et la presse sont comme bien des vieux couples : ils ne peuvent vivre l'un sans l'autre, mais, à force de trop se voir, ils se comprennent mal. Les politiques trouvent toujours que les journalistes ne font pas assez attention à eux ; les journalistes tremblent pour leur indépendance chaque fois que les politiques se mêlent de leurs affaires.

Trop souvent, ceux-ci ne se montrent vraiment soucieux de la liberté de la presse que lorsqu'ils sont dans l'opposition. Jeudi 8 décembre encore, en discutant des crédits de la communication, les sénateurs de l'U.D.F. et du R.P.R. ont durement critiqué le maintien de l'Etat sur l'audiovisuel, alors qu'ils ne trouvaient rien à y redire du temps où leurs amis étaient au pouvoir et que ce contrôle était encore plus pesant qu'aujourd'hui.

Les socialistes, eux, découvrent combien il est difficile sur ce dossier aussi de passer des idées généreuses, forgées dans l'opposition, aux contraintes du pouvoir. Traduire dans la loi la quatre-vingt-quinzième des cent dix propositions du candidat François Mitterrand sur l'application des ordonnances de 1944 et l'indépendance des journalistes et des journaux n'est pas chose aisée. M. Pierre Mauroy pouvait penser qu'en proposant de mettre un terme à la concentration des entreprises de presse, et donc en s'attaquant au groupe Hersant, il faisait un pas important dans cette direction. L'ovation qu'il a reçue au congrès de Bourg-en-Bresse lui a prouvé que les militants étaient sensibles à cette démarche. Mais les responsables ?

Aujourd'hui, après les auditions auxquelles a procédé la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, les députés socialistes sont conscients que si ce projet de loi était nécessaire, il n'est en rien suffisant. D'abord, parce qu'il reste très prudent sur le rôle des journaux régionaux et locaux et donc sur la possibilité d'indépendance des journalistes face à leur entreprise. Ensuite, parce qu'il aura pour effet de geler la situation actuelle et qu'il ne mettra donc pas fin au monopole des grands quotidiens régionaux dans leur zone de diffusion (or c'est bien à cela que se heurtent la plupart des députés socialistes : faire passer en bonne place leurs prises de position dans le journal local les préoccupe plus que l'absorption de l'Aurora par le Figaro. Enfin parce que, ne s'intéressant pas à l'environnement économique de la presse, le projet ne permet pas de régler les difficultés financières que connaissent la plupart des quotidiens parisiens, ni, a fortiori, ne facilite pas l'éclosion de nouveaux titres.

De là à penser que le gouvernement s'est lancé dans une bataille inutile, il n'y a qu'un pas, qui n'est pas franchi... au moins ouvertement. Devant l'ampleur de l'offensive menée par l'opposition, la solidarité joue : arrêter le texte autant qu'il est possible, ou : reculer, c'est impensable. D'autant que, pour redonner confiance au « peuple de gauche », il n'est pas négligeable de s'attaquer à M. Robert Hersant.

THIERRY BRÉHIER.

MÊMES REMISES  
EXCEPTIONNELLES  
QU'AU TOURISTES  
ÉTRANGERS !

Toutes les  
grandes marques de  
**PARFUMS**  
PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux  
Accessoires Haute-Couture - Marquinerie

**MICHEL SWISS**

16, RUE DE LA PAIX - PARIS  
Salons de vente 2<sup>e</sup> étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30



Les quatre



LA TENSION A TRIPOLI AVANT LE DÉPART DES PALESTINIENS

Israël juge « inconcevable »  
que l'ONU facilite l'évacuation des « terroristes »

De notre correspondant

offre l'immunité à une bande d'assassins

Israël peut-il aller plus loin dans les représailles en imposant, par exemple, un blocus naval devant la seconde ville du Liban qui empêcherait les opérations d'évacuation ? Toute intervention de ce genre constituerait un grave défi à la communauté internationale, plus particulièrement aux pays européens, dont la France, qui ont œuvré sans relâche pour que la direction de l'O.L.P. sorte indemne et la tête qu'on se libérait. Ce serait une offense directe à l'autorité de l'ONU.

M. Shamir, homme ferme mais prudent, prendra-t-il un tel risque ? Écouterait-il les conseils de son ministre sans portefeuille, M. Shamir pour qui — il l'a répété vendredi matin — « M. Arafat ne doit pas sortir vivant de Tripoli » ou de son ministre de l'Énergie, M. Izhak Mordechai, qui souhaite capturer le chef de l'O.L.P. et le juger pour crimes de guerre ?

Les suites de l'attentat de Jérusalem

M. Shamir a qualifié jeudi de « positive » la condamnation de l'attentat de Jérusalem, exprimée la veille par cinq personnalités de Cisjordanie, dont les anciens maires d'Hébron et de Ramallah, MM. Moustapha Natché et Karim Khalaf, déposés par l'administration israélienne (le Monde du 9 décembre). C'est la première fois que des élus représentatifs de l'opinion palestinienne dans les territoires occupés s'élèvent d'une manière explicite contre un acte de terrorisme anti-Israélien.

Cette prise de position inédite émanant de responsables palestiniens proches de l'O.L.P. équivaut à un dévouement au recours à la violence aveugle comme moyen d'amener Jérusalem à plus de souplesse. Elle témoigne aussi d'un désaccord idéologique croissant, tenant pour une bonne part à un écart de générations, entre les jeunes radicaux qui ont été renvoyés dans les camps de réfugiés, et les notables désenchantés par le déclin de l'O.L.P. et qui ne croient plus à l'utilité d'actions militaires.

L'enquête officielle n'a conduit, semble-t-il, jusqu'à présent, à aucune piste sérieuse. Tous les suspects arrêtés juste après l'attentat ont été remis en liberté. La bombe avait-elle été placée par un loyaliste de l'O.L.P. ou par un militant d'une branche dissidente du type de celle d'Abou Nidal ? Était-ce une opération d'initiation locale ? On l'ignore, mais le gouvernement s'attend à de nouvelles tentatives d'attentat. Une bombe a été démolie vendredi matin dans la vieille ville de Jérusalem. Pour la deuxième journée consécutive, les sorties d'Israël ont été « temporairement et partiellement » restreintes sur les points du Jourdain. Ces mesures n'ont pas affecté le trafic en provenance de la Jordanie.

Une fillette

palestinienne tuée

Tout cela s'est produit le jour où un grave incident endeuillait la ville de Naplouse, en Cisjordanie. Des inconnus ont ouvert le feu jeudi, tuant une fillette palestinienne de neuf ans et blessant sa sœur et trois autres personnes. L'armée a entrepris des recherches pour retrouver les auteurs de cet attentat, qui, assure-t-on de source palestinienne, sont des colons juifs. Ce meurtre est le dernier d'une longue série d'atta-

ques menées depuis juin 1980 par des extrémistes israéliens qui pratiquent un terrorisme anti-palestinien dans les territoires occupés. En novembre, c'est l'armée qui avait abattu deux manifestants arabes à Tulkarem. L'assassinat de jeudi a eu lieu au moment où les associations de colons tenaient une réunion à Bakha pour étudier les moyens de mettre fin aux jets de pierres contre leurs véhicules. En outre, on indique de source palestinienne, qu'une



(Dessin de PLANTU.)

autre bombe de 4 kilos a été démolie jeudi sur le marché aux fruits de Naplouse. Le porte-parole de l'armée israélienne a démenti l'information.

Par ailleurs, sur le plan politique et pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de M. Shamir, M. David Lévy a exprimé publiquement son irritation. M. Lévy souhaite devenir ministre des affaires étrangères pour se faire connaître hors des frontières et « peaufiner » son image d'homme d'État. Il prétend que ce portefeuille lui a été promis lors d'un marchandage qui avait précédé la désignation de M. Shamir à la tête du Héroul, le principal parti de la coalition gouvernementale. Il soupçonne plusieurs ministres de faire obstacle à sa nomination, mais avait évité jusqu'à mercredi de porter ce différend sur la place publique. Il vient de demander à M. Shamir de « faire la lumière sur cette campagne » contre lui, faute de quoi, a-t-il dit, il tirerait « les conclusions qui s'imposent » et choisirait sa « propre voie ».

Certains proches de M. Shamir rétorquent que celui-ci n'a jamais rien promis à son second. La semaine dernière, M. Lévy s'était déjà plaint de ne pas avoir été tenu informé des entretiens du premier ministre à Washington. Les sept ministres du Héroul se sont réunis jeudi pour débattre de cette affaire en l'absence de M. Lévy, qui avait refusé de se joindre à eux. M. Shamir et Lévy devaient en discuter ce vendredi en tête à tête. M. Lévy, estime-t-on généralement, a commis une « bêtise » en faisant part de ses états d'âme à la presse et a compromis ses chances d'obtenir gain de cause. Peut-être n'a-t-il décidé de jouer son va-tout parce qu'il savait que son exigence ne serait pas satisfaite. Une chose est sûre : M. Shamir ne semble pas du tout pressé d'abandonner à un autre les fonctions qu'il occupait avant de devenir chef du gouvernement.

J.-P. LANGELIER.

Les quatre pays membres de la force multinationale se prononcent pour son maintien

Contrairement aux rumeurs qui ont couru récemment, la force multinationale demeurera au Liban. Ainsi en ont décidé, à Bruxelles, la France et ses trois partenaires occidentaux au Liban, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie. « Nous ne voulons pas donner l'impression de vouloir abandonner les Libanais », a précisé le ministre français des Relations extérieures, M. Claude Cheysson, après s'être entretenu avec ses collègues américain, italien et britannique.

A la suite de l'engagement des contingents américain et français dans des opérations de représailles, l'Italie et la Grande-Bretagne avaient décidé de procéder à un « redéploiement » de la force multinationale. Toutefois, un retrait unilatéral de l'un des pays participants n'aurait pas manqué d'affaiblir la position occidentale au Liban, il aurait pu en outre compromettre le processus de réconciliation engagé par le président Amine Gemayel. « Cela aurait été totalement irres-

ponsable de notre part », a remarqué M. Cheysson.

M. Andreotti, ministre italien des affaires étrangères, a indiqué de son côté à Bruxelles jeudi que l'Italie pourrait envisager de réduire de moitié le nombre de ses soldats engagés dans la force multinationale, et de le ramener à 1 000 hommes, comme il l'était à l'origine. M. Andreotti a toutefois réaffirmé l'engagement italien au sein de la force multinationale au Liban.

« Redéploiement » américain

Près de 300 des 1 650 « marines » de la force multinationale stationnés à Beyrouth ont été transférés à bord d'un navire américain mouillant au large de la côte libanaise à-t-on fait savoir jeudi 8 décembre au Pentagone où l'on estime que leur sécurité s'en trouvera renforcée. Une source proche du département américain de la défense a précisé que le nombre des « marines » se trouvant maintenant sur le sol libanais a été réduit

à près de 1 350 hommes, ajoutant qu'il ne s'agissait pas d'un « retrait » mais d'un « redéploiement ».

Le président Gemayel, se rendra en principe mardi 12 décembre à Londres pour des entretiens avec M<sup>me</sup> Margaret Thatcher et d'autres responsables britanniques. Des pressions s'étaient exercées sur M<sup>me</sup> Thatcher pour l'amener à rappeler le petit contingent de 100 hommes envoyé par Londres au Liban à titre de participation à la force multinationale. La visite de M. Gemayel, sa première en Grande-Bretagne en qualité de président, fait également suite à une série de déplacements qu'il a entrepris en Arabie Saoudite, aux États-Unis, en France et en Italie depuis la suspension en novembre de la conférence de Genève sur la réconciliation nationale libanaise.

A Moscou, l'agence Tass a à nouveau condamné, jeudi, « l'ingérence armée ouverte de la clique militariste américaine au Liban ». (A.F.P., Reuter, A.P.)

Une fois de plus, les valises de l'exode...

De notre envoyée spéciale

Ce nouveau départ, ils le vivent mal. Ahmed, qui a appris le français pendant son premier exode en Tunisie l'année dernière, se quiesse avec peine un soufre. Ou il va 7 il ne le sait pas encore : Amman, Alger, Tunis, le Nord-Yémen, quelle importance ? « C'est une défaite », dit-il les dents serrées en s'éloignant.

Le petit port d'El Minah, si souvent bombardé et par où partaient les loyalistes de M. Yasser Arafat, est parfaitement calme. Le soleil brille sur la mer et les pêcheurs ont tendu leurs filets. Il faut s'enfoncer dans les petites rues de ce qui fut la ville antique pour retrouver une certaine agitation. Rangés sous des baches, des affûts de canon, sont abrités derrière un mur protégé par des sacs de sable. Au coin d'une rue, une dizaine d'Africains, en civil discutant à voix basse, désemparés. Ceux-là sont Somaliens et, eux aussi, ne savent pas très bien ce qui les attend. Dans une petite pièce sombre où s'entassent encore des sacs remplis de pains d'explosifs, des combattants en uniforme s'affairent autour de listes. Comme d'habitude, ils offrent le café, mais sans enthousiasme. Partiront-ils ? Si Arafat en donne l'ordre, oui, sinon on reste.

Sur le port, trois jeunes Maghrébins — un Tunisien, un Marocain et un Algérien — font du stop pour revenir en ville. Deux d'entre eux font partie de la garde du corps de M. Yasser Arafat. L'année dernière, ils sont partis vers le Yémen. Cette année, ils espèrent bien que ce sera Tunis. Seul Khaled, le Tunisien, très déçu avec son blouson rouge soyeux, wellman autour du cou, sait qu'il retournera à Sanaa et la Tunisie, je ne peux pas y aller, lâche-t-il, moqueur.

Autour du quartier général de M. Yasser Arafat, les contrôles ont été renforcés et les dents de dragon barrant l'entrée de la rue. Le président de l'O.L.P. ne devait faire ce jeudi qu'une brève apparition. Entouré de ses gardes, plus nombreux qu'à l'habitude, le regard las et le sourire figé, il répond à quelques questions. « Il reste quelques points en discussion, dit-il, mais ce ne sont que des problèmes techniques. J'ai écrit à M. Karamé (président du haut comité de coordination chargé de la mise en œuvre de l'accord syro-saoudien sur l'évacuation des combattants palestiniens), pour avoir des précisions. »

Une « réelle menace » israélienne

Si la question de la sécurité des combattants pendant leur retrait des lignes de front semble avoir été réglée par des garanties syriennes, le sort des deux camps palestiniens de Badoud et de Nahr-el-Bared et, en particulier, l'autorisation qui serait accordée aux dissidents d'y rester avec leurs armes sont encore en discussion. Mais le fait que le président de l'O.L.P. ait insisté sur le caractère « technique » de points en litige et que son porte-parole, M. Ahmed Abdel Rahman, ait répété à maintes reprises qu'il n'y a plus d'obstacle majeur à l'exécution de l'accord s'explique par le fait que M. Arafat pourrait céder.

Seule la mise à exécution des menaces israéliennes pourrait

donc entraver le départ des combattants palestiniens. Le chef de l'O.L.P. les balie d'une boutade : « Ce n'est pas la première fois que les Israéliens cherchent à m'avoir, ils sont les bienvenus ! ». Son porte-parole estime pourtant que les propos de M. Shamir constituent une « réelle menace ».

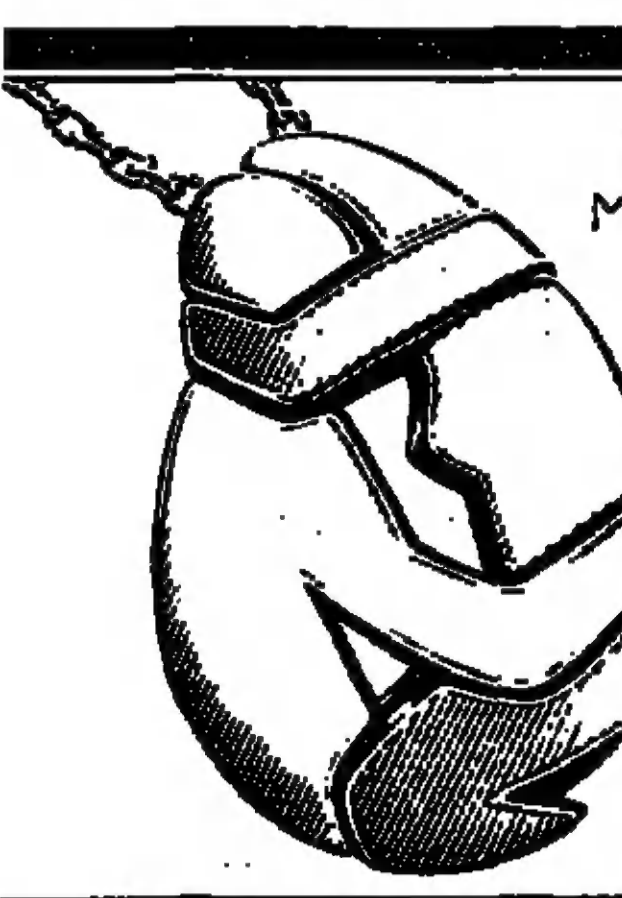
C'est seulement ce vendredi, dans la journée, que sont attendus à El-Minah les quatre ferry-boats grecs et les deux cargos qui emmèneront les combattants palestiniens, auxquels devraient se joindre les déserteurs de l'armée de libération de la Palestine (A.L.P.) et sans doute les Frères musulmans qui avaient fui la Syrie, au lendemain des massacres de Hama, pour se réfugier à Tripoli.

Selon les termes de l'accord syro-saoudien, les loyalistes ont quinze jours pour partir. En fait, bien qu'aucune date précise ne soit avancée, les combattants ont été avertis qu'ils devaient se tenir prêts dans les quarante-huit heures. Selon M. Abdel Rahman, les quatre bateaux partiront ensemble, deux vers Tunis, deux vers le Nord-Yémen. La destination des cargos qui transporteront les armes lourdes n'est pas connue. Les combattants s'embarqueront avec leur armement individuel. Toutefois les armes lourdes seront-elles aussi évacuées pour, précise le porte-parole de l'O.L.P., « ne pas donner prétexte aux Syriens d'envahir Tripoli ». La sécurité des bateaux ne sera assurée par la France et la Grèce. Avec une certaine amertume, M. Abdel Rahman a souligné, à cet égard, qu'il n'y a pas de parapluie arabe pour les Palestiniens. Les blessés, une soixantaine, partiront sur un navire fourni par le gouvernement italien sous pavillon de la Croix-Rouge. M. Abdel Rahman n'a pas voulu préciser le sort des dissidents du Fath détenus à Tripoli. M. Arafat se rendra à Tunis puis, très vite, à Alger, où il ira voir les prisonniers récemment libérés du camp d'El-Ansar par les Israéliens. Tous les combattants devront partir vers la Tunisie ou le Nord-Yémen, la Syrie n'ayant pas accepté le retour des combattants loyalistes dans la Bekaa.

Quoi qu'il en soit, cet accord constitue une amère défaite pour le chef de l'O.L.P., qui a dû céder pratiquement sur tous les points, et en particulier sur celui du contrôle des camps de Badoud et de Nahr-el-Bared, où vivent trente-cinq mille réfugiés. On laisse d'ailleurs entendre dans son entourage que c'était « cela ou rien », et que M. Arafat n'avait pas le choix. Refuser de se soumettre aurait, dit-on encore, donné l'occasion aux Syriens de poursuivre leur offensive contre le Fath. M. Arafat aura donc dû le mal à transformer ce départ en victoire. Vaincu par l'armée israélienne à Beyrouth en 1982, il l'est cette fois par la Syrie. Malgré ces revers, le chef de l'O.L.P. garde cependant un grand prestige parmi les Palestiniens, et en particulier parmi ceux des territoires occupés, qui viennent de lui renouveler leur confiance. Une fois de plus, il va devoir choisir entre l'option politique que semble lui proposer le roi Hussein de Jordanie et la poursuite d'un combat qui paraît de plus en plus difficile à mener, alors que ses combattants vont de nouveau se trouver dispersés aux quatre coins du monde arabe. La question que tout le monde se pose aujourd'hui à Tripoli est cependant de savoir si Israël lui laissera ce choix.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Un Brozek signé Fred.



Des sculptures devenues Bijoux. Miroslov Brozek a créé pour Fred une composition mobile qu'il appelle « Le Couple ». Étonnant pendentif d'or jaune et d'or gris sculpté dans la masse et articulé autour de sa chaîne.

FRED

6, rue Royale, Paris. Tél. 268 30 65 - Le Coudré, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mérienne, Paris. 20, rue du Marche, Genève - New York - Beverly Hills - Houston - Dallas.

LE BUDGET DE LA COMMUNICATION AU SÉNAT

M. Fillioud accuse l'opposition de vouloir amnistier les infractions aux ordonnances de 1944

Le budget des communications du Sénat, présenté par M. Fillioud, a été l'occasion pour ce dernier d'accuser l'opposition de vouloir amnistier les infractions aux ordonnances de 1944. M. Fillioud a déclaré que l'opposition cherchait à faire passer des amendements qui auraient pour effet de réduire les sanctions prévues par les lois de 1944. Il a souligné que ces lois étaient essentielles pour maintenir l'ordre public et la sécurité nationale. L'opposition, quant à elle, a répondu que ces amendements visaient simplement à clarifier les textes et à éviter des abus, sans remettre en cause les principes fondamentaux des lois de 1944.

LE CONSEIL NATIONAL LA LIBERTÉ DE LA VUE VIENT DÉFENDRE LES LIBERTÉS AVEC MENACES

Le Conseil National, réuni à Paris, a adopté une résolution qui défend la liberté de la vue et menace de sanctions toute personne qui tenterait de restreindre cette liberté. La résolution stipule que la liberté de la vue est un droit fondamental et que toute tentative de la restreindre constitue une violation des principes démocratiques. Elle appelle également à la mise en œuvre de mesures efficaces pour garantir ce droit à tous les citoyens. Cette décision a été prise à l'unanimité, ce qui témoigne de l'importance accordée à cette question par les membres du Conseil National.

LA RÉUNION D'UNIVERSITAIRES EN FAVEUR DU PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

Une réunion d'universitaires a été organisée à Paris pour soutenir le projet de loi sur la presse. Les participants ont souligné l'importance de la liberté de la presse pour la démocratie et ont appelé à une stricte application des dispositions du projet de loi. Ils ont également exprimé leur inquiétude quant à certaines dispositions du projet qui pourraient, selon eux, porter atteinte à la liberté d'expression.











# FESTIVAL

INTERNATIONAL

de la

# FOURRURE

du vendredi 9 déc.  
au samedi 17 déc.

Organisé par les Fourrures du Nord avec le concours des plus importants fabricants français, canadiens, américains, anglais, allemands, suisses, italiens, scandinaves, et la participation des Fourrures George V avec leurs prestigieuses collections Grosvenor Canada exclusivité, Mondial Furs, Natural Furs, Leclair, Chocquet, Rolf Schulte, Catherine Vernoux, etc...

Des milliers de manteaux réalisés dans les plus belles pelletteries du monde avec label d'origine, Vison Blackdiamond, Blackglama, Emha, Saga, Astrakan Swakara, Bukhara, Zibeline russe, (Sobol).

ESCOMPTE SPECIAL DECEMBRE

# 25%

escompte effectué directement à nos caisses

## MANTEAUX

Agneau Béarn	2850F	2100F	Chevrette grise	3250F	2400F	Zorinos	
Astrakan			Guanaco morceaux	2650F	1950F	pleines peaux	7250F 5400F
pleines peaux	4850F	3600F	Pattes d'Astrakan	2450F	1800F	Lapin naturel	1450F 1050F
Ragondin	8450F	6300F	Patchwork Zorinos	2850F	2100F	Renard bleu	13250F 9900F
Murmél	3850F	2850F	Astrakan Swakara	9850F	7350F	Marmotte Canada	19800F 14850F
Mouton doré	4850F	3600F	Pahmi	8650F	6450F	Renard roux	15750F 11800F

## VESTES

Renard bleu	3080F	2250F	Chacal	2350F	1750F	Coyote	8950F 6700F
Chevrette			Murmél	2850F	2100F	Renard roux	9750F 7300F
grise	1850F	1350F	Mouton doré	2650F	1950F	Marmotte	8450F 6300F
Chat d'Asie	1650F	1200F	Astrakan	3850F	2850F	PARKAS Lapin	1380F 950F
PELISSES Lapin, col Marmotte	2400F	1550F	PELISSES Flanc de Marmotte				
PELISSES Chevrette	2350F	1750F	col Marmotte	2650F	1950F		

## VISONS

### MANTEAUX

Ranch, Pastel allongé	12250F	12850F	Azurène	33800F	24750F
Pastel, Dark fantaisie	10450F	7850F	Lunaraïne	36250F	27150F
Dark allongé	18750F	14050F	Blackglama	39750F	29750F
Dark Saga allongé	21750F	16300F	Koh I Noor	23750F	17800F
Patte de Vison		1850F		5850F	

## HAUTE FOURRURE

### MANTEAUX

Zibeline	210800F	157500F	Renard argenté		
Vison Blackdiamond	75000F	56250F	du Canada et		
Castor du Québec	26350F	19950F	Renard ambre	85000F	63750F
Breitschwanz sour	186000F	138750F	CHALE Vison blanc	20650F	15450F
BOLERO Vison blanc	24750F	16250F	BOLERO Vison noir	19300F	14450F

### Manteaux longs et Capes du soir

Capes Chinchilla	125000F	93750F	Manteaux Chinchilla	145000F	108750F
Capes Vison Blackglama	88750F	64250F	Manteaux Vison blanc	110000F	82500F
Manteaux Vison dark				42000F	31500F

Les plus larges facilités de paiement  
Garantie totale sur tous vos achats  
Service après-vente

PRESENTATION des COLLECTIONS 83/84

## SHOW DANSE

Chaque jour à 15 h.

Chorégraphie Jean Guélin assisté par Francine Robineau. Décors Donald Cardwell  
Maquillage "Dimension" Helena Rubinstein. Coiffure Jacques Dessange  
Présentation et animation Maryse, Robert Willar

Retenez vos places 27, Bd des Capucines, ou par téléphone: 260.30.43

25, 27, 29 Bd.  
des Capucines  
PARIS

**OUVERT**  
TOUS LES JOURS  
SANS INTERRUPTION  
de 10h. à 20h.

# 25, 27, 29, Bd. des Capucines Paris

Le Monde

Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-

LA DÉMOCRATIE...  
Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-

LA DÉMOCRATIE...  
Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-

LA DÉMOCRATIE...  
Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-

LA DÉMOCRATIE...  
Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-

LA DÉMOCRATIE...  
Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-

LA DÉMOCRATIE...  
Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-

LA DÉMOCRATIE...  
Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-

LA DÉMOCRATIE...  
Le P.S. estime avoir fa-  
une « autorité mo-



LE PROJET DE LOI BANCAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le P.S. estime avoir fait du Conseil national du crédit une « autorité morale » en matière monétaire

Les amendements adoptés par l'Assemblée nationale, qui a achevé jeudi 8 décembre sa première lecture du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, ont permis d'atténuer en partie la relative frustration ressentie par la majorité face au texte gouvernemental (le Monde du 9 décembre).

Ces amendements n'auront pas, en revanche, suffi à dissiper les inquiétudes de l'opposition. Même si le texte voté lui donne finalement satisfaction à propos des pouvoirs respectifs du gouverneur de la Banque de France et du directeur du Trésor au sein du comité de la réglementation bancaire, elle a, néanmoins, au moment du vote, son hostilité au projet, qu'elle a rejeté.

Le R.P.R., qui au Sénat s'était trouvé seul à se prononcer contre le texte amendé par la Haute Assemblée, a manifesté dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, par la voix de

M. Michel Noir (Rhône), une opposition plus résolue que celle de M. Gilbert Gantier (U.D.F. Paris), qui a apprécié l'attitude relativement conciliante de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Pour leur part, les députés socialistes ont accueilli avec satisfaction les amendements obtenus pour le Conseil national du crédit qu'un ministre des pouvoirs du gouverneur de la Banque de France au comité de la réglementation bancaire. Un des spécialistes « financiers » du groupe socialiste confiait en privé les sentiments très mitigés des parlementaires du P.S. au vu d'un texte manquant singulièrement, selon eux, de « souffle » politique. Les amendements introduits par la commission et acceptés par le gouvernement ont

permis, selon M. Michel Berson (P.S., Essonne), de modifier profondément la nature du Conseil national du crédit, qui peut désormais devenir, aux yeux du P.S., une véritable « autorité morale » en matière monétaire.

Le P.C., en revanche, par la voix de M. Parfait Jans (Hauts-de-Seine), a maintenu d'importantes réserves. M. Jans a affirmé : « Cette loi n'est pas celle que nous attendions. Elle n'apporte que quelques améliorations techniques. Nous la voterons, mais notre appétit de réforme n'est pas satisfait. » Pendant la discussion, M. Jans a semblé irrité par l'intransigeance de M. Delors à l'égard des propositions du P.C.

La commission mixte paritaire (Sénat-Assemblée), qui devra élaborer un texte commun, l'urgence ayant été déclarée sur ce projet, doit se réunir le 13 décembre.

● **Conseil national du crédit.** — L'Assemblée nationale a donné au Conseil national du crédit (C.N.C.), sur proposition de la commission des finances, la possibilité de se réunir de sa propre initiative, d'émettre des « avis » et de « faire procéder aux études qu'il estime nécessaires » dans les domaines pour lesquels il est consulté : politique monétaire, crédit, système bancaire et financier. L'Assemblée est revenue aux dispositions initiales du projet, selon lesquelles le C.N.C. peut (et non doit) être consulté sur tout projet de loi ou de décret relevant de sa compétence.

Elle a précisé que le rapport adressé, chaque année, par le C.N.C., comme l'avait décidé le Sénat, au président de la République et au Parlement sera public. Au terme du projet de loi, le secrétaire général du C.N.C., nommé, jusqu'à présent, par le gouverneur de la Banque de France, le sera par le ministre de l'économie et des finances, sur une liste arrêtée par le C.N.C. lui-même. L'Assemblée a également doté de moyens propres le C.N.C.

● **Comité de la réglementation bancaire.** — Les rôles respectifs du directeur du Trésor — représentant, en son absence, le ministre de l'économie — et du gouverneur de la Banque de France, vice-président de ce comité, avaient suscité un vif débat entre les parlementaires de la majorité et ceux de l'opposition, qui craignaient un transfert de pouvoir du gouverneur de la Banque de France au directeur du Trésor (le Monde

du 3 décembre). Finalement, les députés de la majorité ont accepté de se rallier au gouvernement, qui a maintenu le statu quo, comme le souhaitait l'opposition. Selon les dispositions adoptées par l'Assemblée nationale, le ministre de l'économie et des finances, président de ce comité, qui « fixe les prescriptions d'ordre général applicables aux établissements de crédit », reste représenté, en cas d'absence, par le directeur du Trésor, mais le gouverneur de la Banque de France assure effectivement, dans ce cas, la présidence du comité (voir encadré).

● **Réglementation des établissements de crédit.** — A la demande du gouvernement, l'Assemblée a rétabli une disposition qu'avait supprimée le Sénat et qui donnait au comité de la réglementation bancaire compétence en matière de centralisation des risques et des incidents de paiement. Le Sénat avait chargé de la gestion des services d'intérêt commun l'Association française des établissements de crédit.

● **Contrôle des établissements de crédit.** — L'Assemblée a voté, sans modification, l'institution d'une « commission bancaire, chargée de contrôler le respect, par les établissements de crédit, des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables et de sanctionner les manquements constatés ». Les députés ont, en revanche, rétabli explicitement la faculté ouverte au gouvernement de nommer, à des fins de contrôle, un commissaire du gouvernement auprès de tout établissement de crédit ayant reçu une mission d'intérêt public.

● **Protection des déposants et des emprunteurs.** — L'Assemblée a rétabli les dispositions initiales du projet, chargeant la Banque de France de désigner un établissement de crédit aux personnes qui se sont déjà vu refuser la possibilité d'ouvrir un compte par plusieurs établissements. Le Sénat, suivi à l'Assemblée par l'opposition, avait jugé qu'une telle disposition, créant des charges potentielles supplémentaires, devait

être réservée aux seuls services financiers de la poste. Le gouvernement a fait prévaloir son point de vue, selon lequel cette modification aboutirait à « marginaliser » ces services de la poste, par rapport aux établissements de crédit.

L'Assemblée a rétabli l'article, supprimé par le Sénat, créant un comité consultatif chargé d'étudier les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leurs clients. Ce comité, qui compte des représentants des clients, établit un rapport annuel destiné au C.N.C.

Dans les dispositions visant à moraliser la pratique du crédit, « dit « gratuit », dont le coût est, en général, supporté de façon occulte par les acheteurs au comptant », l'Assemblée, contrairement au Sénat, n'a pas totalement interdit la publicité pour ces formes de crédit, mais l'a limitée aux lieux de vente.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

● **Le renouvellement des baux commerciaux.** — L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, jeudi 8 décembre, le projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1984. Aux termes du projet adopté, après amendement par la commission des finances, le coefficient de variation applicable, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, sera de 2,35 % (le gouvernement proposait 2,40 %). D'autre part, l'Assemblée a adopté le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et Panama sur le traitement et la protection des investissements.

Théologie

La comité de réglementation bancaire, qui doit fixer les prescriptions d'ordre général, applicables aux établissements de crédit, doit-il, lorsque son président de droit, le ministre des finances, se trouve empêché, être présidé par son suppléant, le directeur du Trésor, ce qui donne à ce dernier le pas sur le gouverneur de la Banque de France, vice-président de droit ? Une telle disposition est-elle de nature à porter atteinte à l'indépendance de l'institut d'émission au profit du Trésor ?

Oui, estimait M. Michel Noir (R.P.R., Rhône), qui, la semaine dernière, avait quitté avec dépit la réunion de la commission des finances de l'Assemblée nationale, consacrée à l'étude de ce qu'il est convenu d'appeler la « loi bancaire », avant son examen par l'Assemblée nationale. Oui, estimait aussi M. Edmond Alphandéry (U.D.F., Maine-et-Loire), qui a vu, dans un amendement de la commission des finances donnant au directeur du Trésor le pas sur le gouverneur en cas d'absence du ministre, une tentative pour accroître le pouvoir de la Rue de Rivoli aux dépens de la Banque de France. La question n'est pas innocente, car le problème des relations entre la Banque de France et le gouvernement pourrait, à la rigueur, se poser à intervalles réguliers, notamment au moment des accords de faiblesse du franc. M. Wilfried Baumgartner fut le dernier gouverneur à oser adresser des « remontrances » au gouvernement : il est vrai que c'était sous la

IV<sup>e</sup> République. Depuis, ses successeurs se sont pliés aux desirs de réserve de la haute fonction publique. Cette discrétion tranche avec l'abondance de déclarations « muscées » que l'on relève dans la bouche des présidents de la Réserve fédérale des États-Unis et de la Banque fédérale d'Allemagne, ce dernier étant même capable de paralyser l'action du ministre des finances dans un débat intéressant, par exemple, le système monétaire européen — on l'a bien vu au début de 1982.

Mais à l'heure actuelle, et ceci depuis le début de la V<sup>e</sup> République, nul ne conteste en France — pas même l'opposition — que la définition et l'orientation de la politique monétaire soient l'apanage du gouvernement. Cela posé, M. Jacques Delors, assurant qu'il a une haute idée du service public et que le gouverneur actuel, M. Renaud de La Genière, a « bien du talent », s'est efforcé de calmer le jeu, en proposant un amendement qui rendait au comité en cas d'absence du ministre. La commission des finances, dûment chapitrée, a adopté l'amendement et l'Assemblée l'a suivi. Reste à réaliser cette « union mystique » entre le Trésor et la Banque de France, que certains, en haut lieu, imaginent pour concilier deux organismes très jaloux de leurs prérogatives. Une tâche digne d'un théologien thomiste ou, plutôt, augustinien.

F. R.

● **PRÉCISION.** — Après la parution dans le Monde du 19 novembre de l'article intitulé « Nouveaux avantages pour les coopératives agricoles », M. H. Noyrit, directeur de la Confédération française de la coopérative agricole, nous écrit : « Les coopératives agricoles ne bénéficient d'un avantage [...] le compte d'épargne actions a été prévu par le législateur pour faciliter le financement des entreprises et encourager le public à épargner en faveur d'investissements productifs. [...] va permettre aux socialistes des coopératives, c'est-à-dire aux agriculteurs, de déduire de leurs impôts une partie du montant des parts qu'ils souscrivent dans leur coopérative, et l'avantage que vous prétendez voir attribuer aux coopératives, est en réalité un avantage aux agriculteurs socialistes des coopératives. »

La casserole du Père Fouettard

Quant au gouvernement de la gauche, il n'a pas encore compris qu'en présentant ce projet (sur la presse) sans aucune concertation préalable, en déposant un texte bécoté, en voulant mettre en place une commission aux pouvoirs exorbitants, il va traîner pour longtemps une terrible casserole. Une casserole qui fera beaucoup de bruit lors des prochaines consultations électorales. (...)

Hélas, l'article 18 du projet de loi gouvernemental crée en fait une Commission, qui a les pouvoirs d'un Tribunal, lequel peut empêcher un journal de paraître en lui retirant les franchises dont il bénéficie ! C'est incroyable. Hélas, c'est vrai. C'est inadmissible.

Sur 42 articles de ce projet de loi, 12 concernent les punitions, amendes, suspensions, emprisonnements, dont sont menacés les responsables des journaux ! Il faut lire ce texte pour le croire. C'est la loi du père Fouettard.

Georges Montaron

Cette semaine dans l'ÉMOIGNAGE CHRETIEN avec toute l'actualité, toute la vie culturelle, politique, sociale, religieuse. TC, un des grands hebdomas qui font l'opinion. Le n° 10 F. Paribout et 49 Fbg Poissonnière à Paris 75009.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution) Livr. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES Garantie jusqu'à dix ans Ouvr. du lundi au samedi 9 h-19 h



75 015, AV. DE WAGRAM, 17° 227-88-54/763-34-77

● **Les sénateurs socialistes et le budget.** — Le groupe socialiste du Sénat estime que l'opposition, majoritaire dans la Haute Assemblée, en rejetant « systématiquement la plupart des budgets », « s'est présentée, une fois de plus, comme la protectrice d'intérêts catégoriels qui, si certains sont respectables, font néanmoins échec à l'intérêt général ».

● **L'élection des instances dirigeantes du parti radical.** — Le comité exécutif du parti radical valaisien élira, le 15 décembre prochain, le nouveau bureau et le secrétaire général du parti. A ce dernier poste, deux candidats postulent : M. Yves Galland, adjoint au maire de Paris et membre de l'Assemblée des Communautés européennes, proche de l'ancien président, M. Didier Bariani ; et M. Manuel Diaz, ancien dirigeant du M.R.G., conseiller de Paris. Celui-ci est soutenu par M. Olivier Stürm, député (U.D.F.-rad.) du Calvados.

DEVANT LES TRAVAILLEURS DE S.K.F., A IVRY

« Il est grand temps que les actes suivent les paroles », déclare M. Marchais

M. Georges Marchais s'est adressé, jeudi 8 décembre, aux ouvriers qui occupent, depuis le 2 décembre, l'usine de roulements à billes S.K.F., à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Le secrétaire général du P.C.F. a rappelé ses précédentes interventions contre la fermeture de cet établissement.

« Je suis venu, a-t-il ajouté, pour dire à toutes les parties concernées : maintenant, les négociations, ce n'est plus un jeu, sans délai les négociations sérieuses que demandent les travailleurs de S.K.F. Il faut renoncer au projet de restructuration des dirigeants de S.K.F.-France, qui aboutirait à la fermeture de votre entreprise. Il faut assurer le maintien et la modernisation de vos productions à Ivry ».

Evoquant la lettre qu'il avait adressée à M. Laurent Fabius,

ministre de l'Industrie et de la recherche, sur l'industrie en Ile-de-France, M. Marchais a exprimé le souhait d'être reçu par le ministre. « Il est vraiment temps, grand temps, a-t-il dit, que les actes suivent les paroles. Il est temps, grand temps, de faire preuve de grand rigueur, dans ce domaine crucial de l'industrie, pour tenir les engagements pris devant le pays, comme les communistes et les socialistes l'ont réaffirmé lors de leur rencontre au sommet, il y a huit jours ».

M. Fabius, qui a quitté Paris le 7 décembre pour un voyage en Corée du Sud et en Indonésie, a fait savoir, vendredi, qu'il est prêt à recevoir M. Marchais dès son retour, le 19 décembre, et que M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, peut recevoir le secrétaire général du P.C.F. d'ici-là.

Avertissement

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a reçu, jeudi 8 décembre, M. Georges Marchais, député, une séance solennelle de bois vert.

Ce n'était pas la première fois. Déjà, lors du débat sur la politique industrielle, le 11 octobre dernier, à l'Assemblée nationale, le secrétaire général du P.C.F. s'était montré sévère sur ce qu'il estime être l'insuffisance de l'action du gouvernement dans ce domaine. L'examen du budget de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, le 15 novembre, avait aussi été l'occasion, pour les communistes, d'exprimer leur désaccord, souligné par l'annonce, la veille, de la démission de M. Georges Valbon, membre du comité central du P.C.F., du poste de président des Charbonnages de France.

Cette fois, c'est la question de l'industrie en Ile-de-France qui a provoqué la colère du secrétaire général du P.C.F., à propos du sort de l'usine de roulements à billes S.K.F., pilier industriel d'Ivry-sur-Seine, ville où rien de ce qui arrive ne saurait être indifférent au P.C.F. C'est là que M. Marchais, le 1<sup>er</sup> juin dernier, au cours d'un meeting marqué, notamment, par la présence bruyante des travailleurs de S.K.F., avait invité M. Jacques Delors à venir « défendre sa politique devant les travailleurs d'Ivry », plutôt que devant M<sup>me</sup> Thatcher et M. Reagan. Il est vrai que cette politique a été, finalement, approuvée par le

P.C.F., si l'on s'en tient à la déclaration commune qu'il a signée, le 1<sup>er</sup> décembre, avec le P.S.

Mais cette déclaration, a souligné jeudi M. Marchais, ne saurait justifier, quelle que soit la « lecture » qu'on en fasse, « la liquidation d'entreprises viables, le sacrifice de la croissance et de l'emploi, le mépris des intérêts et des opinions des travailleurs (...), bref, le retour, en matière industrielle, à la politique de la droite ».

M. Fabius qui se propose de recevoir M. Marchais le 19 décembre, était prévenu. Le secrétaire général du P.C.F. lui avait écrit, le 13 juin, pour attirer son attention sur le sort de plusieurs entreprises menacées en région parisienne. Apparemment, les deux hommes ne se sont pas compris. La menace d'une intervention policière contre l'occupation de l'usine S.K.F. était plus que le P.C.F. n'en pouvait supporter. Les communistes ne sont peut-être pas les seuls à s'étonner qu'un gouvernement de gauche ne traite pas autrement un conflit social. Ils sont dans leur rôle en le disant.

Quant au ministre de l'Industrie, l'un des candidats généralement reconnus au poste de premier ministre, il peut être définitivement fixé sur les dispositions du P.C.F. devant une telle perspective.

PATRICK JARREAU.

LA VIE FRANÇAISE

● **SCANDALE :** « la crevette connection » quand les socialistes défendent les monopoles.

● **POLITIQUE INTÉRIEURE :** Mitterrand choisit l'avenir : quand le dinosaure de l'archéo-socialisme devient le prince de la modernité.

● **SONDAGES :** — les Français face à la publicité comparative. — le baromètre de l'opposition.

● **EUROPE :** une lourde responsabilité pour la France.

● **BOURSE :** 12 pages de conseils — nos études : Martell, Pfizer, — nos flashes : Moët, Esso, Fse des Pétroles, Rossignol, Crédit National, Hitachi...

LE 1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE  
Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

meines



## POLITIQUE

## LES IDÉES DE L'OPPOSITION

## Thèmes et propositions

Nous poursuivons aujourd'hui la publication du tableau résumant les prises de position du R.P.R., du P.R., du C.D.S., du parti radical et du C.N.I.P. sur dix grands thèmes. Après avoir traité des nationalisations, de l'emploi et de la croissance, de la fiscalité, de la protection sociale, de l'enseignement et de la presse (le Monde du 9 décembre),

ces partis précisent leur point de vue sur la réforme constitutionnelle, le mode de scrutin, la défense européenne et les relations est-ouest.

Sur ces dix thèmes nous évoquerons dans nos éditions des 11 et 12 décembre les positions de MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre.

	R.P.R.	P.R.	C.D.S.	RAD.	C.N.I.P.
RÉFORME CONSTITUTIONNELLE	Modifier l'article 11 de la Constitution pour élargir la possibilité de consulter le peuple par référendum. Ramener à cinq ans la durée du mandat présidentiel, celui-ci n'étant renouvelable qu'une fois.	Que soient garanties, dans la Constitution, toutes les libertés fondamentales et que toutes lois concernant les libertés soient adoptées par les deux Assemblées. La modification de la durée du mandat est une mesure qui ne peut être isolée d'une éventuelle révision des équilibres institutionnels. Toutefois, la question ne paraît pas d'une grande urgence.	Le C.D.S. estime que le pays est confronté à d'autres urgences. Cependant, il lui semble nécessaire, sans nuire aux prérogatives de l'exécutif, de renforcer le rôle de contrôle du Parlement, en le dotant de moyens modernes de travail et d'information. Il conviendrait d'introduire dans la Constitution une « charte des libertés » garantissant l'exercice des libertés publiques et économiques. Le C.D.S. estime que la question de la durée du mandat présidentiel n'est pas à l'ordre du jour.	Valorisation du rôle du Parlement. Mandat présidentiel ramené à six ans.	Le C.N.I.P. s'est traditionnellement prononcé en faveur d'un suffrage indirect qui évite la division permanente de la France en deux camps. Il se prononce pour le maintien du septennat. Les pouvoirs du Sénat doivent être renforcés pour lui permettre de participer à égalité avec l'Assemblée nationale à la confection de la loi. Le bilan de l'actuelle législature sera revu par la prochaine sur la base des textes adoptés par le Sénat.
MODE DE SCRUTIN	Maintien du scrutin majoritaire, uninominal ou de liste selon la nature des élections.	Seul le scrutin majoritaire permet de garantir une majorité de gouvernement. Pour des raisons de morale politique, le P.R. souhaite que les règles du jeu ne soient pas modifiées.	Compte tenu de la gravité de la situation actuelle, le fait majoritaire doit être préservé. La morale politique commande qu'aucune réforme du mode d'élection des députés ne s'applique à l'Assemblée qui l'a votée.	Préférence pour la proportionnelle mais une vigilance prioritaire sur les dangers du découpage « sur mesure » pratiqué par le pouvoir.	Le C.N.I.P. est attaché à un mode de scrutin uninominal liant l'élu à l'élection. Il admet que l'introduction d'une dose de proportionnelle permettrait une représentation plus juste.
DÉFENSE EUROPÉENNE	Ouverture d'une réflexion approfondie avec tous nos partenaires européens pour élaborer ensemble une politique de défense étroitement coordonnée et modernisée. Priorité à la mise en œuvre d'une politique concertée en matière de production des armements.	Trois voies doivent être explorées : La concertation, l'échange d'informations et la discussion sur les options stratégiques entre les gouvernements européens. L'acceptation de l'ouverture d'un débat public dont l'Assemblée européenne ne devrait pas être exclue, même s'il est vrai que la sécurité n'est pas, de droit, dans ses attributions. L'engagement d'une coopération dans le domaine de la politique des armements. Le projet d'une agence européenne ayant compétence dans ce domaine nous paraît positif.	Ce problème ne peut être évoqué sans traiter simultanément de l'unité politique de l'Europe. Pour engager de façon réaliste le dialogue nécessaire sur la défense, le C.D.S. propose la création d'un conseil européen de sécurité assisté d'un comité des chefs d'état-major, ainsi qu'une agence européenne des armements conventionnels. L'objectif doit être de bâtir progressivement le pilier européen de la défense atlantique.	D'une manière générale, la France doit adapter en matière de défense ses efforts à la situation et au rôle qui est le sien. La loi de programmation militaire inférieure aux besoins doit être révisée dès 1984. La France doit prendre des initiatives pour faire progresser l'idée d'une défense européenne en liaison avec l'O.T.A.N. Les efforts conjugués des pays européens viendront petit à petit constituer « le pilier européen » de l'alliance atlantique.	Défense européenne autonome dans le cadre de l'alliance atlantique dont elle constituerait le deuxième pilier, à partir de la coopération militaire franco-allemande et de l'élaboration progressive d'institutions politiques.
RELATIONS EST-OUEST	Faire prendre conscience à l'opinion publique de la réalité de la menace que la volonté de domination du communisme international exerce par tous les moyens de pression qui ne sont pas seulement militaires. Vigilance constante à l'intérieur et à l'extérieur, effort de défense accru, sont les deux conditions du maintien de la paix et de la liberté. Une politique extérieure cohérente pour être crédible et appuyée sur une détermination clairement manifestée est la condition de la paix.	L'alliance atlantique doit être actualisée, adaptée et, en définitive, renforcée. Elle est menacée par l'absence de véritable concertation entre Européens et Américains, par les courants pacifistes, par la tentation américaine du repli. Il faut ouvrir le débat sur les trois axes majeurs suivants : Révision des concepts et des structures de l'alliance atlantique dans un esprit nouveau de partenariat ; Révision du concept stratégique de la réponse graduée ; Mise sur pied de concertations appropriées hors de l'aire couverte par le traité de l'Atlantique nord.	La France n'est pas un pays à équilibre des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. : la France est une nation qui, depuis longtemps, a choisi son camp, le camp de la liberté. Face à la montée de la pression idéologique et militaire du bloc soviétique sur le monde libre, la France doit clairement manifester sa volonté de fermeté et de dialogue : fermeté pour opposer à la menace soviétique une dissuasion adaptée et crédible, dialogue pour développer les relations économiques et culturelles entre les peuples.	Le maintien de la paix passe par une défense nationale sans faille. Il suppose : le respect des alliances de la France; la mise en œuvre par les nations européennes de tous les moyens pour faire face aux pressions, y compris celles qui s'exercent de façon subversive. Ces préalables sont indispensables au véritable dialogue Est-Ouest.	Solidarité atlantique renforcée, extension du champ d'action et des compétences du traité de l'O.T.A.N. à l'ensemble du monde, en vue d'une stratégie globale, subordination de tous les problèmes Nord-Sud aux relations Est-Ouest. Financement international du développement des pays du tiers-monde par un prélèvement sur les dépenses militaires.

## La troisième

La troisième... 1984... l'année... ANGEL... TARLA...

1984  
L'ANNÉE  
ANGEL  
TARLA

Dans le cadre de  
du Vendredi 9 Déc  
au samedi 17 déc.  
aux F

Ouvert tous

Pour Séoul, pouvez-vous vraiment  
bénéficier d'un confort 1<sup>ère</sup> classe à un prix  
de classe affaires ?

Oui : Korean Air Lines a conçu sa nouvelle classe affaires, Prestige, sur des standards de confort de 1<sup>ère</sup> classe.  
1<sup>ère</sup> classe, les fauteuils de cuir, leur largeur et leur moelleux.  
1<sup>ère</sup> classe, les 24 sièges de Prestige à l'avant (là où sont situées habituellement les 1<sup>ères</sup> classes).  
1<sup>ère</sup> classe, les deux films projetés avec son par écouteurs enveloppantes.

1<sup>ère</sup> classe, l'enregistrement et le retrait prioritaires des bagages.  
Avec, aussi, 1,04 m pour allonger ses jambes, les repas superbes, le bar particulier, la classe Prestige, c'est le fin du fin du confort pour les voyageurs d'affaires qui veulent faire des économies... de 1<sup>ère</sup> classe.  
4 vols par semaine pour Séoul : vols directs de Paris, chaque jeudi et samedi, à 13 h 00 ; vols de Zurich, par Jeddah et Bahrein, chaque mercredi et dimanche, à 12 h 20.



KOREAN AIR LINES  
Nous sommes honorés de vous servir autour du monde.



## EUROPE

### La troisième épreuve des Kurdes de Turquie

#### II. - Un peuple « sous la botte »

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 a, en grande partie, été un coup contre les Kurdes. L'est de la Turquie était, en effet, le théâtre d'une agitation séparatiste très vive (le Monde du 9 décembre).

Diyarbakir. - Lorsque les forces armées renversèrent M. Demirel, le 12 septembre 1980, elles avaient déjà beaucoup « travaillé » la question kurde. Leur service de renseignements, le MIT, avait accumulé les informations sur les différents groupes séparatistes. Dans les semaines qui suivirent le coup d'Etat du général Evren, ce furent de gigantesques coups de filet dans les grandes villes, comme à Diyarbakir, et dans toutes les localités où l'activisme avait sévi. De nombreux villages kurdes, notamment ceux bordant les frontières syrienne, irakienne et iranienne, furent systématiquement perquisitionnés, parfois avec d'odieuses brutalités. C'est l'un de ces épisodes qui est évoqué dans l'une des scènes du film *Yol* de Y. Guney.

L'objectif des militaires était de récupérer les armes, effectivement très abondantes dans toute la région. Le fusil est, en pays kurde, à la fois un symbole vital et un instrument utile non seulement pour la chasse, mais aussi pour régler les affaires d'honneur, voire pour intimider ceux, commerçants ou voyageurs, que l'on rançonne. En outre, la situation politique en Iran et en Irak avait induit un trafic très important à destination des zones kurdophones de ces deux pays; or les autorités turques ont toujours été très attentives aux risques de contagion de l'agitation entre leur propre « minorité » et celles de leurs voisins. Enfin, l'est du pays touche à l'Union soviétique, et les forces armées de Turquie - un des piliers de l'OTAN - sont naturellement vigilantes sur ces marches très « sensibles » du territoire.

A Diyarbakir, ville-symbole, à défaut d'être « capitale » que les Kurdes appellent de leurs vœux, les autorités militaires se sont montrées particulièrement rigoureuses. Dans la prison moderne construite à une dizaine de kilomètres au sud-est de la ville, on entasse les suspects et les condamnés (1). Ils y sont, aujourd'hui, plus de deux mille cinq

cents, vivant là, selon tous les témoignages recueillis, dans des conditions infâmes. Une grève de la faim de près d'un mois y a eu lieu en septembre. Selon des témoignages recueillis à Diyarbakir, ce mouvement a eu pour conséquence une légère amélioration des conditions d'existence des détenus.

Diyarbakir est « sous la botte ». « Porter sur sa carte d'identité mention d'origine de cette ville est aujourd'hui un signe d'infamie en Turquie; en tout cas, la source d'abus et de tracasseries », déclare un habitant. La langue kurde est, dans toute la région, davantage pourchassée qu'elle ne fut jamais par le passé. Un enseignant raconte l'histoire de ces trois jeunes gens qui, après avoir bu un peu trop de raki (anisette) avaient demandé, dans un restaurant, à entendre une cassette de musique kurde. Pris à partie par un consommateur turc, ils avaient, le lendemain, été arrêtés. L'épisode leur a valu un mois de prison. (L'état de siège permet jusqu'à quarante-cinq jours de détention administrative.)

#### Pas de slogans !

Un jeune enseignant rapporte un autre moment pénible pour certains Kurdes : le service militaire. L'école primaire est normalement, pour tous les enfants, le lieu d'apprentissage de la langue kurde. Pourtant, dans de vastes zones rurales de l'Est, l'obligation scolaire n'est guère respectée par les parents. Aussi la caserne est-elle, pour beaucoup de jeunes Kurdes, le premier lieu de contact, fort rude, avec le turc.

Dans cette troisième grande épreuve des Kurdes - après les persécutions d'Abdul Amid et la répression menée par Ataturk - chacun, ici, s'interroge sur l'avenir. Si l'idée d'un Kurdistan indépendant a pu être à la mode vers la fin des années 70, elle paraît à présent totalement absurde : « On ne peut pas agir de slogans comme ça, déclare ce médecin. Nous sommes écartés par la force militaire turque. Certains de nos meilleurs jeunes gens sont en prison pour des dizaines

d'années. Pour le mouvement séparatiste, c'est le retour au point zéro... »

Les pays intéressés se prêtent d'ailleurs main-forte. On a vu, au printemps dernier, Ankara lancer, avec l'approbation explicite de Bagdad, une opération en Irak en vue de frapper les maquis kurdes de la zone montagneuse au nord de Zevka.

Pour la plupart des auto-indigènes, l'important est d'obtenir d'Ankara une reconnaissance d'identité culturelle : le droit à parler sa langue, à écouter sa musique, à fêter ses fêtes - tel le *newroz*, d'origine évidemment zoroastrienne, où les paysans allument de grands feux sur les collines pour célébrer le Nouvel An, ce qui leur vaut à présent des tracasseries sans fin.

De rares interlocuteurs vont spontanément plus loin. Ils réclament une autonomie pour leurs affaires économiques : « Nous avons ici tout le pétrole du pays; nous avons le chrome, qui est une des principales sources de devises pour la Turquie; nous avons, avec l'Euphrate, de quoi alimenter tout le Proche-Orient en électricité. Et regardez ce cloaque ! », déclare ce jeune ingénieur d'une ville-frontière de l'Irak en désignant les fondrières servant de rues à sa petite localité. « N'est-ce pas là du colonialisme ? », conclut-il.

Mais par quel biais politique faire progresser la cause ? Ce médecin d'Istanbul, originaire de Diyarbakir, assure : « L'époque de la lutte armée a été une tragédie, une erreur, une erreur inévitable. Il importe aujourd'hui de créer un mouvement à base populaire très large, dont les revendications doivent d'abord porter sur ce qui sensibilise les gens : la reconnaissance de l'identité culturelle. »

#### Des bergers antiques

En cette fin de 1983, les Kurdes font le gros des sous le plus grand orage qu'ils aient connu depuis un demi-siècle. Doit-on vraiment dire les Kurdes ? Certainement pas ! Pour la plupart d'entre eux, l'irruption des forces armées turques n'a guère bouleversé une situation immémoriale, davantage marquée par la domination des puissances locales que par celle d'un pouvoir central, quel qu'il soit.

Tel est le cas, tout d'abord, pour les femmes, en principe moins soumises au patriarcat qu'ailleurs au Proche-Orient, mais dépendant assez isolées pour n'être jamais placées au contact direct du système étatique. Tel est aussi le cas, pour l'essentiel de leur vie, de la plupart des hommes habitant la campagne - autant dire l'immense majorité d'entre eux. Pour ceux-ci l'aga demeure le truchement obligatoire pour accéder aux fonctionnaires, aux services, aux bureaux : c'est même de là que le seigneur tire une partie de sa puissance.

L'aga adopte, spontanément, un comportement plus paternaliste qu'agressivement dominant, comme nous l'avons constaté dans la région d'Adiyaman. Un médecin explique : « Il y a une fierté de la race qui fait que le seigneur ne peut pas humilier celui qui dépend de lui : il risque sa vie à ce jeu ! Alors, il use de rouerie. Il sait, aussi, rendre les menus services qui attachent : l'aide en argent au moment du mariage d'une fille ou de la maladie d'un nouveau-né; les petits dons en nature, trois fois rien, mais qui apparaissent comme un bienfait d'Allah lorsqu'ils sont dispensés à un moment crucial. »

Nous avons visité des villages kurdes dans la région du Nemrud Dag, cette montagne au sommet de laquelle Antiochos, roi de Commagène, a fait construire, il y a deux millénaires, un prodigieux sanctuaire dominé par des statues d'inspiration gréco-perses. Il y a là, entre le Taurus et l'Euphrate, un piémont de collines herbeuses presque dépourvues d'arbres. Des pierres ocre parsèment les champs de terre grise.

Des bergers à la silhouette antique, vêtus d'étranges « duftes » en feutre, paissent les troupeaux de chèvres et de moutons parmi les écueils de blé et d'orge.

Les villages sont des assemblages de masures construites en pierres non jointoyées, au toit plat, parfois crépées de blanc. L'hiver, hommes et bêtes s'y réchauffent mutuellement dans un maigre espace. Des lessives écarlates sèchent sur les toits : les vêtements rouges sont, en effet, très prisés des femmes de toute la région. Mais il ne saurait être question de s'aventurer dans ces ruelles de terre sans l'assentiment de l'aga.

#### Un aga cartésien

Le contact avec l'aga lui-même est fascinant. Car celui-ci, pour « féodal » qu'il soit demeuré dans ses relations avec « ses » paysans, n'en est pas moins fréquemment un homme du vingtième siècle. Voici donc Mustafa, propriétaire de quatre villages près de la frontière irakienne. Sa lignée remonte, explique-t-il, à un chef de clan dont une tribu nomade de la principauté d'Hakkari fut, jadis, un éponyme. Il a fait de sérieuses études d'agronomie à Ankara et a plusieurs fois voyagé en Europe. Il parle très convenablement l'anglais. Il a révolutionné les méthodes culturales de la région en introduisant l'irrigation par aspersion de ses champs de coton et de lentilles. Il a entrepris d'installer un capteur d'énergie solaire pour son usage domestique.

C'est une puissance, Mustafa. Dans un village (département) comptant environ cent cinquante mille électeurs, il en contrôle, assure-t-il, cinq mille - un peu plus de 3 % ! « Mes villageois ne sont que cinq cents. Mais il y a les parents, les amis, et, surtout, les ennemis des ennemis ! » Lors des dernières législatives, il n'y a eu, dans les quatre villages, que onze voix sur cinq cents contre l'Anavatan, le parti conservateur de M. Ozal, qui a triomphé le 6 novembre. Bon prince, Mustafa ajoute : « Je pourrais parfaitement savoir qui sont les onze. Mais, naturellement, je ne chercherais pas ! » Naturellement !

Il dit encore : « Dans le département, nous sommes environ quarante grands électeurs. J'imagine que ce système vous surprend. Mais il faut voir que nos villageois en tirent leur profit eux aussi. Nos élus auront à cœur de favoriser leur région, en accélérant la construction de routes, de dispensaires, d'écoles. »

Reste une dernière question. Cette situation peut-elle se prolonger longtemps ? Il nous a paru, lors d'un bref séjour en région kurde, que l'exaspération était à son comble. Faute d'une décompression rapide - favorisée, s'il est possible, par l'installation à Ankara d'un gouvernement civil - de violentes réactions sont à craindre. Nul n'ignore, d'ailleurs, qu'elles puissent conduire à des bouleversements politiques en faveur des Kurdes. Mais elles pourraient donner lieu à des phénomènes de répression sanglante d'une ampleur telle que la Turquie se trouverait à nouveau, comme après 1876, comme après 1915, comme après 1928, mise au banc des nations.

Quoi qu'il arrive prochainement dans l'est, de bons esprits sont bien convaincus, en Turquie, que le problème kurde empoisonnera longtemps la vie politique du pays tout entier. On ne saurait, en effet, tenir sous le joug tout une fraction de la population d'un pays sans que des effets pervers se manifestent à l'échelon national. L'armée turque est une lourde machine qui, en 1980, s'est mise en branle en notable partie pour contenir les ferment d'effervescence dans les zones kurdes. Elle a déjà lourdement piétiné, au passage, le système démocratique du pays.

Conclusion d'un journaliste turc à Ankara : « Le problème kurde est un cancer. Avec métastases. »

FIN

(1) Plus de mille condamnations à mort ont été requises.

#### Pologne

### Les élections législatives sont reportées « sine die »

Les élections législatives, qui devaient se tenir au printemps prochain en Pologne, sont reportées à une date indéterminée, a annoncé, jeudi 8 décembre, l'agence PAP : seules les élections municipales (qui elles-mêmes avaient été retardées en raison de l'état de guerre) auront lieu au printemps, selon un « nouveau mode de scrutin ». Le report des élections législatives épargne aux autorités une épreuve délicate : les dirigeants clandestins de Solidarité avaient annoncé leur intention d'appeler la population à boycotter ce scrutin.

M. Lech Walesa, qui a accompagné sa femme et son fils aîné à Varsovie, où ces derniers sont partis pour Oslo ce vendredi matin afin de le représenter à la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix, a été escorté pendant tout son voyage depuis Gdansk par un impressionnant cortège de voitures de police et de véhicules « banalisés ».

M. Tadeusz Mazowiecki, un intellectuel catholique, ancien conseiller de Solidarité, que M. Walesa avait désigné pour prononcer son discours de lauréat du prix Nobel, n'ira pas à Oslo : les autorités de Varsovie lui ont fait savoir qu'il recevrait une réponse à sa demande de passeport le 12 décembre... au lendemain de la cérémonie.

A Varsovie, les déclarations récentes de M. Walesa en faveur d'une levée des sanctions économiques occidentales et l'écho qu'elles ont reçu aux Etats-Unis continuent à susciter une certaine agitation dans les milieux proches du pouvoir.

M. Walesa avait estimé que les sanctions, de caractère essentiellement symbolique, avaient cessé d'être utiles, tout en ajoutant qu'à son avis l'octroi de nouveaux crédits occidentaux à la Pologne devrait comporter quelques garanties quant à leur utilisation « au profit de la population ». Le quotidien de l'armée, *Zolnier Wolnosci*, a affirmé que ce « geste pitoyable » avait été accompli à l'inspiration des dirigeants américains désireux de « sauver la face ». M. Reagan avait indiqué qu'il allait étudier

(Publié)

#### 72% des dépôts

sont vendus et payés dans les deux premiers mois de leur venue au « Dépôt Vente de Paris ». Faites un essai : n'est ce pas la meilleure façon de tester le sérieux de notre formule, la qualité de notre exposition et le nombre de nos clients aussi bien professionnels que particuliers ?

LE DEPOT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny (20) 372.13.91

« immédiatement » avec soin les propositions de M. Walesa.

Cependant, une « déclaration » remise jeudi à la presse occidentale par le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, frappe par un ton différent le gouvernement de Varsovie, indique M. Urban, « exige » toujours la levée totale des restrictions américaines, mais considérerait néanmoins comme « utile » une levée partielle de ces sanctions.

● Un appel du Comité de coordination du syndicat « Solidar-nosc » en France. - Le Comité de coordination du syndicat « Solidar-nosc » en France appelle à participer à plusieurs manifestations organisées à Paris à l'occasion du second anniversaire de la proclamation de l'état de guerre en Pologne, en particulier à la « nuit du 12 décembre », au chapiteau Gruss, parc de La Villette, lundi à 18 h 30, avec la participation de plusieurs artistes connus. Le mardi 13 décembre, le Comité contre les procès de Varsovie remettra, à 14 h 30, une pétition à l'ambassade de Pologne, et un meeting sera organisé à 18 h 30 sur l'esplanade des Invalides : d'autres réunions seront organisées le même jour par les syndicats F.O. et C.F.D.T.

**HANLET**  
L'UNIVERS DU PIANO

**CREDIT GRATUIT ET TOTAL 12 MOIS\***

JOYEUX NOËL

254 rue du Faubourg-Montmartre, Tél. 784.51.94  
21, rue Grange-aux-Belles, Tél. 946.08.52  
Centre Clal "Willy 2", Tél. 946.26.87  
Centre Clal "Art de Vivre", Tél. 075.78.60  
Centre Clal "Arcades", Tél. 305.30.78

## 1984 L'ANNÉE ANGELO TARLAZZI

74 rue des Saint-Pères 75007 Paris.

Galeries Lafayette Haussmann 75009 Paris.

Temnick, 10 avenue Victor Hugo 75016 Paris.

Victoire, 12 place des Victoires 75002 Paris.

Victoire, 38 rue François 1<sup>er</sup> 75008 Paris.

Joséphine Fissé, 5 rue Clément-Marot 75008 Paris.

Dans le cadre de leur participation au FESTIVAL international de la FOURRURE

du Vendredi 9 Déc.  
au samedi 17 déc.

**ESCOMPTE aux FOURRURES GEORGE V**  
40, Avenue George V Paris 8<sup>e</sup>

**25%**  
sur tous les prix marqués  
directement aux caisses

Ouvert tous les jours de 10h. à 19h. sans interruption. Ouverture exceptionnelle DIMANCHE 11 DEC.

aiment  
e à un prix



KOREAN AIR LINES



# AMÉRIQUES

## De nombreuses personnalités assisteront à l'investiture du nouveau chef d'Etat

Buenos-Aires va être, à partir de samedi, le siège d'un rendez-vous international de haut niveau à l'occasion des cérémonies d'investiture du nouveau président, M. Raul Alfonsín. Parmi les personnalités figurent notamment une dizaine de chefs d'Etat, en particulier MM. Hernan Siles Zuazo (Bolivie), Fernando Belaunde Terry (Pérou), Belisario Betancur (Colombie), Osvaldo Hurtado (Equateur) ; des premiers ministres européens : M. Pierre Mauroy (France), Mario Soares (Portugal), Felipe Gonzalez (Espagne), Bettino Craxi (Italie) et Andreas Papandreu (Grèce). Washington sera représenté par le vice-président George Bush, et Moscou par M. A. Baurkaous, l'un des vice-présidents du Soviet suprême.

D'autre part, l'ancienne présidente argentine Maria Estela Martinez de Peron (Isabel Peron) a quitté Madrid, jeudi soir, à destination de Buenos-Aires, après deux ans et demi d'exil volontaire en Espagne, pour assister à l'investiture de M. Alfonsín.

La veuve de l'ancien président Juan Domingo Peron était arrivée en Espagne en juillet 1981, après cinq ans et demi de détention, suite au coup d'Etat militaire de mars 1976.

Elle répond à une invitation spéciale de M. Alfonsín, mais, selon ses

proches, elle aurait l'intention de profiter de son séjour à Buenos-Aires pour tenter de remettre de l'ordre dans les rangs démoralisés d'un parti qui a perdu les élections du 30 octobre.

### Les mères de disparus :

« nous reviendrons... »

Par ailleurs, quelque 5 000 Argentins, Uruguayens et Chiliens, parents de personnes disparues en Argentine au cours des dix dernières années, se sont réunis jeudi à Buenos-Aires sur la place de Mai, pour la dernière fois sous le régime militaire. Les manifestants, en majorité des femmes plus connues sous l'appellation des « Folles de la place de Mai », ont protesté contre « la procédure militaire infâme », rendue responsable de la disparition de 30 000 personnes.

Mais, pour Nora, une des mères, épouses, sœurs qui ont inauguré, en 1977, le défilé du jeudi devant le palais du gouvernement, pour tenter d'obtenir des informations sur le sort de leurs fils ou parents, le combat n'est pas fini. « Nous reviendrons encore sur la place de Mai, puis nous irons au Congrès, où nous dormirons s'il le faut pour parvenir à notre but. »

## Argentine

## Un entretien avec M. Alfonsín

(Suite de la première page.)

« Pourquoi n'êtes-vous guère favorable à la formation d'une commission d'enquête parlementaire sur les disparus comme le réclament les organisations de défense des droits de l'homme ? »

— Je considère qu'il s'agit d'une responsabilité du pouvoir exécutif. J'estime que le gouvernement est en mesure, avec l'aide de personnalités indiscutées comme, par exemple MM. de Nevers et Esquivel (1), de faire un travail sérieux, en profondeur, en évitant les dérapages. Cela dit, le Congrès est évidemment libre de constituer une commission d'enquête s'il le juge nécessaire.

« Les mères de la place de Mai vous ont demandé d'ouvrir dans un délai de quarante-huit heures après votre entrée en fonction, les portes de toutes les prisons, clandestines ou non, et de libérer les disparus qui pourraient être en vie ? »

— Je me suis engagé auprès d'elles à mener une enquête approfondie parce que je considère que le problème des disparus ne concerne pas seulement les parents des victimes, mais la société tout entière.

« Que comptez-vous faire pour retrouver les enfants disparus ? »

— Voilà un domaine où nous pouvons obtenir des résultats. Je suis décidé à faire toute la lumière sur ce drame, quelles que soient les familles qui aient recueilli les enfants. L'une des premières mesures que nous allons prendre est le recensement de toutes les adoptions effectuées depuis 1976. Cela dit, les « grands-mères » ne doivent pas perdre de vue l'intérêt des enfants.

« Vous avez beaucoup insisté sur la nécessité de l'union nationale. Votre ministère est pourtant presque exclusivement composé de vos partisans. »

— Mon gouvernement n'est pas uniquement composé de radicaux, et je pense que nous parviendrons à établir des relations constructives avec le péronisme, sans pour cela verser dans un optimisme béat.

« Comment allez-vous procéder au renouvellement de la haute hiérarchie militaire ? »

— Les deux principaux critères sont le respect des principes démocratiques et la compétence professionnelle. Et, naturellement, que ces officiers ne soient pas impliqués dans les violations des droits de l'homme, la défaite des Malouines ou dans des affaires de corruption.

« En quoi votre politique extérieure diffère-t-elle de celle des militaires ? »

— Nous allons mener une politique extérieure indépendante et d'inspiration profondément latino-américaine. Nos bannières vont être nationales et régionales. Nous voulons écarter les mâchoires qui sont en train de se resserrer sur notre continent et qui nous enferment de plus en plus dans le conflit Est-Ouest.

« Mais les militaires aussi se sont rapprochés des autres pays latino-américains à la suite de la guerre des Malouines... »

— La différence, c'est que nous, nous allons le faire sérieusement et en profondeur.

### « L'intervention désastreuse des super-puissances »

« Quelle va être votre position dans le conflit d'Amérique centrale ? »

— Je considère désastreuse l'intervention des deux super-puissances. Cela dit, la véritable question est de savoir si les Etats-Unis sont disposés à accepter qu'un pays appartenant à cette zone instaure un socialisme démocratique. Les Etats-Unis sont-ils prêts à accepter qu'un pays d'Amérique centrale inscrive dans sa Constitution la réforme agraire et la socialisation du système bancaire ? Sont-ils disposés à ne pas intervenir dans les affaires intérieures ? C'est seulement dans la mesure où ils offrent de telles garanties qu'ils peuvent demander que ce pays ne cède pas au fanatisme idéologique.

« Comment pensez-vous aider le Chili et l'Uruguay à rétablir la démocratie ? »

— Par l'exemple. Par la persuasion aussi. Mon parti va en outre établir des relations étroites avec les formations démocratiques de ces deux pays.

« L'Argentine est sur le point d'accepter la proposition du

pape pour régler le différend qui l'oppose au Chili dans la zone australe. Cela signifie-t-il qu'elle ait renoncé au principe biocéanique (2) ? »

— La proposition du pape préserve ce principe. Cela est écrit dans le préambule. D'autre part, la ligne qui est tracée à partir du cap Horn en direction du sud établit clairement la séparation des eaux. De même, quand le texte mis au point par le Vatican limite les eaux territoriales à 3 milles marins au lieu de 200 milles, c'est en vertu du principe biocéanique.

« N'y a-t-il pas contradiction entre votre désir de resserrer les liens avec les pays d'Europe occidentale et la politique de la communauté en matière commerciale ? »

— Mon intention n'est pas de chercher à modifier la philosophie de la communauté. Ce que nous voulons, c'est que celle-ci ouvre des canaux pour que nos produits puissent pénétrer, c'est qu'elle accepte le refinancement de la dette que nous avons contractée et qui représente 35 % du total de notre endettement.

Nous comptons fermement sur la solidarité des démocraties européennes. Je souhaite également que l'Europe se rende compte des énormes problèmes qu'est en train de créer la Grande-Bretagne en installant une véritable forteresse aux Malouines. Il s'agit là d'une situation très grave qui risque de transformer l'Atlantique sud en un nouveau océan Indien. Je suis en définitive optimiste quant à nos relations avec l'Europe. Je pense en effet que, par-delà leurs intérêts contradictoires, l'Europe et une Amérique latine intelligente, intégrée, peuvent contribuer efficacement à rompre cette bipolarité qui de nouveau domine les relations internationales.

« L'Argentine va-t-elle se soumettre au système de garanties internationales en matière nucléaire ? »

— J'ai chargé une commission d'étudier ce problème et de me remettre ses conclusions dans un délai de soixante jours. Nous recherchons une solution qui tranquillise le reste du monde sans pour cela blesser la dignité argentine actuellement à fleur de peau. Un premier pas pour-

rait consister en des accords passés avec les pays limitrophes.

« L'Argentine va-t-elle décréter un moratoire unilatéral ? »

— Non. Ce que nous allons demander, ce sont des périodes de grâce de trois à quatre ans. Nous n'acceptons pas les recettes récessives du F.M.I., ce qui ne veut pas dire que nous ne soyons pas décidés à faire des efforts pour réduire notre déficit. Mais nous estimons que la seule manière de rembourser nos créanciers, c'est qu'on nous permette de produire et d'exporter davantage. »

Propos recueillis par JACQUES DESPRES.

(1) Mgr de Nevers est évêque de Neuquen et membre de l'assemblée permanente pour les droits de l'homme. M. Perez Esquivel obtint le prix Nobel de la paix en 1980.

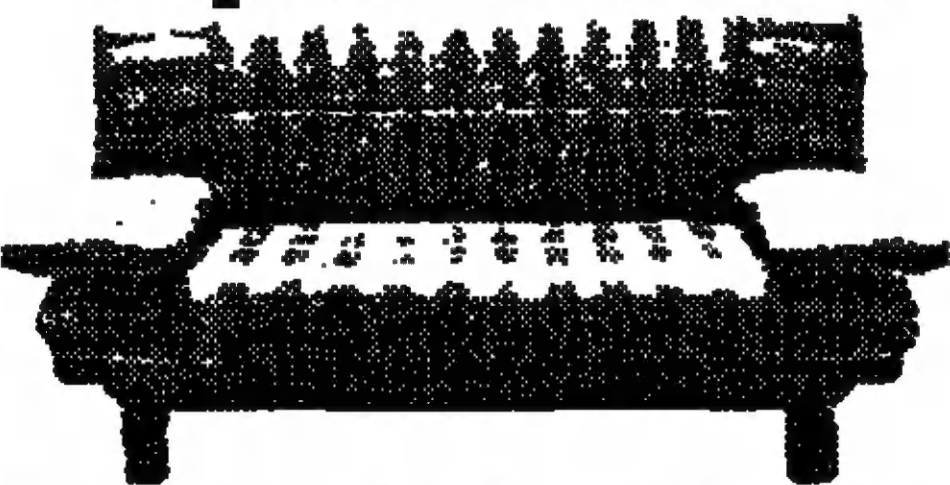
(2) En vertu de ce principe revendiqué par Buenos-Aires mais que Santiago considère sans fondement juridique, le Chili n'a aucun droit sur l'Atlantique et l'Argentine aucun droit sur le Pacifique.

« LE MONDE » a publié un portrait de M. Raul Alfonsín dans ses éditions du 2 novembre 1983.

« Une déclaration de M. Mauroy. — M. Pierre Mauroy, qui doit évoquer avec le nouveau président argentin le dossier des quinze Français disparus en Argentine entre 1975 et 1978, se félicite dans une interview au quotidien argentin Clarin que M. Alfonsín ait pris l'engagement de rendre publics « tous les renseignements disponibles sur les disparus ». « Le retour à la démocratie en Argentine est aussi pour nous une fête », ajoute le premier ministre. « Votre pays vient de récupérer un bien précieux. Nous sommes quel degré de responsabilité peut être le nôtre pour que ce bien devienne réalité quotidienne et durable. »

M. Mauroy a indiqué qu'une procédure permettant de revenir au système de libre circulation entre l'Argentine et la France, avec suppression du visa de moins de trois mois, devrait aboutir prochainement.

## CRIQUET DE STEINER



Convertible à sommier à lattes de bois, se fait en dimensions : 80 x 190, 140 x 190, 160 x 190, tissu ou cuir

CAPÉLOU

37 av. de la République - PARIS 11 - Distributeur : Mère Parmentier - Tél. 357.46.35

# LE NOUVEL OBSERVATEUR

## PLEIN FUTUR!

Cette semaine, dans le Nouvel Observateur, Spécial Futur n° 3. « Ce qui va marcher en France », un grand document passionnant pour ceux qui ne veulent pas prendre le train en marche. Le Nouvel Observateur, c'est ça. Le magazine qui pense à demain pour mieux vivre aujourd'hui. Pour rejoindre le futur sans escale, lisez donc le Nouvel Observateur !

CHOCAR





# POLITIQUE

## LA SUCCESSION DE M. MAURICE FAURE DANS LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DU LOT

### Le faurisme en viager

De notre envoyé spécial

Cahors. — Dans cette salle de mairie de Saint-Chamand, grande comme une loge de conciergerie, Maurice Faure rigole doucement : « Ah bon, celui-là il est socialiste ? Il a sa carte d'adhésion ? » Un instant : « Remarque, ce n'est pas une preuve, mais une présomption ». L'œil bien pailleur et surveillé, en coin, l'effet.

M. Maurice Faure n'est-il pas lui-même une durable et saine présomption ? Sous les photographies des cinq derniers présidents de la République, encadrées comme les portraits de la famille France, le sénateur Faure, qui les a tous bien connus, et probablement bien aimés, est là. En campagne une nouvelle fois. Ou plutôt en son domaine encore inamissible, grand, massif, la voix rocailleuse, les verbes défectueux.

Au sur toujours, une proclamation de Georges Clemenceau, jadis, un discours au Sénat du 17 septembre 1918 sous le titre : « Le droit, la liberté ». Le Tigre radical, M. Faure l'avait cité par routine dans une autre salle de mairie, à une vallée et quelques kilomètres verglacés de là : « Les cinéastes sont remplis de gens breuvables ». Et, au ton, on sentait bien que même un Clemenceau pouvait dire des énormités avec trois r.

Mot-on la sagesse fauriste en viager ? En viager occupé, qui plus est ? Autant mettre le Quercy en Cinquième République. « Le faurisme », dira son inventeur, dans une moment rare d'immodestie, le faurisme est inaccessible. On serait presque tenté d'ajouter qu'il est inaccessible, impénétrable à l'étranger, au « Parisien ».

Cette élection législative partielle du Lot, premier tour ce dimanche 11 décembre, la mise aux enchères démocratiques d'une première circonscription tenue comme un jardin de radical depuis 1951, est-ce bien un enjeu national ? Alors donc ! Le Quercy est politiquement une île, et voilà tout le problème d'une délicate succession.

Si M. Maurice Faure fut si totalement le Quercy, c'est peut-être que le Quercy est si entièrement Maurice Faure. Entre ce pays passé, avec le plus grand soin, à côté de son avenir, enclavé et content de l'être, musée de l'art de vivre et de la cellule familiale, et cet homme politique schéparp, avec le plus grand contentement, à un destin national qui l'intéressait moins que l'idée de pouvoir en avoir un, ce fut une histoire d'amour égoïste et cachée. Une longue histoire d'amour qui s'achève et se résigne mal dans le chambardement des habitudes électorales et la découverte des rides réciproques.

Le Lot est une île qui joue de son charme pour mieux tromper son monde. C'est vrai qu'il est beau ce pays, et même superbe sous le ciel bleu, les Causses givrés, cette architecture rurale, luxe extrême des régions pauvres. Vrai que la gare de Cahors sent la truffe le mercredi, jour d'expédition. Vrai que les hommes et parfois les « politiques » y font encore chabrot, le vin dans la soupe, mais toujours avec cet œil pointu qui vous signifie : « Salut ». Vrai et plus que vrai, ce folklore pré-géométral, la stratégie du conflit, le cousin de la cousine qui voudrait bien un emploi, ce radicalisme caméléonesque, banqueteur et généralisé.

Mais, à y bien penser, il s'agit simplement là du rituel offert, en pâture à un autre folklore, journalistique celui-là, à cette prétention absurde qu'il y aurait à vouloir comprendre par les apparences l'âme politique d'un pays.

Le radicalisme n'est pas un parti, mais un état d'esprit. Et il n'y a probablement rien d'autre à comprendre. Cherchez-nous vraiment à savoir qui est M. Maurice Faure, le lettré qui cite Voltaire ou le rabaisien qui l'instant d'après évoque la pétroleuse du village visité ?

Et ce radicalisme-là, par cette élection, souffre d'une amnésie à la sécurité de son état. « Maurice », le premier d'entre tous, a passé la main pour devenir sénateur le 25 septembre. Non pas comme dans une retraite, mais, pense-t-on en Quercy, parce que l'ami de François Mitterrand.

Il faut oser ici revendiquer cette succession, dont chacun pense très fort qu'elle sera comparaison et dévotion des postulants. Il faut oser, et curieusement ils furent nombreux à espérer la captation d'héritage.

#### Des voix impénétrables

A gauche, d'abord. Une furieuse émulation s'est créée dès lors que le suzerain vigilant a daigné ne plus rester ouvert sur la marmite. Trente ans ici que la gauche ne peut se compter vraiment, parti par parti, puisque Maurice Faure à lui seul constitue un parti. Ou parce que, pour reprendre ce mot d'un des grands anciens de l'histoire politique locale, Anatole de Monzie, « il aura eu au cours de sa longue carrière les voix de tous, mais jamais en même temps ».

Cette fois donc, la gauche va se compter. Au risque de se perdre. Car tels sont la clé de cette élection et le legs : il existait et existe toujours un capital de ces fameuses voix fauristes, et purement fauristes, voix impénétrables, si l'on ose dire, à toute logique politique. Les voix de l'amitié, de la reconnaissance du vote, de l'admiration, de l'opportunisme, ou plus simplement les voix du Quercy des professeurs. A qui iront-elles, gauche ou droite ?

Premier héritier, le seul officiel, M. Maurice Faure l'a inscrit publiquement « son légataire universel », mais avec en permanence un air de retenue qui semblerait indiquer que le legs promis n'est pas nécessairement une succession solennelle. Le promu est un homme jeune, Bernard Charles, trente-cinq ans, pharmacien chef de l'hôpital de Cahors, adjoint au maire de cette ville, M. Faure, naturellement, et secrétaire national du M.R.G. Il a visiblement de l'appétit, un stout majeur dans sa manche, l'appui absolu de la *Député de Toulouse* et ce tuteur peut-être un peu pesant mais combien irréplicable ! Maurice Faure est, en effet, là qui fait campagne pour lui et pour son suppléant, M. Daniel Maury, dans une succession d'adoubements locaux : « Allez, cette fois, il faut me remplacer. Ce ne sera pas facile, dit-il en riant. Je vous les ai amenés. Je vous les présente. Ils sont jeunes, ils ont l'âge de mes fils. Ils seront la relève. Alors, vous pouvez voter pour eux ».

Le radical Maurice Faure fait son devoir de M.R.G. Il les aidera « au besoin ». Ce soutien légèrement vénérable accordé par l'expérience à l'impétuosité ne met pas nécessairement à l'aise le candidat Bernard Charles, mais il s'en sort plutôt bien. Nécessité fait loi : il a changé de crâneau, ne s'aventure pas dans le registre inimitable du faurisme. Il joue la jeunesse, le radicalisme nouvelle vague, para-occident : plus de chiffres, moins de hymne ; moins de blases, plus de dossiers. L'élève Charles espère bien être admis au second tour, « seul moyen de sauver le siège pour la gauche », puisque seul candidat à pouvoir capter les voix centristes.

#### L'ami du ministre

Deuxième prétendant, le socialiste Marc Baldy, quarante-six ans, ancien enseignant, lui aussi adjoint au maire de Cahors vice-président du conseil général. L'homme est au terme d'une trop longue patience et se délecte à la perspective de tuer enfin l'encombrant beau-père, d'arracher cette partie du Lot à l'emprise radicale et analogique, symbolisée par le grand homme. Convaincu, sans le dire ouvertement, que la circonscription est « pays de gauche », destinée à rentrer dans la norme politique, M. Marc Baldy joue à fond sa carte. Elle est celle du mitterrandisme de la vieille garde, « ami des ministres », l'homme le plus proche du gouvernement, puisqu'il est conseiller auprès de M. Louis Mexandeau, ministre délégué, chargé des P.T.T.

M. Baldy mène une campagne solide — les dossiers, toujours, qu'il connaît « parfaitement » — mais difficile. D'abord, parce qu'il devient l'homme qui représente le P.S., donc le pouvoir, et que, passé la magie du verbe fauriste, les vrais problèmes, le chômage, l'Europe agricole, lui sont opposés. Ensuite et surtout, parce qu'il est probable que les fauristes, et le tout premier notamment, ne lui ont pas pardonné, lors des électorales récentes, l'entorse au sacro-saint pacte lotois qui liait historiquement socialistes et radicaux : ne pas présenter de candidat les uns contre les autres dans une élection. M. Marc Baldy avait présenté un candidat-sénateur qui fut élu. Cela ne s'oublie pas en Quercy.

Troisième homme de gauche : le communiste Henri Thamié, soixante-deux ans, plusieurs fois député entre 1946 et 1951, une figure lotoise et un grand résistant. Malgré l'Europe, malgré son profil « radical-communiste », malgré

l'existence d'une vraie clientèle, M. Henri Thamié ne peut guère espérer empocher l'héritage, mais seulement réaliser un bon score.

En face, au contraire, M. André Carle, soixante-deux ans, maire de Luzac et vice-président du conseil général, espère fermement. Et, d'une certaine manière, le candidat unique de l'opposition le peut. Ce P.D.G. d'une société d'assurances est, au physique, le véritable contrepoids de M. Maurice Faure. Il lui ressemble tellement. Ce lotiste cousin de M. Jacques Chirac joue lui aussi du flou radical en espérant rassurer large. Il ne craint pas de dire que sa carte du R.P.R. est « plus familiale que politique » et ne manque pas

une occasion de célébrer « le talent et la personnalité exceptionnels » du grand prédécesseur, dont il est évidemment un « grand ami ».

M. André Carle aurait probablement préféré mener toute sa campagne sur ce crâneau. Mais le grand cousin — M. Jacques Chirac — est venu mercredi 7 décembre et d'une certaine façon a contraint M. André Carle à mener une campagne « plus familiale ». Le grand cousin et grand voisin, est venu avec l'ami Gaudin, « de l'U.D.F. et de Marseille », emballer la campagne et sous le chapiteau, édifier l'enjeu national. Alors M. Carle, en ce pays qui n'aime point sur les emballages, a durci son langage — un peu forcé, beaucoup contraint. Et puis, le chapiteau passé, il est resté dans

son personnage — plutôt cousin, lui, de M. Faure — et ne rêve que d'une chose : « que le socialiste soit en tête au deuxième tour ».

Pour le reste, derniers trublions, au-delà de deux candidats individuels, — un chef d'entreprise lotois, M. René Laure, le fondateur et membre unique du Rassemblement national républicain socio-libéral et humaniste, M. Pierre Couderc ; les écologistes, conduits par M. Philippe Costes, ouvrier soudeur, et Michel Gruyer, pédicure très connu dans le Lot. Ces derniers tiennent un curieux langage, demandant en somme un peu plus d'écologie dans un système politique fort pollué et un peu plus de rigueur intellectuelle dans l'approche de la crise. Ce n'est pas un langage sérieux.

PIERRE GEORGES.

**SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT**

**JOHN RAPAL**  
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

40, Av. de la République  
75011 PARIS  
Tél. 355.66.00

Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h  
Métro Parmentier  
Parking gratuit.  
Catalogue gratuit sur demande

## simplifiez-vous le quotidien



Je, tu, il, nous avons tous besoin d'un outil simple et efficace. Un outil qui amplifierait nos capacités personnelles, ferait pour nous les tâches fastidieuses, raccourcirait notre journée de travail. Le rêve. Cet outil c'est l'ordinateur personnel IBM. Un outil aux pouvoirs multiples qui peut utiliser toute une palette de logiciels adaptés aux besoins professionnels. Venez le découvrir chez votre distributeur agréé IBM.\* Parlez-lui de votre problème et découvrez-vous de nouvelles possibilités.

Paris et Région Parisienne

ZH COMPUTIQUE, 28, rue Saint-Marc, 75002 Paris - 233.72.07 • LA RÈGLE A CALCUL, 65, bd Saint-Germain, 75005 Paris - 325.68.88 • SELMIO-HACHETTE, 24, bd Saint-Michel, 75006 Paris - 633.54.88 • A.S. MICRO, 63, bd des Batignolles, 75008 Paris - 293.04.09 • INTERSIS, 2-4, rue Daru, 75008 Paris - 227.11.79 • OCTET MICRO ORDINATEUR, 35, rue Le 2066, 75006 Paris - 225.93.80 • POINT MICRO, 16, rue La Boétie, 75008 Paris - 265.55.35 • SIVEA, 31, bd des Batignolles, 75008 Paris - 522.70.66 • AGENA, 25, rue de la Pépinière, 75008 Paris - 283.12.96 • COMPTERLAND PARIS III, 8, rue Bleue, 75009 Paris - 824.65.80 • ECO INFORMATIQUE, 92, rue Saint-Lazare, 75009 Paris - 281.29.03 • L.T.A., 13, rue La Fayette, 75009 Paris - 281.13.13 • MICRO-DISTRIBUTION FRANCE, 45, rue Caumartin, 75009 Paris - 742.08.70 • POINT MICRO, Galerie Lafayette - 40, bd Haussmann, 75009 Paris - 282.34.56 • SIVEA, Le Printemps - 64, bd Haussmann, 75009 Paris - 285.22.22 • COMPUTERLAND PARIS-EST, 135, bd Voltaire, 75011 Paris - 379.21.01 • INFORMATIQUE FRANCE, 84-86, rue de Montreuil, 75011 Paris - 348.30.00 • M.I.D., 51 bis, av. de la République, 75011 Paris - 357.83.20 • O.P.S., 69, bd Saint-Marcel, 75013 Paris - 707.47.02 • R.Y.O., -94, bd du Montparnasse, 75014 Paris - 321.46.36 • ASYSTEL - 177, rue de Lourmel, 75015 Paris - 539.25.01 • COMPUTERLAND PARIS XV, Centre Commercial Beaugrenelle - 16, rue Linois, 75015 Paris - 575.76.78 • COMPUSOL, 12, rue Rosenwald, 75015 Paris - 530.07.37 • DIP ELECTRONIC, 28, rue Miollis, 75015 Paris - 566.68.38 • INFOTORE - GROUPE DARTY, 272, rue de Vaugirard, 75015 Paris - 532.87.00 • E.A., 212, rue Lecourbe, 75015 Paris - 533.13.50 • L.T.A., 8, rue de l'Arrière, 75015 Paris - 548.32.60 • SIDEQ, 170, rue Saint-Charles, 75015 Paris - 557.79.12 • S.T.L.A., 7, rue Paul-Bernard, 75015 Paris - 306.46.06 • CACT, 9, rue La Pérouse, 75016 Paris - 720.10.20 • CERMLA, 29-31, rue Lauriston, 75016 Paris - 727.31.01 • ECS DIFFUSION, 37, rue Jean-Girard, 75016 Paris - 500.40.16 • GALILEE INFORMATIQUE, 41-43, rue de Galilée, 75016 Paris - 723.33.30 • MICRODATA INTERNATIONAL, 50, rue Raymond, 75016 Paris - 525.81.64 • TOP DATA, 53, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris - 501.98.12 • L.T.A., 154, rue Cardinet, 75017 Paris - 627.23.57 • MICRO ASSISTANCE, 3, rue de Phalsbourg, 75017 Paris - 766.46.58 • RANDOM, 75, bd Péreire, 75017 Paris - 227.33.20 • L.T.A., 18, rue Pouchet, 75018 Paris - 627.23.57 • SODIS, 64-70, rue de Crimée, 75019 Paris - 201.30.06 • M.R.M., 94, rue Villacoublay - 946.96.38 • CMG, Le Parana - Z.A. de Courtabouf BP 38, 91942 Les Ulis Cedex - 446.12.12 • SODIS, Immeuble « Le Karine » - Av. des Indes - Z.A. de Courtabouf, 91940 Les Ulis Cedex - 446.20.70 • CEGEDIM, 100 bis, rte de la Reine, 92100 Boulogne - 603.28.80 • MICROLOGIE, 143 ter, av. J.-B. Clément, 92100 Boulogne - 604.78.56 • MICROLOGIE, 7-9, rue des 4-Chemins, 92100 Boulogne - 608.47.47 • DECIS ESPACE MICRO, 65, rue Mairie, 92100 Cléry - 738.28.67 • G.E.I.S., 19, av. Léon-Gambetta, 92120 Montrouge - 657.14.22 • IMATIC (ISTA), 163, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly - 747.11.26 • E.A.C., La Défense 4 - Centre Commercial du R.E.R., 92800 Puteaux - 788.26.38 • IMATIC (ISTA), La Bourdière, 92250 Le Plessis-Robinson - 630.21.46 • MICRODATA INTERNATIONAL, 5, rue Jeanne-d'Arc, 94160 Saint-Mandé - 808.64.35 • SOFIGO, 98 bis, bd de Champsigny, 94100 Saint-Maur - 889.95.90 • CORIA, 133, rue du Maréchal-Leclerc, 94410 Saint-Maurice - 889.60.16

CENTRE DE VENTE IBM, Tour Maine-Montparnasse - 33, avenue du Maine, 75014 Paris - 538.74.47.

**L'ordinateur personnel IBM: la plus simple des décisions.**

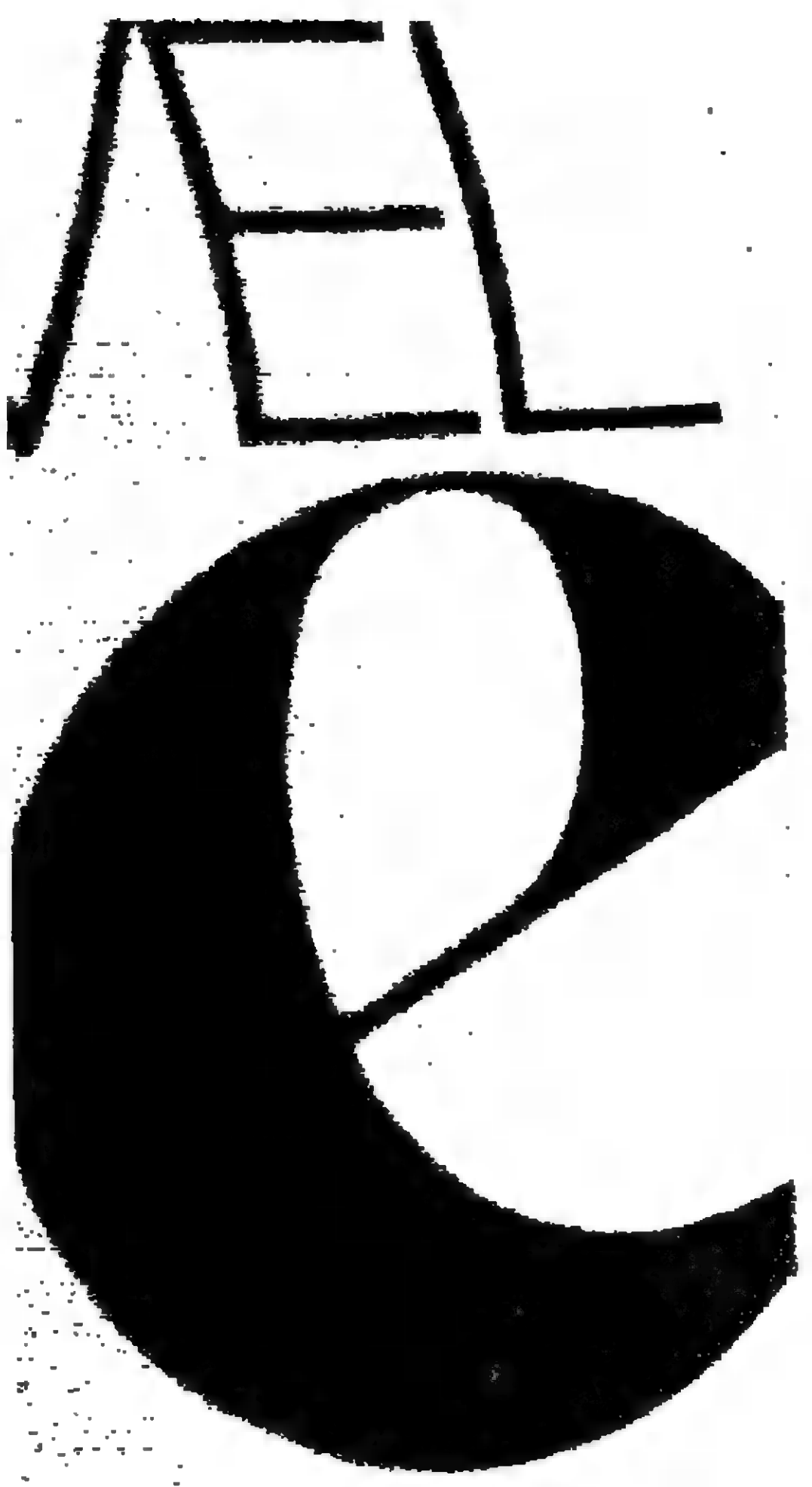
\*Lettre au 11283

**CHOCARNE**

le spécialiste de la perle de culture

Choix exceptionnels

1, rue de la Paix  
Paris



n° 3. "Ce qui pour ceux qui servateur, c'est aujourd'hui. Pour Observateur !"



Le Monde

# société

## FAITS DIVERS

LIONEL CARDON INTERROGÉ SUR LE MEURTRE DES ÉPOUX ARAN

### Les ombres de Pessac

Bordeaux. — Lionel Cardon, transféré à Bordeaux, a été entendu, le 8 décembre, par M. Jean-Pierre Espéran, juge d'instruction chargé de l'affaire du meurtre des époux Aran. Cette audition apportera-t-elle des éclaircissements sur l'affaire de Pessac, qui reste mystérieuse sur bien des points. Lionel Cardon n'est-il que le cambrioleur solitaire qui, après avoir visité la ville d'un premier médecin, s'apprêtait à en

cambrioler une autre quand les choses ont mal tourné ? Dans l'entourage de la famille Aran, on se dit « ni rassuré ni éclairé » par cette arrestation, on a parfois l'impression que le dénouement de cette affaire est trop simple. Tient-on réellement à aller au fond des choses ? François-Xavier et Aline Aran sont morts. On tient un coupable. Il n'est pas impossible que la tentation soit forte d'en rester là.

#### De notre correspondant

M. Dreyfus, puis l'inculpation. Mais pratiquement aucune des questions que l'on pouvait se poser au lendemain du meurtre de Pessac n'a encore été résolue. Ces questions sont d'autant plus pressantes qu'elles semblent correspondre, chaque fois que l'on interroge les enquêteurs, à des certitudes. Comment expliquer autrement que la justice ait mis plus de deux jours à communiquer à la presse la photo d'une femme que l'on disait « enlevée ». Était-ce pour ne pas ajouter au malheur d'une famille comme on le dit ? Ou parce que l'on croyait davantage à l'hypothèse d'une fuite à la suite d'un drame bourgeois assez classique ? De toute manière, il y avait meurtre. Complice ou victime, Aline Aran avait droit à la une des quotidiens, et c'était surtout le meilleur moyen de recueillir des témoignages solides. Tout s'est passé comme si, dès le premier jour, famille et police en avaient beaucoup plus qu'elles ne le disaient.

De Bordeaux à Nevers, Aline Aran a voyagé dans la B.M.W. de son mari. Mais n'y avait-il qu'une seule ou plusieurs personnes avec elle ? Les témoignages dont il aurait été fait état, selon certaines indiscrétions divergent totalement. On parle d'une ou de trois personnes dont une femme. Il n'empêche qu'il paraît difficilement concevable qu'une femme accompagnée d'un homme seul ait pu, à la fin de la semaine de la France en voiture, acheter de l'essence, retirer de l'argent dans une banque de Limoges en plein jour devant les clients, sans trouver l'occasion d'attirer l'attention ou sans réussir à échapper à son réviser. Cette hypothèse suppose soit la complicité — et on comprend mal, dans ce cas, qu'Aline Aran soit morte dans un bois du côté de Nevers — soit la

participation d'un groupe et l'entrée en jeu d'une deuxième femme prenant la place d'Aline Aran au guichet de la banque. Il y a aussi l'hypothèse la plus couramment présentée par la police d'un cambrioleur mérité par un soiriste, en l'occurrence Lionel Cardon, qui aurait mal tourné. Elle est en contradiction avec les demandes de rançon adressées soit à la famille soit à un ami de François-Xavier Aran. Mais que soit-on au juste de ces demandes de rançon ? Lionel Cardon aurait été le seul interlocuteur régulier, les autres n'auraient été que des farfelus ! La police comme la famille sont aussi discrètes l'une que l'autre sur ce point.

Qu'un cambrioleur ait mal tourné, le lundi 10 octobre, tout le monde est prêt à le croire. Qu'il soit le fait d'un seul homme, pourquoi pas ? Chacun pense, à Pessac comme à Bordeaux, que la chose devra être prouvée, et il faudra aller jusqu'au bout de la vérité, en finir avec cette affaire, malgré l'écoulement qu'elle souève.

Écoulement d'une infirmière, proche d'Aline Aran : « Ce besoin des gens, quelle que soit leur place dans l'échelle sociale, de fouiller dans les poubelles des autres, je ne supports plus. » Ou écoulement du docteur Delbos, maire de Pessac : « J'ai été très choqué, littéralement assailli par des gens qui ont voulu trouver là-dedans des choses égrillardes. On a voulu absolument parler de ces provinciaux, qui veulent cocher leurs complexes bourgeois et leurs turpitudes. A Paris, ils veulent nous prendre pour des zozous, pour des jérémiades et des mousaïques. Nous savons qu'il y a autre chose derrière cette affaire. En attendant, nous ne sommes ni rassurés ni éclairés. »

PIERRE CHERRUAU.

## TENSION AU PAYS BASQUE

### Quatre policiers espagnols arrêtés en octobre sont mis en liberté

#### De notre correspondant

Bayonne. — L'annonce, jeudi 8 décembre, par la chambre d'accusation de Pau, de la mise en liberté des quatre policiers espagnols arrêtés à Hendaye, le 18 octobre dernier, après une agression contre un responsable présunt de l'ETA-politique-militaire a provoqué un regain de tension au Pays basque. L'incendie de la maison du couturier André Courrèges, le 3 décembre, attentat revendiqué par le groupe clandestin Iparretarrak, et l'enlèvement, le lendemain, d'un représentant de commerce, M. Segundo Marcy (1), avaient déjà ramené l'inquiétude de la population à propos du terrorisme.

Les élus s'en sont émus, et M. Jean-Pierre Destraide, député (P.S.), a, le 7 décembre, par M. Gaston Defferre, jeudi soir, à l'appel de la municipalité d'Hendaye, des partis, des syndicats de gauche et d'organisations basques, un millier de personnes ont défilé dans les rues pour protester contre les actions policières ou paramilitaires espagnoles en territoire français.

La présence scolaire de réfugiés basques espagnols dans l'arrondissement de Bayonne a toujours été une source de conflits entre Paris et Madrid. Déjà, en 1932, le gouvernement de Sa Majesté très catholique demandait l'autorisation d'exercer en France un droit d'inspection sur des possibles dépôts d'armes aux

abords de la frontière. Depuis, on a laissé de côté les formalités. Durant ces huit dernières années, neuf réfugiés politiques basques ont été assassinés, cinq ont été enlevés, et plus de trente bombes ont explosé, visant des biens leur appartenant.

#### Règlements de comptes

Tous ces attentats ont été revendiqués par des groupes espagnols d'extrême droite. Une vingtaine de policiers ou de barbouzes espagnols ont été interpellés.

Hendaye, ville frontalière où les réfugiés sont particulièrement nombreux, n'a pas oublié le mitraillage aveugle de l'un des bars de la ville, le 23 novembre 1980 — deux morts, une dizaine de blessés graves — par ce que le ministère espagnol de l'Intérieur avait appelé un « commando d'information travaillant pour le compte de la police ». Les tirs avaient alors forcé le donateur français pour se réfugier en Espagne, où ils avaient été laissés en liberté.

Il y a un mois et demi, deux jours après la disparition, à Bayonne, de deux jeunes réfugiés basques, un autre réfugié, M. José María Larrea, membre présumé de l'ETA-politique-militaire, avait failli être enlevé par quatre policiers espagnols. Il n'avait dû son salut qu'à

l'arrivée d'un membre de la police de l'air et des frontières.

Le 4 décembre, toujours à Hendaye, c'était le fils d'un réfugié de la guerre d'Espagne, M. Segundo Marcy, cinquante ans, qui était enlevé à son domicile tous les jours de sa femme. Un des kidnappeurs, M. Pedro Sanchez, retraité de la Légion étrangère, était arrêté quelques minutes plus tard alors qu'il s'apprêtait à gagner l'Espagne (le Monde du 8 décembre). Le maire d'Hendaye, M. Raphaël Lasalle (P.S.), a sollicité une audience auprès du ministre de l'Intérieur. « Ma commune, dit-il, refuse de devenir le champ des règlements de comptes politiques. »

PHILIPPE ETCHEVERRY.

(1) On se connaît aucune activité politique à M. Marcy, et son enlèvement serait dû à une méprise.

M. Joseph Rousselle, trentenaire, vient d'être radié à vie par le conseil de l'ordre des avocats de Strasbourg. Vingt-huit plaintes étaient déposées à son caspote (provisions versées à des particuliers non restituées ou non suivies d'effet, comptabilité de l'avocat ou tenue de son cabinet « contraire à la déontologie »). Le conseil de l'ordre a décidé le sursis à statuer pour deux d'entre elles et la relance pour sept autres.

## ÉDUCATION

### LES PROPOS DE M. MAUROY SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ PROVOQUENT UNE CERTAINE CONFUSION

Les déclarations faites par M. Pierre Mauroy, le mercredi 7 décembre, selon lesquelles le gouvernement interviendra avant la fin du mois pour trancher le débat sur l'enseignement privé (le Monde du 9 décembre) ont provoqué une certaine confusion.

« Ces déclarations très curieuses ne correspondent pas du tout aux intentions du gouvernement », nous a déclaré, vendredi matin, M. Paul Guibertau, secrétaire général de l'enseignement catholique. « Mais

nous attendons des précisions officielles du gouvernement. La forme d'une loi M. Mauroy a sa déclaration (un dîner-débat de l'hebdomadaire Tribune juive) ne paraît pas être une vote habituelle pour répondre à un partenaire. S'agit-il d'une déclaration de guerre ? S'agit-il de très mauvaise tactique de laisser le pays dans l'incertitude. Le flou personnel n'est pas un mode de gouvernement. »

De son côté, M. Michel Bouchareix, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), voit dans les propos de M. Mauroy « la constat que la méthode employée jusqu'à présent a fait long feu. Il ne s'agit pas de vouloir plus longtemps les palinodies », a ajouté M. Bouchareix. Il faut en arriver rapidement à des propositions concrètes, que nous prendrons notre temps pour examiner, et à un canevas de textes proposés au Parlement. M. Mauroy a raison : la notion de négociation globale est désormais caduque. »

Enfin l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement dénonce « le mépris avec lequel le gouvernement ferme la porte aux responsables de l'enseignement privé, après avoir comploté lui-même à la discussion ».

## ÉCHECS

### Le tournoi des prétendants

#### KORTCHNOI SE REPOSE

Très affecté, dit-on à Londres, par ses deux défaites dans la sixième et la septième partie de sa demi-finale contre Garry Kasparov, Viktor Kortchnoi, qui est mené 4 à 3, a pris, le jeudi 8 décembre, l'unique jour de repos (time out) auquel il a droit. Le huitième partie a donc été reportée au samedi 10 décembre. D'ici là, Kortchnoi aura peut-être été remis sur pied par son médecin suisse, le docteur Schmidhauser, qu'il a fait venir d'urgence à Londres. Ce dernier devra trouver une potion miracle qui permette à son patient de marquer trois points et demi en cinq parties contre un Kasparov dont la « santé » s'améliore au fil du match.

## DÉFENSE

### LES GÉNÉRAUX SERVIRANCKX ET BONMATI REÇOIVENT LEUR QUATRIÈME ÉTOILE

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 7 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● TERRE. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Antonio Bonmati et Jacques Serviranckx (nommé commandant de la III<sup>e</sup> région militaire à Rennes) ;

● ARMEMENT. — Sont nommés : adjoint au directeur technique des recherches, études et techniques d'armement, l'ingénieur général de première classe Pierre Ricard ; directeur de l'établissement des constructions et armes navales de Paris, l'ingénieur général de deuxième classe Bernard Chabot ; sous-directeur « défense nucléaire, biologique et chimique » à la direction des recherches, études et techniques d'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Pierre Hervé ; chef du service « compte de commerce » à la direction technique des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Mésat ;

● CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES. — Sont promus : contrôleur général des armées, les contrôleurs des armées François Fobiano et Jean-Pierre Boudil ;

● AIR. — Est nommé adjoint au major général de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Marc Faurie.

● Nouvel essai nucléaire français à Mururoa. — La France a procédé, jeudi 8 décembre, à un nouvel essai nucléaire — le second en une semaine — dans l'atoll de Mururoa (Polynésie), selon les autorités de Wellington. Les Néo-Zélandais ont tenté à 15 kilomètres la puissance de l'explosion (la bombe d'hydrogène avait une puissance de 18 kilotonnes). Le 3 décembre, déjà, un tir souterrain à Mururoa, de 3 kilotonnes, avait été détecté à Wellington. L'explosion du 8 décembre est la septième de l'année et la cinquante-neuvième depuis juin 1973, date des premiers essais souterrains. — (Reuter.)

### L'École d'architecture et d'urbanisme SEPT propose, sous la responsabilité scientifique de

ROLAND SCHWEITZER, architecte-urbaniste

### LE BOIS DANS L'ARCHITECTURE

— Méthodologie de la construction en bois ; — Conception et exécution.

300 heures d'enseignement, dont de nombreuses conférences, de janvier 1984 à juillet 1984, pour les ARCHITECTES D.P.L.G., BEZA, DENSAIS, les INGENIEURS DE L'ÉCOLE CENTRALE, A. & M., E.N.P.C., T.E.R., et les diplômés étrangers sélectionnés sur ce dossier. Premier MODULE POST-DIPLOME de l'U.P.A. n° 7 proposé dans le cadre de l'enseignement réformé et permettant l'obtention d'un CERTIFICAT D'ÉTUDES APPROFONDIES EN ARCHITECTURE délivré par l'établissement.

Renseignements et inscriptions : 109 rue de Tolbiac, 75013 PARIS. (1) 594-11-03 M. GIRARD ou BROSSY



### Vient de paraître



**L' AUTOGESTION** — tout à fait gauchiste — est cette promesse enlevée, on dirait presque magique, que le Parti Socialiste a fait miroiter à l'électorat français en 1981. Promesse ambiguë dont une grande partie du public de centre et de droite en France et dans le monde n'a pas saisi la portée. Aujourd'hui, cette promesse a dans une certaine mesure été reléguée à l'arrière-plan. Pourquoi ? Dans des quotidiens parmi ceux à plus grande diffusion de tout l'Occident, les treize Associations pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété — TFP — ont publié un Message, écrit par l'universitaire brésilien Plinio Correa de Oliveira, qui dévoile la contenu communiste de l'illusion autogestionnaire. Du coup, l'autogestion a cessé d'être le leitmotiv de la propagande socialiste rêvée pour le monde entier. On comprend alors que pour le moment elle ne soit plus un slogan très actuel pour la France. Mais l'autogestion n'en reste pas moins le point fixe à l'horizon vers lequel convergent les regards de tous les dirigeants du P.S. Aussi est-il de la plus grande importance que ce Message soit lu par le public français. Le livre « **AUTOGESTION SOCIALISTE : LES TÊTES TOMBENT** à l'entreprise, à la maison, à l'école — Une dénonciation qui a fait le tour du monde » contient, en plus du texte intégral du Message, l'histoire du bel accueil donné à sa vaste diffusion et de la vive polémique qui s'est développée à son sujet à travers le monde.

Vous trouverez « **AUTOGESTION SOCIALISTE : LES TÊTES TOMBENT** à l'entreprise, à la maison, à l'école » à Paris dans les librairies : FONTAINE (8 points de vente) Joseph GIBERT — 26, Bd St-Michel ICF — 67, rue St-Lazare LAMARTINE — 118, rue de la Pompe Jean TOUZOT — 38, rue St-Sulpice Vous pouvez aussi le demander à votre libraire habituel ou envoyer le coupon ci-joint.

### BON DE COMMANDE

Nom (M./M<sup>me</sup>/M<sup>lle</sup>) \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ tit. \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_ commande le livre « **AUTOGESTION SOCIALISTE : LES TÊTES TOMBENT** à l'entreprise, à la maison, à l'école — Une dénonciation qui a fait le tour du monde », par Plinio Correa de Oliveira, et envoie ci-joint 99 F en règlement, franco de port. Adresser à : TRADITION FAMILLE PROPRIÉTÉ 6, av. Charvard • 92600 ASNIÈRES • Tél. 793.36.97 • CCF 17.544.98 U Paris

## EV BREF

La mort d'un G.R.S.

Le dévouement de la section médicale principal de l'armée

Le pape rencontrant son agresseur

La routine d'un

5 vignettes du 26

Chez Renault il y a 5000 vignettes auto 84 à gagner jusqu'au 10 décembre. Il suffit d'aller chez votre concessionnaire Renault.

CHEZ TOUS R

JP 14-62 1.50



SION AU PAYS BASQUE

espagnols arrêtés en octobre  
et mis en liberté

De notre correspondant

Les membres du Front basque (F.R.) ont été arrêtés en octobre 1982 par les forces de l'ordre françaises. Ils ont été mis en liberté après avoir été jugés par un tribunal.

Régime des comptes

Les comptes des entreprises doivent être soumis à la Direction des Impôts dans un délai de deux mois après la fin de l'exercice.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

Les entreprises doivent également déclarer les dividendes versés à leurs actionnaires.

EN BREF

La mort d'un C.R.S.

Un C.R.S. motocycliste, M. Jean-Noël Rimand, renversé volontairement par une voiture lors d'un contrôle, le 7 décembre près de Montreuil (Seine-Saint-Denis), est mort, le 8 décembre, des suites de ses blessures, à l'hôpital Lariboisière à Paris. M. Rimand et un collègue, appartenant tous deux à la C.R.S. 4 de Pomponne (Seine-et-Marne), surveillaient la circulation, pied à terre, à Romainville. Le chauffeur d'une BX rouge a foncé délibérément sur le policier qui lui ordonnait de s'arrêter, le projetant à une vingtaine de mètres. La BX devait être retrouvée vide à Romainville, les plaques d'immatriculation arrachées et endommagées par un début d'incendie volontaire.

La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) et l'Union des syndicats catholiques (U.S.C.) réclament une répression judiciaire plus sévère pour les auteurs de tels crimes. Ce décès porte à neuf le nombre de policiers ou de gendarmes tués en service depuis le début de l'année.

Le pape rencontrera son agresseur

L'agence de presse italienne ANSA annonce que des discussions sont en cours entre le Saint-Siège et le ministre italien de la justice pour permettre au pape de rencontrer le terroriste turc Mehmet Ali Agca qui l'avait blessé, le 13 mai 1981. Selon des sources pontificales, Jean-Paul II veut renouveler à son agresseur, à l'occasion de l'Année sainte, le pardon qu'il lui avait accordé peu après l'attentat.

L'entrevue aurait lieu, le 26 décembre prochain, à l'occasion d'une visite du pape à la prison romaine de Rebibbia où Ali Agca est détenu. Jean-Paul II devrait y célébrer la messe.

Le directeur de la caisse maladie de Nice inculpé de corruption

(De notre correspondant régional)  
Nice. — M. Jean-Claude Thyse, directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie des Alpes-Maritimes (C.P.A.M.), a été inculpé le 7 décembre de corruption et placé sous mandat de dépôt par M. Gérard Marnet, premier juge d'instruction au tribunal de Nice. M. Thyse avait déjà été inculpé le 9 juillet, dans l'affaire des faux devis de la C.P.A.M., de faux, usage de faux, complicité d'escroquerie et abus de confiance, écroué puis remis en liberté contre le versement d'une caution de 50 000 francs le 17 août. Sa nouvelle arrestation fait suite à l'inculpation le 2 décembre du P.D.G. d'une entreprise de nettoyage de la Côte d'Azur, M. Philippe Cabanas, adjudicataire depuis 1978 du marché d'entretien et de nettoyage des locaux de la C.P.A.M.

Douze personnes au total, dont le président de la C.P.A.M., M. Roger Mai, un architecte, six entrepreneurs ou artisans et quatre cadres ont déjà été inculpés dans cette affaire depuis le 24 juin. — G.P.

Le voleur choisit la castration

Roscoe James Brown, vingt-sept ans, l'un des trois voleurs condamnés par un tribunal de Caroline du Sud à choisir entre la castration et trente années de prison (Le Monde du 9 décembre), s'est prononcé en faveur de l'intervention chirurgicale. « De toute façon, a-t-il dit, je serai détruit, et tout dépendra de ma résistance psychologique ».

Michael Braxton, dix-neuf ans, également condamné, avait l'intention de faire le même choix. Le troisième homme, Mark Vaughn, vingt et un ans, souhaiterait accomplir sa peine en prison.

En correctionnelle le professeur Debbasch gagne son procès contre « le Monde »

Le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence, devant lequel M. Charles Debbasch, professeur de droit public à l'université Aix-Marseille-III, avait cité pour diffamation le Monde et M. Jean-Claude Lombois, recteur de l'académie, a condamné, jeudi 8 décembre, M. André Laurens et M. Lombois à 1 500 francs d'amende chacun. M. Debbasch a obtenu le franc de dommages et intérêts qu'il demandait.

Il reprochait au journal d'avoir rapporté dans une « nouvelle brève » publiée dans le numéro du 19 mai, au lendemain d'une violente manifestation d'étudiants, des propos de M. Lombois selon lesquels M. Debbasch, présent à cette manifestation, n'avait « rien fait pour calmer les plus excités ». Le plaignant avait plaidé qu'il n'était arrivé sur les lieux que tardivement et « seulement pour empêcher des arrestations abusives d'étudiants » par les forces de l'ordre.

Le Quotidien de Paris condamné pour diffamation

Pour un article diffamatoire envers M. Roger Colombani, journaliste, publié le 26 août 1982 par le Quotidien de Paris sous le titre « Silence, on tue », la dix-septième chambre correctionnelle de Paris a condamné le 8 décembre M. Philippe Tessou, directeur du journal, et M. Dominique Jamet, l'auteur, à 3 000 francs d'amende chacun et, ensemble, à 8 000 francs de dommages-intérêts.

SPORTS

LE CRITÉRIUM DE LA PREMIÈRE NEIGE

Contre-performance des Françaises à Val-d'Isère

La Suissesse Maria Walliser a gagné la troisième descente de sa carrière en s'imposant, le 8 décembre, sur les pentes de la Daille pour l'épreuve supplémentaire du Critérium de la première neige. Agée de vingt ans, Walliser, qui a pris la relève de la Tessinoise Doris Agostini dans la formation helvétique, a précédé l'Allemande de l'Ouest Irène Epple, gagnante la veille, et l'Autrichienne Lea Soellner. Bien placées mercredi, les Françaises ont raté leur course en négociant mal la partie supérieure du parcours. Claudine Emonet est quinzième, Elisabeth Chaud vingt et unième, Marie-Luce Waldemeier vingt-deuxième et Caroline Attia trente-deuxième.

De notre envoyé spécial

Val-d'Isère. — La piste G était encore complètement dans l'ombre lorsqu'Elisabeth Chaud a jailli à 11 heures avec le dossard numéro 1 de la cabine de départ pour un plongeon de 2 044 mètres vers le fond de la vallée. L'entraîneur des descentes nationales, Michel Boyer, s'était posté en contrebas, à un poste lui permettant de surplomber la grande courbe en devers où les Françaises avaient perdu du temps la veille. De là, il pouvait vérifier si le long examen de la première course au magnétoscope avait porté ses fruits.

Il regarda Elisabeth Chaud passer avec le sourire, pas trop mécontent de la trajectoire de la skieuse de Puy-Saint-Vincent. Un sourire qui se figea quelques secondes plus tard quand le crachouillement de son poste émetteur-récepteur lui apprit le temps de passage à mi-course. « C'est mauvais », il donna quelques instructions aux entraîneurs postés au départ, mais il savait déjà que le ver était dans le fruit. La tactique choisie était mauvaise.

Le passage de Caroline Attia, qui partait avec le dossard numéro 2, le confirma aussitôt : un gros panache de cristaux jaillit des skis de la Parisienne dans la longue courbe où elle avait déjà laissé la victoire mercredi. Autrement dit, elle labourait la neige au lieu de glisser dessus. Toutes les autres Françaises firent grosso modo la même erreur, qui al-

lait les pénaliser lourdement à l'arrivée. La meilleure, Claudine Emonet, se retrouva à 1 seconde 33 de la Suissesse Maria Walliser, tandis que Caroline Attia rétrogradait de la troisième à la trente-deuxième place, à 2 secondes 36. Caroline Quittet, qui avait le mieux négocié le haut de la piste, jeta, elle, de malchance. Victime d'une lésion au ménisque interne du genou droit, elle dut être transportée à Lyon pour être opérée.

La sévérité de l'échec des Françaises, qui cependant n'hypothèque en rien le reste de la saison, masque de surcroît l'excellente performance de Marie-Cécile Gros-Gaudenier. Celle-ci est 42<sup>e</sup> à 2 sec. 98 de la gagnante, mais ce résultat doit être corrigé par le fait que la lauréate de la coupe du monde de descente 1982 relevait d'une série de graves accidents. Elle n'a pu recommencer à skier qu'en juillet. « Comme une débutante », a estimé le directeur des équipes féminines, Sylvain Dao Léna. En dépit de la raideur de son genou, elle a poursuivi l'entraînement. « En septembre, elle était à 7 secondes des meilleures, en octobre à 5 secondes, en novembre à 4 secondes. Aujourd'hui, elle est à moins de 3 secondes », constate Dao Léna. Il espère qu'elle aura retrouvé tous ses moyens au début de l'année prochaine.

ALAIN GIRAUDO.

LE CRITÉRIUM CYCLISTE DU « DAUPHINÉ LIBÉRÉ » SUPPRIMÉ EN 1984

Le Critérium du Dauphiné libéré, qui devait avoir lieu du 28 mai au 4 juin 1984, est supprimé. La direction parisienne du quotidien granadois a annoncé, jeudi 8 décembre, que cette mesure s'expliquait par des raisons financières.

Créé en 1947, le Critérium du Dauphiné libéré, l'une des épreuves par étapes les plus importantes après le Tour de France, avait déjà été annulé une première fois en 1967, mais son organisation avait été reprise en 1971. A son palmarès, extrêmement riche, figurent notamment Louison Bobet, Jacques Anquetin, Raymond Poulidor, Eddy Merckx, Bernard Thévenet, Luis Ocarina, Bernard Hinault et l'Américain Greg Lemond, vainqueur cette année. — J.A.

[Cette information a provoqué une vive surprise dans les milieux de cyclisme et aussi au siège du Dauphiné libéré, à Grenoble, ce qui paraît singulier. M. Louis Richer, fondateur du quotidien et directeur de la publication depuis que le journal a été repris par le groupe Héraud, semble avoir été placé devant le fait accompli. Il aurait appris la nouvelle... par la radio.]

TENNIS

Aux internationaux d'Australie

LENDI ET WILANDER FINALISTES

Le Suédois Mats Wilander a causé la grande surprise des demi-finales des championnats internationaux d'Australie de tennis en battant, vendredi 9 décembre, au stade Kooyong de Melbourne, l'Américain John McEnroe, favori du tournoi, par 4-6, 6-3, 6-4, 6-3. Il rencontrera, dimanche en finale, le Tchèque Ivan Lendl, qui a éliminé l'Américain Tim Mayotte par 6-1, 7-6, 6-3.

Dans le tournoi féminin, la finale opposera, samedi, deux Américaines, Martina Navratilova, victorieuse de sa compatriote Pam Shriver 6-3, 6-4, à Kathy Jordan qui a éliminé Zina Garrison 7-6, 6-1.

BASKET-BALL. — Pour son premier match en poule finale de la coupe d'Europe des clubs champions, jeudi 8 décembre, Limoges a été battu de deux points (76 à 74) dans sa salle, par Rome.

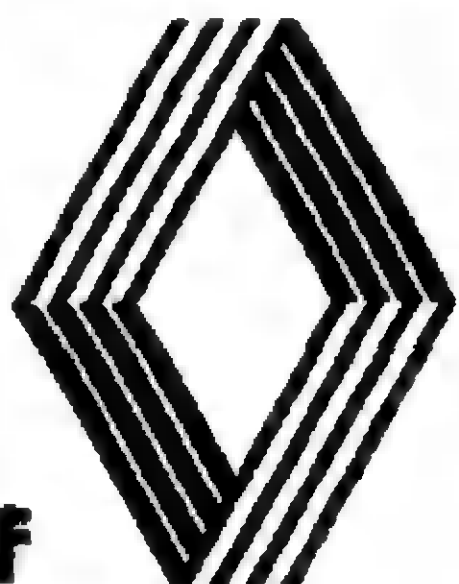
5000  
vignettes auto 84  
à gagner  
du 26 nov. au 10 déc.



Chez Renault il y a  
5000 vignettes auto 84  
à gagner  
jusqu'au 10 décembre.  
Il suffit d'aller  
chez votre  
concessionnaire Renault,

de remplir un bulletin de  
participation pour avoir  
une chance de se faire  
rembourser  
la vignette auto 84.  
Chez Renault : c'est déjà  
l'époque des cadeaux !

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES  
RENAULT



RENAULT préconise elf

XP5139

PUBLICIS

\* Jeu national gratuit sans obligation d'achat

CHECS

Le journal des prétendants

LETTRE DE LA RÉPONSE

Les lettres des lecteurs sont publiées dans la rubrique Lettres de la Réponse. Les lettres sont sélectionnées par le service de presse.

École d'architecture et d'urbanisme

École d'architecture et d'urbanisme, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

LE BOIS DANS L'ARCHITECTURE

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Le bois dans l'architecture, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.



# SCIENCES

## Succès technique pour Spacelab

(Suite de la première page.)

Un exemple : à tout moment, les quatre autres calculateurs, identiques à celui qui refusait de fonctionner, étaient en mesure de prendre le relais.

Tout s'est donc finalement bien terminé, et John W. Young, cinquante-trois ans, le commandant de bord aux six missions spatiales dont on dit qu'il est d'un sang-froid à toute épreuve, a posé la navette comme à la parade. Maintenant, aux Etats-Unis, comme de ce côté-ci de l'Atlantique, on va pouvoir désormais chanter les louanges du laboratoire spatial européen Spacelab, que la navette avait emporté dans ses soutes pendant dix jours, sept heures et quarante-sept minutes. De fait, chacun s'accorde à dire que, d'un point de vue strictement scientifique, la mission a été un succès. Toutes les expériences ont, à quelques exceptions près, été menées à bien, avec une réussite telle que la NASA n'a pas hésité à prolonger le vol des astronautes de vingt-quatre heures pour boucler le programme imposé.

En somme, une mission spatiale au superlatif. Pour le général James Abrahamson, administrateur adjoint de la NASA pour les systèmes de transport spatiaux, c'est un « fabuleux succès » et « une moisson d'informations impressionnantes ». Même emphase pour son homologue européen, M. Michel Bignier, qui a déclaré que ce vol avait été « pour les scientifiques le plus grand événement de leur vie ». Une preuve : le pourcentage de réussite de la mission a été de l'ordre de 95 %. Encore faut-il que le dépouillement des premières données recueillies pendant Spacelab-1 confirme ces impressions, favorisant ainsi peut-être la mise en œuvre de nouvelles missions.

Ce n'est pas en effet le moindre des paradoxes de ce premier vol Spacelab que d'avoir montré combien l'outil développé à grand frais - 1 milliard de dollars - par les Européens était performant et présentait, pourtant, un avenir en question. Pourtant, la présence du laboratoire spatial européen à bord de la navette marque pour la NASA une nouvelle ère : celle des expérimentateurs en orbite, que l'on avait connue dans les années 70 lors des missions Skylab.

De même, elle permet aux Etats-Unis, désormais propriétaires du Spacelab, et, indirectement, aux Européens, de disputer l'actualité

aux Soviétiques qui, depuis des années déjà, multiplient les vols habités et les activités civiles et militaires - la navette n'y échappera pas non plus - à bord de la station orbitale Saliout. Enfin, elle a fait la démonstration de l'utilité de la présence de l'homme dans l'espace qui, par ses initiatives, peut relancer une expérience un instant compromise.

Tout cela est vrai, mais aussi trop beau. N'en déplaise aux promoteurs du laboratoire spatial européen, « on ne se bouscule pas au portillon pour monter à bord ». Comme le faisait remarquer un chercheur, « ce ne sont pas les expériences ou les idées qui manquent, c'est le fric ». Le voilà le talon d'Achille de ce superbe outil dont chacun est conscient qu'il a coûté cher, trop cher, même si, comme le disait un responsable, « le prix payé pour l'expérience acquise - c'est à dire celui payé par les Européens pour accéder à une technologie de vol habitée - peut se justifier ».

Le temps n'est pas si loin où la NASA elle-même affirmait que le tiers des quatre cent cinquante missions des navettes prévues alors auraient un label Spacelab. Aujourd'hui, le ton est à la baisse et ne se profile à l'horizon que quelques missions en partie européennes, comme Spacelab-3, qui sera lancée dans le courant de l'automne 1984, comme Spacelab-2 retardée au printemps 1985 en raison de difficultés techniques rencontrées dans la mise au point d'un instrument de pointage, et comme D-1, entièrement payée par la R.F.A., qui fut le bailleur de fonds principal du laboratoire spatial européen. Sans doute faut-il voir dans cette situation une raison pour l'Allemagne de financer, en 1988, une autre mission. La France pour sa part reste prudente et n'envisage pas, du moins pour le moment, de remplir un Spacelab à elle seule.

Alors ? L'avenir du Spacelab est-il entre les mains des industriels qui la production en orbite de matériaux nouveaux - vaccins, médicaments, alliages et cristaux - pourrait intéresser ? Seul le dépouillement actuel des expériences menées à bord de Spacelab permettra de le dire, sinon, comme l'affirmait un haut responsable européen : « Spacelab, une fois livré aux Américains, il n'en restera rien, alors qu'avec la fusée Ariane, un outil a quand même été créé ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

# LE CARNET DU Monde

## Réceptions

- L'ambassadeur de la principauté de Monaco et M<sup>me</sup> Christian Orselli ont donné une réception, mercredi, à l'occasion de la fête nationale.

## Décès

- M<sup>me</sup> Jean Catella, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Daniel Chassany et leur fils Patrick, ses enfants et petit-fils, M<sup>me</sup> Marie Fontanella et ses fils, ses sœurs et neveux, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean CATELLA,**

survenu, le 7 décembre 1983, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 13 décembre 1983, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, Paris-9<sup>e</sup>, suivies de l'inhumation au cimetière de Bagneux-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

64, rue Rodier, 75009 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Alain Larrière, Dominique et Sylvie Larrière,

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> veuve Bernard CHAUVIERE,** née Yvonne Barbay, survenue à Paris le 7 décembre.

La levée de corps aura lieu le lundi 12 décembre 1983, à 9 h 45, à l'hôpital Laennec, 42, rue de Sévres, Paris-7<sup>e</sup>, suivie de la cérémonie religieuse, à 14 h 30, en l'église de Fontenay-sur-Orne (Orne).

9, rue Prosper-Mérimée, 91600 Savigny-sur-Orge.

- Michel Conard, son épouse, Jacques et Nelly Conard, Pierre et Claudette Malerbe, ses enfants, Patrick et Catherine Séjourné, Gilles et François Conard, Marianne et Arnaud Malerbe, ses petits-enfants, Manuelle Séjourné, son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès, le 29 novembre 1983, de

**M<sup>me</sup> Michel CONARD,** née Jeanne Leblanc.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité le 5 décembre 1983.

- La vie humble aux travaux ennuyeux et faciles Est une œuvre de choix / qui veut beaucoup d'amour.

- M<sup>me</sup> Gérard Deschamps, son épouse, M<sup>me</sup> Patricia Deschamps, sa fille, M. et M<sup>me</sup> Albert Deschamps, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Marc Deschamps, ses frères, belle-sœur et leurs enfants, M<sup>me</sup> veuve Lucien Bietrix, sa grand-mère, M. Marcel Deschamps, son oncle, Les familles Bietrix, Cochard et Joannan, M<sup>me</sup> Jeanne Bernard, sa belle-mère, M. Marcel Vasquez, son beau-père, M. et M<sup>me</sup> Vernet, ses beaux-frères et belle-sœur, M<sup>me</sup> Chantal Vernet, sa belle-sœur, Les familles Bernard, Feuille et Cau, M. Jacques Thibaut, ambassadeur de France en Belgique, Le personnel de l'ambassade, L'ENA (promotion Michel de l'Hôpital (1977-1979), M. Jean-Louis Barger, maire de Champigny-sur-Marne, La municipalité de Champigny-sur-Marne, Le conseil municipal de Champigny-sur-Marne, Le groupe socialiste du conseil municipal de Champigny-sur-Marne, La section du parti socialiste de Champigny, Tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

**Gérard DESCHAMPS,**

maire adjoint de Champigny-sur-Marne,

survenu accidentellement, le 6 décembre 1983, dans sa trente-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 décembre 1983, à 15 heures, en l'église de Salagnon-le-Bourg (38890).

- Max Arnaud, président du comité économique et social de Picardie, Le bureau et les membres du comité économique et social de Picardie, ont le regret de faire part du décès de

**M. Claude FERTE,** ancien président du comité économique et social de Picardie.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 9 décembre 1983, à 14 h 30, en l'église de Longueval.

- M. et M<sup>me</sup> F. Lassalle, M. et M<sup>me</sup> B. Darrigrand, Thierry, André, Florence, Arielle, Carole et Michel, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Raymond HOCART,** professeur honoraire à la Sorbonne, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

survenu le 5 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu le 9 décembre à Châteaeny-Malabry (Hauts-de-Seine).

15, rue Duban, 75016 Paris. 2, rue des Conquillots, 92160 Antony.

**JEAN ECHENOZ** Prix Médicis 1983 signera son livre « **CHEROKEE** » ÉDITIONS DE MINUIT à la Librairie « MILLEPAGES » 22, rue Lemaître, 94-Vincennes le samedi 10 décembre, à partir de 16 h

- M. Aubert Lefas, conseiller d'Etat honoraire, M. et M<sup>me</sup> Jacques Debry, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Régis Lefas et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> André Comollet-Tirman et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Gérard Pedraglio et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Mervin Daub, M. Patrick Lefas, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Aubert LEFAS,** née Marthe Jeandette,

leur épouse, mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenue, le 7 décembre 1983, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 décembre 1983, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu à Nancy.

Ni fleurs ni couronnes mais éventuellement offrandes à œuvres des parlements des missions étrangères, 128, rue du Bac, Paris-7<sup>e</sup>, ou Équipe Saint-Vincent de Saint-Pierre du Gros-Caillois.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, avenue de la Bourdonnais, 75007 Paris.

**Perles et Or**



**Cécila JOAILLIERS**  
2, rue de la Paix  
261-03-29

**CHAMPAGNES CHOCOLATS GRANDS VINS ALCOOLS**  
**PROMOTIONS DES PRIS SUR DES PRIS**  
Caisse Boîte Bordeaux RGE Assortis mise de châteaux 188,00 F  
Carton 11 Bordeaux RGE AMAURY DE LAST 165,00 F  
4 Mouton Cadet RGE 61 210,00 F  
2 Mouton Cadet RGE 82 210,00 F  
MARGAUX AMAURY LAST Cht. TROPONG MONDOT 79 42,00 F  
GD cru CL St-Émilion 51,50 F  
Cht. LOUDENNE 1979 Cru Bourgeois MEDOC (GRU) 26,50 F  
ET PLUS DE 150 VINS A DES PRIX MAGASIN PRINCIPAL 101, rue de Turbigo 75003 PARIS  
POUR ENTREPRISES ET COMITÉS 101, rue de Turbigo 75003 PARIS  
Magasins distribution Forum des Halles 8-9-10-11 C. C. C. 4 étage, Versailles-Bisquit à 100, 80 bis rue Lafayette  
Turenne ouvert Dimanchematin

**JEAN ECHENOZ** Prix Médicis 1983 signera son livre « **CHEROKEE** » ÉDITIONS DE MINUIT à la Librairie « MILLEPAGES » 22, rue Lemaître, 94-Vincennes le samedi 10 décembre, à partir de 16 h

**65 ANTIQUAIRES du Carré Rive Gauche**  
Rues du Bac, Beame, Lille, Saints-Pères, Université, Verneuil, quai Voltaire  
seront ouverts le **DIMANCHE 11 DÉCEMBRE** de 11 à 21 heures

**Leonard et Hirschfeld**  
1983, l'année du monde...  
Le premier motif de souvenir mondial du monde...  
1983, l'année du monde...  
Le premier motif de souvenir mondial du monde...

**diurne**  
« La plus belle collection de tapis du Népal »  
45, rue Jacob, 75006 - 260-84-11

**SALON ARTS ET LETTRES DE FRANCE**  
C. MICHELET, J.-M. HUGUES et MARIAN-PAUPARD, MUSTACCHI NORDAU, WAGNER.  
Mairie annexe du 1<sup>er</sup> arr.  
4, place du Louvre (RP Louvre) (de 15 h à 19 h)  
Jusqu'au 13 décembre

- M<sup>me</sup> André Maisel, née Thérèse Bhum, Didier et Marie-Claude, ont la douleur de faire part du décès de

**M. André MAISEL,**

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1940, président-directeur général de la société Blom-Maisel,

leur époux et père.

L'inhumation aura lieu le lundi 12 décembre 1983, à 16 heures précises, au cimetière du Montparnasse, quarante principale, boulevard Edgar-Quinet.

40, boulevard Victor-Hugo, 92200 Paris.

- M<sup>me</sup> Georges Goldfeld, sa mère, M. Pascal Orsero, son fils, Sa famille et ses amis,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

**M. Jacques ORSERO,**

survenu le jeudi 1<sup>er</sup> décembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 9 décembre 1983, au cimetière du Père-Lachaise.

La famille ne reçoit pas. 5, rue Dufrenoy, 75016 Paris.

**Avis de messes**

- Une messe de la présence et du souvenir sera célébrée pour

**Eveline François PERROUX-COSTE,**

le samedi 10 décembre 1983, à 12 h 30, en la chapelle du couvent Saint-Dominique, 29, boulevard Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>.

De la part de François Perroux, M.-L. Costa, E.-S. Costa.

**Messes anniversaires**

- Pour le seizième anniversaire du rappel à Dieu de

**M<sup>me</sup> Yves AMBLARD,** avocat

à la cour d'appel de Paris,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé en union de prière avec les messes dites à son intention.

- Une messe sera célébrée le lundi 12 décembre, à 18 heures, à la crypte de la chapelle des Missions étrangères, 128, rue du Bac, Paris-7<sup>e</sup>, par le Père Jean-Michel Cuny, à la mémoire de

**René CLÉMENT,**

décédé le 12 décembre 1982.

**Soutenances de thèses**

- Ecole des hautes études en sciences sociales, mercredi 21 décembre, à 14 h 30, salle n° 6, M. Jacques Cleyne : « La politique du cinéma français. Stratégie et réalisations 1929-1935 ».

**Pour le plaisir d'offrir**  
  
**MP 4 place de la Madeleine 260.31.44**  
138, rue La Fayette

**ROBLOT S. A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

**diurne**  
« La plus belle collection de tapis du Népal »  
45, rue Jacob, 75006 - 260-84-11

**SALON ARTS ET LETTRES DE FRANCE**  
C. MICHELET, J.-M. HUGUES et MARIAN-PAUPARD, MUSTACCHI NORDAU, WAGNER.  
Mairie annexe du 1<sup>er</sup> arr.  
4, place du Louvre (RP Louvre) (de 15 h à 19 h)  
Jusqu'au 13 décembre

**diurne**  
« La plus belle collection de tapis du Népal »  
45, rue Jacob, 75006 - 260-84-11

**SALON ARTS ET LETTRES DE FRANCE**  
C. MICHELET, J.-M. HUGUES et MARIAN-PAUPARD, MUSTACCHI NORDAU, WAGNER.  
Mairie annexe du 1<sup>er</sup> arr.  
4, place du Louvre (RP Louvre) (de 15 h à 19 h)  
Jusqu'au 13 décembre

## SAMEDI DIMANCHE

- **MALAISIE :**  
L'étrange aventure des James Bond nord-coréens.
- **DANEMARK :**  
Le service antitortures de l'hôpital de Copenhague.
- **MAROC :**  
Reliquaire du franquisme à Ceuta.
- **PORTRAIT :**  
Harry Oppenheimer, ou la bonne conscience du capitalisme sud-africain.
- **MUSIQUE :**  
Le monde de Stockhausen.
- **ALPINISME :**  
Le club des « plus de 8 000 ».
- **DATES :**  
Le petit K.G.B. du tsar.

Et, avec « Le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision.

**Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.**



**Lui chez moi, moi**

A...

...

...

...

...

...

...

...



# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### ÉCHANGE FRANCO-AMÉRICAIN

#### Lui chez moi, moi chez lui...

**A**VRIL et page 30. « Offre : grande maison, 3 séjours, 4 chambres, 4 bains, lits pour 6, climatisée, cuisine moderne, lave-vaisselle, garage, jardin, piscine, lac, plage, pêche, forêts, collines, musées, voile, promenade à cheval, une heure de New-York, voiture à échanger. Demande : Angleterre, Suisse, France, Suède. Deux semaines en août. Deux adultes et trois enfants. »

Adolf et John Fitzgerald Kennedy Airport. Ils sont là, tous les cinq, gisant la vieille Europe : Larry et Sheila souriant, et puis Stephanie, Elissa et David, qui n'en reviennent pas qu'on puisse parler une autre langue que l'américain. « Hey ! »

La grosse station wagon rouge met le cap au nord. A droite, le Bronx et ses taudis borgnes et aveugles. Devant, le mécano gigantesque du pont George-Washington. Les marchands de bagatelles et de meubles bordent l'autoroute. Fast food, Coca, hypermarchés, ordinateurs. Toutes molles, les voitures qui balancent doucement à 90 kilomètres-heure. « Attention ! Ici, les files sont toujours en embouteillage. » Le signal noir et blanc de la police du comté est effectivement à l'affût. Les arbres repaissent et les collines aussi. Les derniers tentacules de la mégapole cèdent enfin prise.

#### S'occuper de Mitzzy

La barrière du poste de garde se lève sur un domaine forestier où Walt Disney n'aurait en aucune difficulté à filmer faons et biches pour un remake de *Bambi*. De grandes maisons de bois ou de pierre, nées avec le siècle, trônent dans des clairières soigneusement tondues. Deux lacs pour les reflets et la sérénité. Cette ancienne copropriété pour milliardaires s'est démocratisée, mais elle reste un rien colleté, moné avec sa police privée, sa balnéaire privée, et surveillée, son club privé, son association de pêche. Le tout d'un tarif. Mais New-York est si près !

Pour être grande, elle est grande, la maison de Sheila et Larry ! Une entrée aux dimensions d'un studio de chez nous, quatre salles de bains, des chambres à n'en plus finir, une moquette en herbe, un porche colonial où il fait bon fumer les galipettes des écureuils. Larry - peut-être pour ne pas se perdre - a semé à tous les étages ses pipes et ses revues *Fortune*. Sheila - peut-être parce

qu'elle a peur de ses robots domestiques - a apprivoisé les plantes et les fleurs qui lui tiennent compagnie.

Epousons donc leur home. Il faut savoir sur quels boutons appuyer pour laver le linge. « Là, la table de ping-pong. » Les deux gerboises du désert restent dans leurs cages, et il convient de les nourrir suffisamment. « Pouvez-vous vider ce seau, s'il vous plaît ? On le fait environ tous les trois ou quatre jours. C'est une fuite au niveau de l'arrivée d'eau. » Les pilules vitaminées de Mitzzy, la chienne, se trouvent à côté de la cuisinière. « Non, nous ne faisons pas de chien quand nous partons de chez nous. » Voilà le bar, la discothèque, les jeux vidéo. « Nous avons trouvé une Française qui vous montrera les hypermarchés où acheter les provisions. » Les numéros de téléphone du garage, du médecin, du vétérinaire, de copains de Washington, des voisins qui peuvent nourrir la chienne en cas d'absence, sont affichés dans la cuisine. « Le radar antiradar de la police est dans la boîte à gâteaux de l'Oldsmobile, dont voici les papiers ! »

L'échange, c'est de se mettre, alors, à raconter la France qu'ils vont trouver, la Razaut, les « Carrefours », l'emplacement du congélateur. « La meilleure façon d'entrer dans Paris, c'est encore par le pont de Sévres et Boulogne. » Non, toutes les plages de la Côte d'Azur ne sont pas fréquentées par des « seins nus ». Oui, le port de la ceinture de sécurité est obligatoire. « Comptez deux heures pour le chemin de Chambord. »

Vient l'heure où il leur faut prendre le chemin de l'aéroport, à desti-

« J'AI UNE IDÉE ! SI ON ÉCHANGÉAIT NOS MAISONS PENDANT LES VACANCES ! »



nation de Paris-Orly. Les angoisses : « Sauront-ils se débrouiller avec le four ? Est-ce qu'ils se plairont ? Pourvu que Luc ne manque pas l'heure de leur atterrissage... » Au revoir, profitez bien de chez nous. « Bye, have a good vacation ! »

Devenir un tout petit peu américain que le touriste classique devient alors possible. Parce que la conduite de ces monstres de puissance que sont les voitures yankees est une merveilleuse cure de plaisir. Parce que l'on apprend dans les grandes surfaces que le Coca-Cola peut être acheté en boîtes, en petites bouteilles, en grandes bouteilles

la chaude sensation d'être les bien-venus.

Trois semaines plus tard, Larry, Sheila et leurs trois enfants retrouvent leur bercail et leurs bêtes qui ont déjà pris leurs habitudes. Qu'on se rassure vite ! Il n'y a eu, de part et d'autre, que des problèmes mineurs. Côté Amérique, une des gerboises s'est échappée et le refroidissement de l'Oldsmobile a défilé. Côté France, Larry a traité le divorce d'une de ses clientes par téléphone et annonce quelques heures de conversations intercontinentales.

L'échange, le vrai, reprend par les comparaisons. Du genre : « Le cheveu de ma tante est plus grand que le jardin de mon oncle. » A ce petit jeu, les États-Unis décrochent la palme de la cherté pour les prix des parkings et des restaurants, et celle de l'économie pour les tarifs des carburants et des disques. Les prix français sont imbattables en matière de pain et astronomiques en matière de carburant et d'ice-cream.

Tout est grand aux États-Unis : le tour de taille des obèses, l'Empire State Building, les distances, les musées. Tout est miniature en Europe : les voitures, les maisons, les gens, les rues de Paris. On troque le mont Saint-Michel contre les chutes du Niagara, l'omelette de la mère Poulard contre les homards de Cape-Cod, le musée Grévin contre celui de l'espace à Washington. Evidemment, les enfants ont renoncé à visiter le Jeu de paume tout comme le Metropolitan Museum of Art...

ALAIN FAUJAS.  
(Lire la suite page 16.)

#### Voyager à l'anglaise

**L**ES trois millions de Britanniques qui utilisent les agences de voyages pour l'organisation de leurs loisirs se frottent les mains. Une « guerre des prix » vient, en effet, d'éclater entre les voyagistes anglais spécialisés dans les destinations vers l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Les hostilités ont été déclenchées par Thomson Holiday, qui a réduit ses tarifs, pour le printemps et l'été prochains, de 10 %. Immédiatement, deux agences rivales, Britannia et Horizon ont annoncé qu'elles allaient faire de même alors qu'Entrepasse Holiday, une filiale de la British Airways, affirme qu'elle ne se laissera pas « battre par la concurrence ». Cette réduction des tarifs et l'augmentation du pouvoir d'achat des Britanniques grâce au ralentissement de l'inflation - permettront, selon les professionnels anglais, de dépasser en 1984 « tous les records de vente ».

Plusieurs facteurs ont rendu possible ce « boom » touristique : faiblesse de la peseta, de l'escudo et du drachme par rapport à la livre, accord des hôteliers locaux pour réduire le coût des séjours, dynamisme des compagnies de charters encouragées par la stabilité du prix du fuel et entrée en service d'avions plus économiques.

La France ne bénéficie pas de cet engouement, pour l'instant. Le taux de change de la livre a, en effet, peu varié depuis l'an dernier. L'hôtellerie française, par manque de volonté ou de possibilités, paraît hésitante pour faire les mêmes concessions que ses concurrents espagnols, portugais et grecs.

Mais la guerre outre-Manche n'est pas terminée. Alléchés par cette première moussquetaire, les voyagistes anglais envisagent, en effet, une baisse des tarifs vers toutes les destinations... Bien, mais les prix des séjours dans l'Hexagone permettront-ils d'accueillir toute la clientèle d'outre-Manche ? A ce propos, la Fédération languedocienne de l'hôtellerie de plein air affirme, dans un communiqué, qu'elle assiste depuis quelques mois au comble de l'aberration en matière de fiscalité. Selon la Fédération, « les hôtels de plein air sont victimes de l'accroissement d'une valeur locative qui ne correspond pas à la réalité ». Conséquence, l'hébergement des campeurs et des caravaniers risque d'être fortement majoré l'été prochain dans cette région touristique.

En France, le prix des voyages vers l'étranger devrait, lui, progresser de 7 % à 12 % l'année prochaine selon les destinations. Mais il est vrai que les voyagistes français ne bénéficient pas des mêmes facilités que leurs homologues anglais, notamment pour ce qui concerne les transports aériens. Aux touristes français de compter leurs sous.

JEAN PERRIN.

#### HÉBERGEMENT

#### Des maires hôteliers

**P**OUR M. d'Anthier, maire de La Penne, dans les Alpes-Maritimes, la création d'une auberge communale est une affaire d'importance. « Pensez ! un investissement égal à huit ans du budget total de la commune. » Cent vingt habitants permanents, cinq cents avec ceux des résidences secondaires. Trois pensions de famille qui, au fil des ans, ont fermé leurs portes, « faute de successeur ». « La Remise » et l'hôtel Paban d'abord. « La Grande Maison » ensuite. « Il fallait faire quelque chose, recréer un centre vital », explique notre maire-aubergiste.

La commune s'est donc portée acquéreur de « La Grande Maison »

avec l'aide du conseil général, en 1978. Elle y a installé onze chambres, un restaurant, une petite épicerie de dépannage. Restait à trouver un gérant. M. d'Anthier élucide les quelques trente candidatures qui lui sont parvenues : jeunes sans emploi, professionnels au bord de la faillite. Aucun n'est du pays, malheureusement.

Presque pas une semaine, ces derniers temps, où l'on ne lise dans les annonces spécialisées : « Village cherche gérant pour petite auberge communale. » Un mouvement qui s'accompagne avec l'entrée en application de la loi du 2 mars 1982 sur l'intervention des communes, loi qui permet aux municipalités de se porter plus facilement acquéreur et qui leur donne davantage de latitude pour conclure des conventions de gérance.

La tripe hôtelière des communes s'éveille alors que les petits hôtels ruraux disparaissent, et que les capitaux manquent pour créer ou pour rénover des affaires. Dans les villages, les anciens relais de poste, les établissements du type « café-restaurant-épicerie », ont leurs volets clos. Plus de mille auberges disparaissent ainsi chaque année.

A la Motte-Saint-Heray, dans les Deux-Sèvres, c'est un véritable S.O.S. que lance la municipalité, soutenue par tous les commerçants : il n'y a pas d'hôtel capable d'accueillir les hommes d'affaires des laitières et des scieries de la localité, pas plus que les touristes venus visiter l'ancienne abbaye de l'abbaye ou le village classé d'Exodun. Tous doivent se rendre à Saint-Maixent, à plus de 10 kilomètres, pour trouver gîte et couvert, en nombre limité.

A Mur-de-Barrez, dans l'Aveyron, le commissaire de la République, M. Lacroix, ancien directeur du tourisme, a inauguré récemment un hôtel communal de dix chambres alors que n'existent, en tout et pour tout dans le village, que trente-deux chambres non homologuées. Un projet vieux de cinquante ans et que M. Lacroix n'a pas hésité à qualifier de « conquête ».

Ici, c'est un Sivom (syndicat intercommunal à vocation multiple) qui est maître-d'œuvre de l'opération, tout comme à Rochefort-en-Terre ou à Mésange, dans la Mayenne. Dans ce dernier cas, la création de l'hôtel s'est accompagnée de l'aménagement d'un étang et de la création d'une base de loisirs.

Cas plus rares : les opérations hôtelières réalisées par les parcs régionaux qui donnent la préférence aux gîtes d'étape et aux fermes-

auberges. Pourtant, en Brière, deux auberges ont été créées, l'une au Haut-Mariand, l'autre à Kerhinet.

Les municipalités agissent aussi par le truchement de sociétés d'économie mixte ou d'associations loi 1901. Ces formules sont fréquentes dans les stations thermales ou balnéaires. Ainsi, à Dax, où la société thermique a racheté six hôtels ou sur le littoral, à Cabourg, à Dinard ou au Pénest-Vai-André. Parfois, les municipalités rachètent de simples cafés. Celui de Mée, dans la Mayenne, n'est ouvert que le dimanche, et il est tenu par le comité des fêtes.

Si les exemples abondent, aucun dénombrement n'a été réalisé au niveau national, et aucune politique n'a été définie par les pouvoirs publics. Les communes agissent donc avec beaucoup de pragmatisme et une relative discrétion.

« Considérant que la construction d'un hôtel de tourisme est d'intérêt public non seulement pour le chef-lieu, mais pour l'ensemble du canton, et qu'une création ne léserait pas les intérêts des établissements analogues existant dans les communes voisines et favoriserait au contraire l'ensemble du commerce... » C'est avec ces prudentes formules que le Sivom de Mur-de-Barrez explique la création de l'hôtel par la commune, et, à son image, la plupart des collectivités locales s'entourent de semblables précautions.

Que le maire et son conseil, tels des archanges sauveurs, fassent revivre des auberges de village en attirant dans leur sillage les fonds des conseils généraux, du FIDAR (Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) ou de divers organismes bancaires suscite, à vrai dire, un assez large consensus. A Saint-Nazaire-le-Désert, petit village de la Drôme, où la municipalité est propriétaire d'une auberge, pas de guerre des Capulet et des Montague avec l'hôtel d'en face, celui de la Poste. « Cela crée du mouvement dans le village, qui en avait bien besoin », explique son propriétaire. Les habitants sont d'accord : « Cela amène du monde. »

LA où les difficultés commencent, c'est lorsque l'« intérêt public » n'est pas évident ou contesté. Les maires ont beau s'entourer de mille précautions, ils se heurtent alors à des murs d'hostilité, les électeurs suspectant un détournement des fonds publics à des fins peu claires, la concurrence s'agite.

A Azé, le maire, M. Chiron, rencontre une forte résistance à son projet d'ouvrir, en avril, un hôtel dans

un ancien presbytère racheté par la commune depuis plusieurs années déjà. Est-ce l'emplacement idyllique au bord de la Mayenne qui suscite des jalousies ? M. Chiron, plaide, elle aussi, l'utilité publique : « Depuis la construction d'une déviation aux abords du bourg, plus d'écoles, plus de commerces, sauf une boulangerie. À mi-temps ! Le village se dévitalise alors qu'il est si charmant et si calme au bord de la rivière. »

Le syndicat hôtelier ne l'entend pas ainsi. « Azé fait partie du district de Château-Gontier, très bien pourvu en hôtels. M. Chiron devrait raisonner dans le cadre du district et admettre qu'il n'y a pas de concurrence de l'initiative privée », explique son dirigeant, M. Etienne, ajoutant que « cela va sentir la poudre ».

Rivalités politiques ou de clocher ont également leur part dans ces guerres locales dont les méandres sont parfois difficiles à suivre. Si M. Etienne brandit la menace du « collectivisme rampant », M. Chiron n'a rien d'un maire « rouge » et se retrouve, de concert avec lui, dans le camp des adversaires du gouvernement.

MADELEINE DUPUY.  
(Suite de la page 16.)

## L'Afrique du Sud.

#### C'est l'Afrique.

De prime abord, c'est en Afrique puisque c'est le point Sud du continent africain.

Mais ce n'est pas tout. Comme au cœur de l'Afrique, on y trouve de vastes réserves d'animaux sauvages. Des plaines infinies bordées de montagnes grandioses. Des déserts, des savanes arides coiffées de vastes forêts. Des hivers doux, un ciel toujours bleu.

Une multitude de tribus, de coutumes, de cultures différentes. Une nature absolument vierge.

L'Afrique du Sud, c'est l'âme de l'Afrique. Sauvage. Sensuelle. Sompueuse. Comme elle.

#### Et ce n'est pas l'Afrique.

En 1652, les Hollandais arrivèrent. Avec leur architecture. Puis les Anglais. Avec leurs traditions. Les Allemands, avec leur culture. Les Français, quant à eux, apportèrent l'art du vin.

Une civilisation aux multiples facettes était née.

En 1871, des diamants furent découverts à Kimberley. Quinze ans plus tard, de l'or à Johannesburg. Avec les chercheurs de fortune, fleurit cette ambiance de prospérité qui est l'un des charmes du pays.

Maintenant, fermez les yeux et imaginez. Le Cap. Des plages dorées bordées d'un océan de fleurs rares, de toutes sortes et de toutes les couleurs. Une ville où les fondations sont l'or. Avec ses luxueuses boutiques de mode, enfers des hommes d'affaires voyageant avec leurs femmes.

Une population cosmopolite. Tout un monde de traditions linguistiques et culturelles.

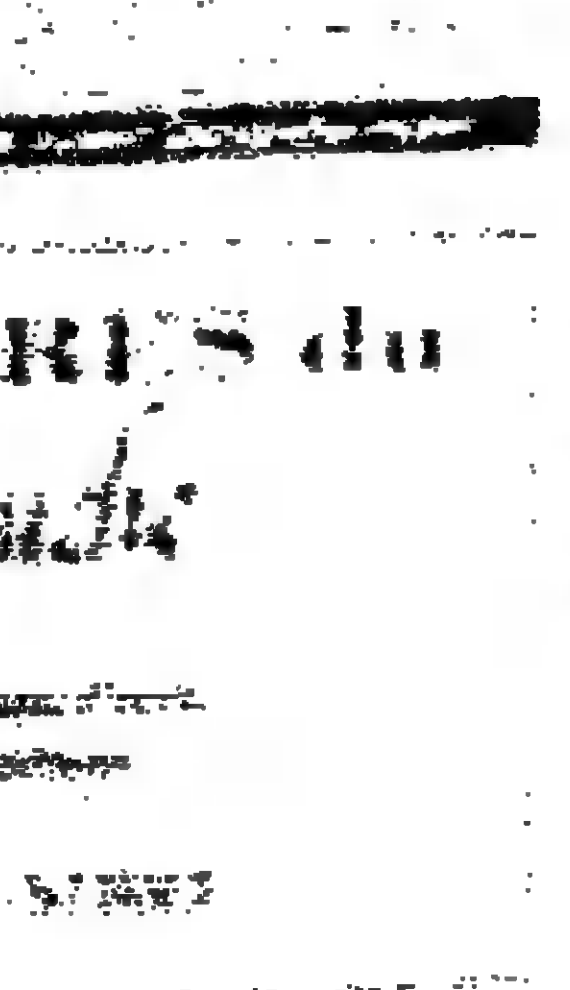
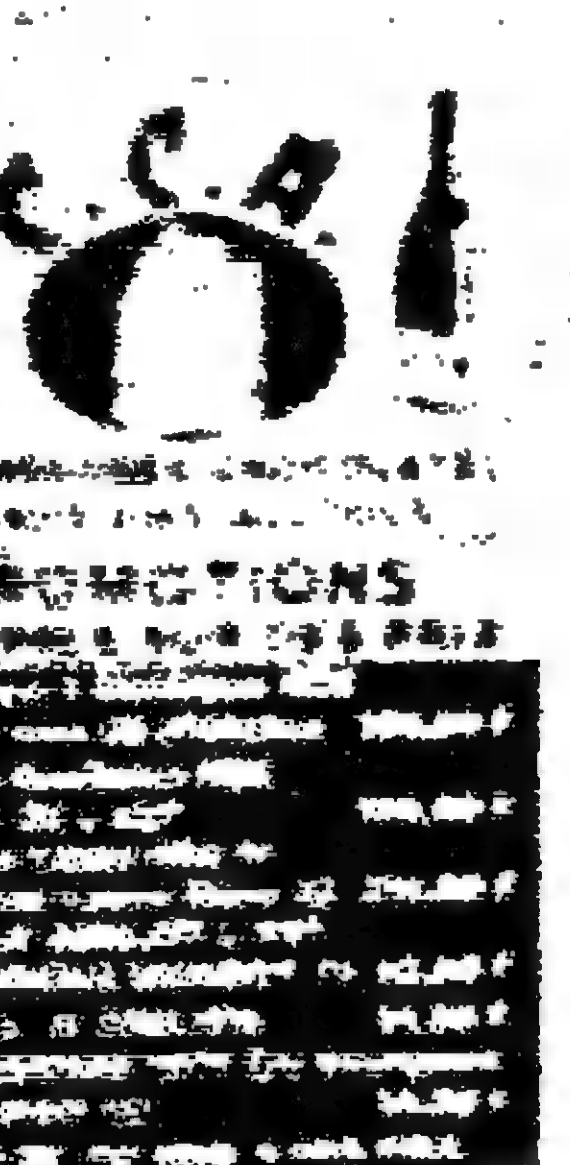
Tout un monde rassemblé dans un pays. Unique. L'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud. Un monde en un seul pays.

Demandez le Recueil des Voyages en Afrique du Sud et une documentation générale. Office du Tourisme Sud-Africain, 9, Bd. de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 26 182 30. Téléc. 230090.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_





## Des maires hôteliers

(Suite de la page 15.)  
Quant à M. Arthuis, sénateur-maire de Château-Gontier, il s'efforce diplomatiquement de réconcilier son monde. N'a-t-il pas été un précurseur, en créant, dès 1971 sur le champ de foire de sa commune, un restaurant municipal, « le Veau d'or » ?  
Autre source de conflits : l'attitude des maires à l'égard des professionnels à qui ils confient les auberges. Tant que les municipalités se comportent en simples bailleurs de fonds, tout va bien. Mais qu'elles entendent mettre leur nez dans les cuisines, et c'est la guerre ! Réputés incompétents, les maires-aubergistes doivent ménager la susceptibilité des « patrons ».

Au « Gué de Selle », les relations entre M. Jacquet, gérant et par ailleurs président de la chaîne France-Accueil, et le Sivom d'Evron, propriétaire des murs, sont au beau fixe. « Lorsque j'ai visité cette ancienne ferme forte si bien aménagée et équipée, cela a été une sorte de coup de foudre », explique M. Jacquet. Visiblement très libre dans sa gestion, il a fait du « Gué de Selle » un établissement de prestige trois étoiles, dont il assure la promotion dans le cadre de la chaîne qu'il dirige.  
Conflit, en revanche, au Haut-Marland, où l'intention du parc régional était de créer une auberge modeste pour un public populaire.

Le gérant en fait un restaurant raffiné dans une ambiance très sélecte.  
Les professionnels estiment, bien entendu, que les maires n'ont pas à leur imposer une clientèle, un style et encore moins des recettes de cuisine. Les maires se considèrent, pour leur part, comme les gardiens de l'usage fait des fonds publics. Les chicanes ne sont pas rares, encore compliquées par la diversité des régimes juridiques adoptés. Si les cas de régie directe, où l'hôtelier est simple salarié de la municipalité sont rarissimes, les solutions les plus fréquentes sont les baux commerciaux et les contrats de gérance. Dans le premier cas, toute interven-

tion de la municipalité sur la gestion est quasiment impossible. Dans le second, tout dépend des termes de la convention de gérance. Nombre de conflits surgissent soit lors de la fixation ou de la réactualisation du montant du loyer, soit sur le respect du cahier des charges.

Beaucoup de professionnels donnent la préférence à des systèmes de location-vente, comme cela se passe pour l'artisanat et la petite industrie avec les « ateliers-relais » institués dans le cadre des contrats de pays. Paradoxe : le seul protagoniste muet, voire ignorant, de toutes ces tribulations, est encore à ce jour le plus important : l'usager.  
MADELINE DUPUY.

## École de toques

SEUL de son espèce dans le Val-de-Marne, le lycée d'enseignement professionnel hôtelier du parc Montaleau vient d'être inauguré à Sucy-en-Brie. Il s'agit en fait de l'extension et de la rénovation d'un établissement ancien afin de pouvoir offrir un enseignement hôtelier à côté d'un enseignement tertiaire traditionnel. Le nouveau lycée, qui s'étend sur 3 500 mètres carrés, dispose d'un équipement moderne et de locaux spacieux : chambres froides, laboratoire, restaurant technologique, quatre cuisines avec quarante-huit postes de travail, etc. L'architecture

du lycée a été particulièrement soignée de façon à ce qu'il s'insère dans un ensemble urbain ancien et dans le parc classé qui le jouxte.

Le nouvel établissement pourra accueillir trois cent six élèves dans la section hôtellerie « collective » et trois cents dans le tertiaire. Depuis la rentrée, il reçoit quatre cents élèves en provenance de quarante-cinq communes réparties dans cinq départements dont Paris : cent quarante-cinq élèves en hôtellerie et deux cent cinquante-cinq en tertiaire.

Les travaux, qui ont coûté environ 24 millions de francs, ont été réalisés à l'initiative de la ville de Sucy (en complément des programmations officielles), qui en a d'ailleurs assuré 60 % du financement.

La section hôtellerie prépare au CAP de cuisinier (cuisine classique et restauration collective) et au BÉP en hôtellerie et collectivité. Ce brevet permet par la suite de préparer le brevet de technicien en hôtellerie. - F. G.

## L'ÉTRANGER DANS LA MAISON

### Réussir un échange

QUELLE bonne idée d'échanger sa maison et sa voiture avec des Américains ou des Suédois ! La formule soulève l'enthousiasme : elle est sympathique, intelligente et économique. Passé le premier réflexe favorable, vient le temps des fantasmes et des complexes qu'il conviendra de surmonter pour réussir ce changement de domicile... et de pays.

Le fantasme le plus répandu tient à l'instinct de propriété. « Et si l'on abandonnait ma boîte de vitesses... et si l'on laissait ma chambre... et si l'on abandonnait ma voiture... » et si l'on abandonnait sa maison ? L'idée de faire coucher un étranger dans son propre lit en bloquant plus d'un. Il est vrai que des exemples malheureux de dégradation existent, mais, dans l'immense majorité des cas, les dégâts n'excèdent pas ceux que l'on commet soi-même contre son propre bien. Il suffit pour y parer de mettre à l'abri ses assiettes de Moustiers et ses Contercos brandebourgeois avec la mention « ne pas toucher ».

Beaucoup éprouvent un complexe d'infériorité à l'idée de troquer leur maison toute simple avec jardin contre une immense villa californienne avec piscine azurée. Il faut qu'ils sachent qu'échange ne veut pas dire parité. Leurs partenaires, pas plus qu'eux-mêmes d'ailleurs, ne souhaitent franchir des milliers de kilomètres pour retrouver leur quotidien habituel. Un peu de dépaysement, que diable ! Le but de la manœuvre est, tout de même, de transformer, en un temps record, l'étranger en Français et le Français en étranger. Avantages et embêtements compris.

D'autres - les pudiques - ont un peu honte de montrer à des inconnus les petites faiblesses de leur vie domestique ; on pourrait même dire de leur rituel : la douche hors d'âge qui ne mouille l'usager qu'au prix de contorsions, la marche descendue dans la cave qui déstabilise les ignorants, la chaudière fantaisiste réparant à coups de pied, la boîte à outils - aimable futoir où seul le maître de céans peut retrouver en deux secondes un tournevis cruciforme. Que tous les Martin de France se rassurent : il en est de même chez les Johnson de New-York, chez les Coppola de Rome et chez les Fuentes de Madrid.

Quelques conseils éviteront aux candidats à l'échange des déconvenues :

● **S'inscrire longtemps à l'avance** : c'est en décembre qu'il faut s'inscrire auprès d'une association. Leurs brochures contenant les propositions sont diffusées en Europe et aux États-Unis au mois de janvier et de février. Et l'on n'a pas trop de quatre mois de mars à juin pour s'inscrire, se présenter, conclure et préparer l'échange en juillet ou en août. D'autant qu'on ne trouve pas toujours l'âme sœur du premier coup et que certains se désistent pour des raisons financières ou de santé.

● **Choisir en connaissance de cause** : les déceptions tiennent souvent au fait que les partenaires n'ont pas échangé suffisamment d'informations sur ce qu'ils proposent et sur ce qu'ils souhaitent trouver. Il est souhaitable que des photos des demeures et de leurs habitants soient communiquées au préalable. Il est très important que chacun précise s'il souhaite jouer quotidiennement au tennis ou s'il lui faut impérativement une garde d'enfants. Très importante aussi, la précaution de fixer clairement les dépenses que chacun prendra en charge dans sa propre demeure (électricité, gaz) et ce qu'il laissera à son hôte (téléphone, ménage). Une vérification des polices d'assurances s'impose.

● **Bien accueillir l'étranger** : l'hôte étant, par définition, ignorant du pays et de la maison qu'il va habiter quinze jours ou un mois durant, il est indispensable de faciliter son intégration. Cela suppose de le faire accueillir à l'aéroport ou à la gare par un parent ou un ami qui pourra lui indiquer les commerces et les services les plus proches et où se trouve et comment fonctionne la machine à laver. La rédaction de petits modes d'emploi (des appareils ménagers, des véhicules) dans la langue de l'hôte sera bienvenue. Des conseils écrits d'ordre touristique ou culturel plairont. Ne pas oublier de rédiger un mini-annuaire où figureront le nom, l'adresse et le téléphone du médecin, des voisins sympathiques, de la piscine et de l'ambassade du pays dont les hôtes sont ressortissants.

Les étrangers apprécient beaucoup d'être accueillis dans les familles françaises où ils connaîtront l'atmosphère et « notre » cuisine. En été, ces occasions de rencontre se raréfient, en raison des vacances. C'est pourquoi il est indispensable de les organiser avec les voisins « autochtones », pour le plus grand plaisir des uns et des autres.

### Lui chez moi, moi chez lui...

(Suite de la page 15.)

On jette un œil différent sur son propre pays grâce aux impressions d'autrui : « Vous trouvez vraiment qu'il y a beaucoup d'obèses chez nous ? Vous trouvez vraiment que les Français sont accueillants ? Vous trouvez vraiment infecte la root beer ? Vous trouvez vraiment indigestes les petits déjeuners « continentaux » ? »

Les conversations quittent bientôt ces évidences pour aborder des sujets autrement vifs, en tout cas pour des intellectuels. Tu me décris le système électoral des « primaires », je te distingue le socialisme à la française du socialisme, nirvana communiste. Tu me racontes comment on prépare ses vieux jours en investissant dans l'immobilier. Je te détaille le système scolaire, de la maternelle à l'université. Nous tombons d'accord sur la question féministe, l'affaire du Boeing coréen, l'éducation des enfants, les juifs hassidiques tout habillés de noir, la diététique.

Et lorsque le moment arrive de retourner chacun chez soi, on s'aperçoit qu'échanger sa maison et sa voiture ne participe pas seulement d'un usage intelligent de son capital. Ce devrait être la formule par excellence du tourisme, le voyage au cœur d'autrui, la vraie découverte de l'étranger. A condition de ne pas se crispier sur les différences et de partager aussi l'amitié.

See you later. Au revoir.

ALAIN FAUJAS.

● **PRÉCISION**. - Les personnes intéressées par les stages de ski de fond organisés dans le Vercors par l'association Grand-Angle (B.P. 10, 38880 Autrans), notamment celui du 16 au 22 janvier destiné à préparer les grandes courses de la saison (le Monde du 26 novembre) peuvent téléphoner au (76) 95-22-25 ou 95-25-23.

## HÔTELS

### Côte d'Azur

06500 MENTON

**HOTEL MODERNE\*\*** NN. Près mer. Sans pension. Téléphone : (93) 35-71-87. Réouverture mi-janvier.

**HOTEL DU PARC\*\*\***. Tél. (93) 37-66-66. Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Déjeuner sur demande.

### Montagne

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

**LE VILLARD** - Tél. : (92) 45-82-08. Studios + cuisinettes 2 à 6 pers. Piste, fond. Forfait plein ski janvier.

**38520 BOURG-DOISANS**  
**HOTEL OBERLAND\*\*** NN  
30 ch., ti conf. (à 20 mn d'Huez). B.P. 18, 38520 BOURG-DOISANS. Parc, parking, télép. direct, cuis. et serv. soignés. 1/2 pension (132 à 140 F), pens. (182 à 190 F). Tél. (76) 80-24-24.

### Provence

ROUSSILLON - 84220 GORGES

Découvrez le charme de l'hiver en Provence dans le petit hôtel du Lubéron. Dîner fin aux chandelles le soir du 31 décembre. Renseignements et réservations.

**MAS DE GARRIGON\*\*\***  
Roussillon 84220 Gorges. Tél. : (90) 75-63-22. Accueil : Christiane RECH.

### Italie

VENISE

**HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES** (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-52-333 VENISE. Tél. : 41-150 FENICE I. Directeur : Dante Apollonio.

### Suisse

CH-1938 CHAMPEX-LAC (Valais)

**Vacances blanches en Valais**  
Hôtel familial, récente, bien-être où les enfants sont les bienvenus. Paradis du ski de fond - ski alpin - promenades.  
7 JOURS : en pens. compl. + alépas + ESS FF : 2.250 - (base saison 2 040) non-skiieurs FF 1 360 à 1 630. Réduction pour enfants.

**HOTEL SPLENIDE\*\***

1941/26/4145

CH-3962 CRANS-MONTANA

**Vacances d'hiver exceptionnelles** : soleil, tranquillité, confort à l'hôtel \*\*\*ELDORADO\*\*\* Conditions avantageuses surtout en janvier et mars.

**F. BONVIN** - Tél. : (19) (41) 27/41-13-33.

**LEYSIN (Alpes vaudoises)**

1 250-2 000 m. La station suisse la plus proche de Paris. Domaine skiable doublé. Accueil et qualité suisses à prix français. Hôtels très cat. 1/2 pension dès 150 FF env. Forfait ski : hôtel 7 jours 1/2 pension + 7 jours remontées mécaniques, env. 1 320 FF.

Offres détaillées par : Office suisse du tourisme, 11 bis, rue Scribe, F-75009 PARIS, tél. : 01/742-45-45 ou Office du tourisme, CH-1854 LEYSIN, tél. : 19-41/25/34-22-44.

**HOTEL MONT-BLANC\*\***, 40 lits. Confort. Lift. Encore quelques chambres dès le 20 déc. Pens. compl. F.S. 60-78 (env. FF 220-290). Cuisine pour fins palais. Tél. 19-41/25/34-12-35, CH-1854 Leysin.

**Hôtel LA PAIX\*\***  
Vraies vacances dans chalet suisse confortable. Cuisine gourmande. Ambiance familiale. 1 300 FF. 7 jours pens. compl. dès 1 300 FF. Téléphone : 19-41/25/34-13-75. CH-1854 Leysin.

## Le Monde des PHILATÉLISTES

Dans le numéro de décembre (84 pages)

Initiation à la philatélie

« **LES NOUVEAUX PHILATÉLISTES** »

1<sup>er</sup> dossier documenté et illustré

Concours de dessin pour les jeunes

MAXIMAPHILIE

Exposition multinationale

En vente dans les kiosques 10,50 F.

## SUISSE

**Alpes**  
Château-d'Ex  
Les Diablerets  
Les Mosses  
Leysin  
Villars

**Jura**  
Saint-Cergue  
Sainte-Croix/  
Les Rasses  
Vallée de Joux

**Votre lieu de rencontre hivernal**  
Dans un cadre superbe, des stations parfaitement équipées

**La région du Léman**  
(Canton de Vaud)

• Réservations : Agences de voyages et Offices du tourisme  
• Renseignements : Office National Suisse du Tourisme 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, Tél. (01) 742 45 45  
• Office du Tourisme du Canton de Vaud (Région du Léman) 10, av. de la Gare, CH-1001 Lausanne, Tél. 1941-21-22 77 82





## POUR VOS

**L'échappée**

Le monde de la poche

Le monde de SKUEUR





GER DANS LA MAISON  
air un échange

Les voyageurs du « Paris Ceinture Express », en voiture! Attention au départ! Un coup de sifflet strident, comme les verrières de la gare du Nord n'en ont pas entendu depuis longtemps, répond à cette annonce. Dans une formidable éruption de fumée, suivie du « tchou, tchou » de la vapeur du bon vieux temps, le convoi le plus original de l'année glisse le long du quai.

En tête roule la vedette de la journée: la 140, dix roues immenses bardées de bielles, 77 tonnes de tubulures remises à neuf par une bande de jeunes cadres parisiens amoureux fous de la traction à vapeur. Ils sont huit dans la cabine de conduite, lucettes sur le front, leurs bleus déjà maculés de charbon, prenant des poses à la Jean Gabin dans la Bête humaine, éblouies par les flashes des photographes qui, du quai, les mitraillent. L'un tient le régulateur, l'autre surveille l'inverseur de marche, un troisième, suspendu à la commande des sifflets, excite des trilles de virtuose. Le plus affiné es-fournie déjà du charbon dans la gueule du monstre.

Pour accomplir les 100 kilomètres du voyage, la 140 va engloutir 2 tonnes de « flambant rapide », 20 tonnes d'eau et 20 litres d'huile. Quel appétit! « C'est une très bonne gazelle », explique l'un de ces dévants du rail, un électronicien de trente berge qui veut dire par là que sa machine ne gaspille point les bouchées de houille. Tandis que la loco se débarrasse comme un pachyderme sur les rails de la petite ceinture, il en conte la glorieuse histoire.

Cette 140 a fait les deux guerres, tracté des pièces d'artillerie lourde et reçu son compteur de mitraille, dont la chaudière garde les cicatrices. Elle a longtemps traîné ses guêtres d'acier sur le réseau de l'Ouest, parcourant ainsi plus de 1 million de kilomètres. Pourtant, malgré les neuf wagons qu'elle tire aujourd'hui, elle va grimper allègrement la terrible rampe de Puteaux et filer à 80 kilomètres-heure vers Pontoise.

Derrière, dans des voitures type 1920 et un wagon-bar aux boiseries fauves, s'entassent six cents voyageurs d'un jour. L'Amicale des amis de la traction à vapeur (1), qui organise la sortie, attendait moitié moins. Et on a refusé tant de monde qu'on prévoit un second périple, le samedi 10 décembre.

L'itinéraire, il est vrai, n'est pas banal. C'est d'abord, par la petite ceinture exceptionnellement réouverte, Paris côté jardin. Dans un pa-

## Le tour de Paris à toute vapeur

« Les voyageurs du « Paris Ceinture Express », en voiture! Attention au départ! Un coup de sifflet strident, comme les verrières de la gare du Nord n'en ont pas entendu depuis longtemps, répond à cette annonce. Dans une formidable éruption de fumée, suivie du « tchou, tchou » de la vapeur du bon vieux temps, le convoi le plus original de l'année glisse le long du quai.

En tête roule la vedette de la journée: la 140, dix roues immenses bardées de bielles, 77 tonnes de tubulures remises à neuf par une bande de jeunes cadres parisiens amoureux fous de la traction à vapeur. Ils sont huit dans la cabine de conduite, lucettes sur le front, leurs bleus déjà maculés de charbon, prenant des poses à la Jean Gabin dans la Bête humaine, éblouies par les flashes des photographes qui, du quai, les mitraillent. L'un tient le régulateur, l'autre surveille l'inverseur de marche, un troisième, suspendu à la commande des sifflets, excite des trilles de virtuose. Le plus affiné es-fournie déjà du charbon dans la gueule du monstre.

Pour accomplir les 100 kilomètres du voyage, la 140 va engloutir 2 tonnes de « flambant rapide », 20 tonnes d'eau et 20 litres d'huile. Quel appétit! « C'est une très bonne gazelle », explique l'un de ces dévants du rail, un électronicien de trente berge qui veut dire par là que sa machine ne gaspille point les bouchées de houille. Tandis que la loco se débarrasse comme un pachyderme sur les rails de la petite ceinture, il en conte la glorieuse histoire.

Cette 140 a fait les deux guerres, tracté des pièces d'artillerie lourde et reçu son compteur de mitraille, dont la chaudière garde les cicatrices. Elle a longtemps traîné ses guêtres d'acier sur le réseau de l'Ouest, parcourant ainsi plus de 1 million de kilomètres. Pourtant, malgré les neuf wagons qu'elle tire aujourd'hui, elle va grimper allègrement la terrible rampe de Puteaux et filer à 80 kilomètres-heure vers Pontoise.

Derrière, dans des voitures type 1920 et un wagon-bar aux boiseries fauves, s'entassent six cents voyageurs d'un jour. L'Amicale des amis de la traction à vapeur (1), qui organise la sortie, attendait moitié moins. Et on a refusé tant de monde qu'on prévoit un second périple, le samedi 10 décembre.

L'itinéraire, il est vrai, n'est pas banal. C'est d'abord, par la petite ceinture exceptionnellement réouverte, Paris côté jardin. Dans un pa-

nache de vapeur, s'époumonant sans cesse, faisant jaillir sur leurs balcons les riverains héberlués, le train traverse le parc des Buttes-Chaumont, glisse sous Belleville, lorgne dans les courbes du douzième, s'enfonce dans une sorte de forêt-galerie au sud de Paris et roule par moments sur un tapis de feuilles mortes. Ça change du périphérique! On côtoie longuement la Seine, qui, sous le soleil de novembre, prend des allures de Riviera. Dans les collines de l'ouest, il faut stopper et, avec l'aide des pompiers du cru, refaire provision d'eau. Défilent ensuite comme un « scenic-railway » les orgues de béton de La Défense, les frondaisons de la forêt de Saint-Germain, les chantiers navals de Conflans, la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.

A chaque station — et elles sont nombreuses — les passagers dégringolent, s'exclament, photographient et surtout vont contempler la bête qui, en tête, exhale sa vapeur comme une transpiration. Plantée au pied du tender, une fillette demande: « C'est quoi, papa, ces briques noires, là-haut? » Cette enfant du pétrole n'avait jamais vu de charbon!

L'excitation ne faiblit pas un instant durant les cinq heures du trajet. Car le torillard dialogue avec tout ce qu'il rencontre. Planté dans son jardinot de banlieue, un retraité lève les bras au ciel devant cette apparition d'un autre âge. On le salue d'un coup de trompette. Dans les gares de triage, les motrices électriques miaulent avec révérence devant l'ancêtre qui s'avance. Et, au passage de l'Oise, un chaland, lui aussi, mugit de politesse administrative.

Lorsque la nuit tombe, les chemins amateurs allument à l'avant les quinquets à pétrole, et, chaque fois qu'ils ouvrent le foyer, la colonne de fumée rougeâtre, exactement comme au cinéma. Malgré le froid qui pince, les passagers se penchent aux fenêtres, les yeux criblés d'escalibilles, pour ne rien perdre du spectacle. A l'arrivée en gare du Nord, l'enthousiasme est encore à la pression maximum. Un triple « hurra! » salue Philippe Mirville, le président de l'Amicale, et les douze bénévoles qui ont travaillé plusieurs mois pour agencer ce périple en Ile-de-France.

L'Amicale des amis de la traction à vapeur monte ainsi plusieurs sorties chaque année. En avril, grâce à un autocar d'antaa, c'était la Normandie avec arrêt-culture à l'abbaye de Fécamp et visite complète du port de la Havre. En juin, d'incroyables aventures les attendaient sur les voies tortueuses du Morvan. Avant la fin de cette année, les amateurs pourront faire le tour de Paris à bord de vieux bus à plate-forme. L'an prochain, nouvelle virée ferroviaire partant de l'ancienne gare de Reuilly, dans le douzième arrondissement, vers l'est cette fois. Bref, les fans du rail sont en train de réinventer le tourisme ferroviaire. On vous le garantit convivial, marrant, semé d'imprévu. Et, quand une loco s'en mêle, émuant comme un travelling, chic comme l'Orient-Express. La vapeur, mon cher, quel panache!

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Amicale des amis de la traction à vapeur, 46, avenue de Savigny, 93600 Aubry-sous-Bois.

## POUR LES FÊTES, PENSEZ A MINOLTA



Minolta AF-5, le nouvel appareil compact 24 x 36 avec mise au point, exposition programmée et transport du film automatisés.

EN VENTE CHEZ  
SHOP PHOTO Montparnasse

33, rue du Cdt-Mouchotte, 26, rue Vercingétorix 75014 Paris - Tél. 325.15.35 Mètres Montparnasse - Gaîté (ouvert exceptionnellement les lundis 12 et 19 décembre de 10 h 15 à 19 heures) Un rouleau de pellicule sera remis gratuitement à tout acheteur, contre présentation de cette publicité.

## Hippisme

## Le match Saint-Martin - Freddy Head

DANS la catégorie jockeys, l'arrivée de la saison de plat 1983 se juge à Marseille.

C'est là, dans les ultimes foulées de l'ultime course, qu'Yves Saint-Martin ou Freddy Head va arracher l'ultime point valant attribution de la cravache d'or de l'année.

Samedi passé, les deux adversaires (et néanmoins amis) étaient séparés par un tout petit point: cent vingt et une victoires, depuis le début de l'année, pour Saint-Martin; cent vingt pour Head. Cash Asmussen, qui aurait pu les menacer, avait renoncé depuis deux semaines, préférant le froissement des vrais vens papier de la Japan Cup aux intimités hypothétiques et de toute manière assurées d'un « or » qui n'est que de « plaqué ». Des autres jockeys, relégués à cinquante victoires en arrière, ou plus, il n'est plus question depuis longtemps.

Il est d'usage, lorsque le challenge est aussi disputé, que ceux qui restent en lice s'affrontent, pour finir, même sur des hippodromes de second ordre. Yves Saint-Martin et Freddy Head se seraient mis en selle, cette semaine, aussi bien à Moulins-la-Marche ou à Dinoune — où on ne les a pas vus depuis leur lointain apprentissage — si des courses y avaient eu lieu. Le calendrier hippique fixait, en fait, les dernières étapes à Toulouse et à Marseille. Alors, appels des jockeys, ou de leurs amis, aux entraîneurs de ces deux villes.

« Vous n'auriez pas une bonne monte pour Yves?... Pour Freddy? »

Le gagnant est, évidemment, le public des dernières villes, qui a l'occasion de voir à l'œuvre de grands jockeys et à qui la présence de ceux-ci désigne des « coups sûrs » à jouer. Enfin, presque sûr... Voilà une dizaine d'années, dans des circonstances semblables — à Marseille, déjà, — la recette avait augmenté de 20 %.

Le coup de pouce à la recette est d'ailleurs la motivation réelle des compétiteurs. Chacun ne brigue que modérément un trophée (dans le cas de Saint-Martin, le quinzième; de Freddy Head, le sixième) assorti du seul avantage de le recevoir, en août suivant, lors d'une soirée de gala, sur la scène du casino de Deauville. Mais les ultimes batailles pour la cravache d'or sont le témoignage de

gratitude de vedettes au public et aux organisateurs du spectacle.

Ceux-ci, dans le cas de Marseille, ont bien besoin d'affiches mobilisatrices. Les sociétés de courses de province ont été mises dans une situation financière difficile par la création d'un tiercé parisien chaque samedi. Le samedi était le jour de leur meilleure recette, notamment dans les villes organisant un « trio » ou un « triplet » (tiercé local). Or il y a eu transfert de la recette vers le tiercé parisien. La société de Marseille, qui s'était endettée peu auparavant pour la construction d'un centre d'entraînement, est dans une situation dramatique.

## L'année du bleu

En avance sur le plat, l'obstacle attribué dimanche, non pas à cravache d'or mais à « coupe d'or », désignant, au terme d'un championnat portant sur quinze épreuves, le meilleur cheval de steeple de l'année. Gagnant: *Patate*, à l'écurie Wildenstein.

Celle-là a remporté une double victoire: à celle de *Patate* par addition des points s'est ajoutée, dimanche, celle de son compagnon de box, *World Citizen*, dans la dernière épreuve, le prix Georges Courtot.

Belle ovation du public à l'entraîneur de l'un et l'autre, Jean-Paul Gallorini, resté très populaire après sa suspension d'un an (en 1982) pour une affaire de doping (dans laquelle précisément était impliqué *World Citizen*).

L'écurie Wildenstein triomphante à Auteuil quelques semaines après le glorieux périple Longchamp-Toronto-New-York-Washington de *All Along*: 1983 est décidément l'année du bleu...

Pourtant, aux sommes gagnées, c'est l'écurie du Centaure qui termine en tête — avec près de 6 millions de francs de recettes brutes — la saison d'obstacles.

Succès significatif à maints égards. D'abord au plan humain. L'entraîneur de l'écurie, François de Lannurien, est un étonnant personnage, ancien scaphandrier, récupérateur d'épaves le long des côtes d'Afrique, ancien producteur de films, ayant tout reperdu une fois de moins.

A l'heure où la plupart des propriétaires désespèrent, il joue l'avenir: il vient d'agrandir ses installations à Maisons-Laffitte et de conclure un accord avec un éleveur pour assurer le rajeunissement régulier de ses effectifs (actuellement une soixantaine de chevaux).

Au plan des méthodes, l'écurie du Centaure est celle de l'antivététaire.

Juste fin 1981, son entraîneur était Jean-Paul Gallorini. Celui-ci ayant été suspendu (lire ci-avant), François de Lannurien engagea un jockey lyonnais, ami de Gallorini, mais pratiquement inconnu à Paris: Patrick Rago.

Après un an de réussite parisienne, Patrick Rago voulait, récemment, devenir « entraîneur public », c'est-à-dire entraîner aussi pour d'autres propriétaires. Rupture.

L'écurie du Centaure redémarre, depuis trois semaines, avec à nouveau un inconnu: Vanden Breden, ancien collaborateur de Daniel, puis de Maurice Lescalle.

Les résultats sont à peu près les mêmes, c'est-à-dire bons.

« Ce qui compte, dit François de Lannurien, ce n'est pas la vedette, c'est l'équipe. Le lad qui soigne bien un cheval, qui le comprend, qui sait déceler ce qui peut ne pas aller en lui, a autant d'importance que l'entraîneur. »

Peut-être une attitude d'ancien scaphandrier qui sait l'importance de ce qui relie la partie immergée à la partie émergée.

LOUIS DÉNIEL.

« Saint-Martin, vainqueur virtuel. — Les lois de la piste sont celles de la scène, bien que son père soit mort lundi. Yves Saint-Martin était mercredi à Marseille pour essayer d'ajouter un point à son compte de la Cravache d'or. Il a réussi. Il devance maintenant Freddy Head, de deux victoires, 124 à 122, et peut être considéré comme le gagnant virtuel bien que deux épreuves restent à courir, ce samedi.

## YÉMEN

3 semaines

Départ le 21 janvier

Prix : 20 000 F

PEUPLES DU MONDE  
10, rue de Turenne  
75004 PARIS  
271-50-56

Hiver 83-84.

Nature  
&  
Montagnes

bp 12 - 73270 Beaufort-sur-doron  
tél. 79/31-31-39 79/31-36-80

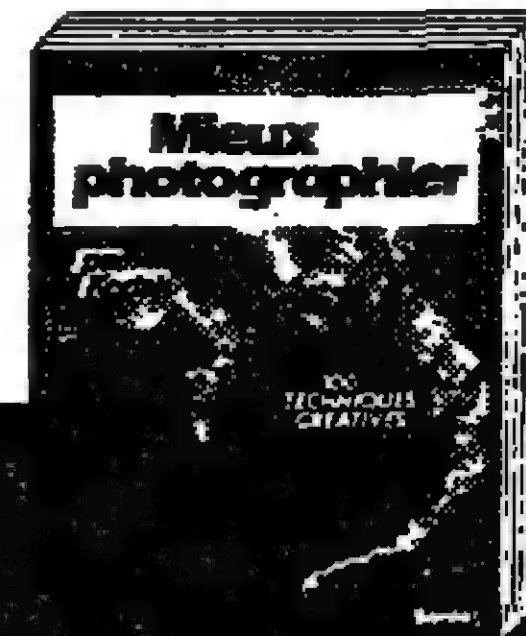
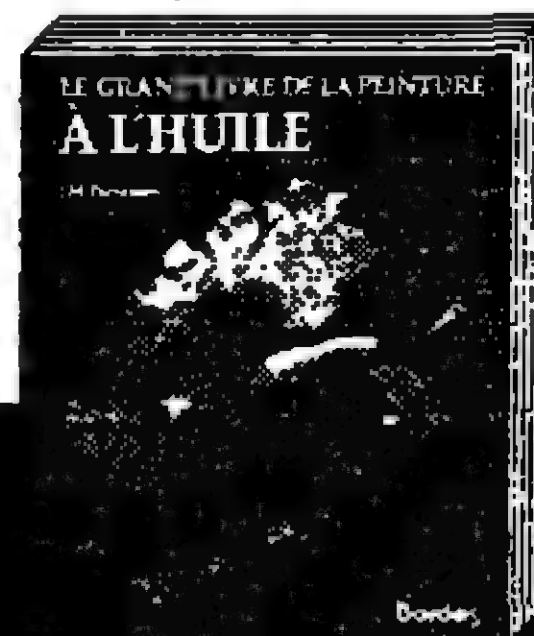
raids et  
randonnées  
à ski de fond  
beaufortain  
jura  
vercors

tyrol  
laponie-norvège  
islande  
québec

## POUR VOS LOISIRS, SUIVEZ LE GUIDE.

Pour réussir ses loisirs, il suffit parfois de bons conseils avec photos à l'appui.

- Le guide de la pêche, Henri Limouzin et Daniel Maury. Tout sur la pêche en eau douce en France: cartes, classement des rivières, et 4 500 parcours de pêche sélectionnés. 590 pages, 28 photographies, 89 cartes. 139 francs.
- Le guide du skieur, Karl Gamma. Préface d'Honoré Bonnet. Ne plus rien ignorer du ski sous toutes ses formes (alpin, acrobatique, ski de fond, saut...) et des meilleures stations. 320 pages, 1400 illustrations. 135 francs.
- Le grand livre de la peinture à l'huile, José-Maria Parramon. Des nécessaires rudiments aux techniques des grands maîtres, une formidable leçon de peinture. 192 pages, 382 illustrations. 130 francs.
- Mieux photographier, Kodak. Un astucieux recueil de trucs et de techniques pour donner plus d'imagination à vos photos. 280 pages, 500 photographies. 135 francs.



Bordas

Pan Am.

## L'échappée belle en Floride

Partez pendant 8 jours en Floride avec «Vacances Fabuleuses», et profitez du littoral le plus accueillant des États-Unis et l'un des plus riches en loisirs du monde.

Miami et Orlando vous attendent. Installez-vous dans votre voiture de location, kilométrage illimité compris et allez visiter en famille les merveilles de Disneyworld et d'Epco.

Le soir, vous serez accueilli dans un des hôtels confortables sélectionnés par

«Vacances Fabuleuses» et compris dans votre forfait, bien entendu.

«Vacances Fabuleuses» de Pan Am: 8 jours en Floride pour 2 adultes + 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre: 4575 F par personne.

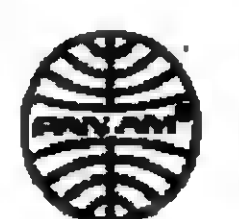
«Vacances Fabuleuses»: découvrez le nouveau monde en toute liberté avec Pan Am. Renseignements et informations: 1, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 266.41.76 et dans toutes les Agences de voyages.

8 JOURS EN FLORIDE:

4575 F\*

- Aller-retour compris
- Voiture comprise
- Hôtel compris
- 2 nuits à Miami
- 5 nuits à Orlando
- \* Transport aérien compris à des conditions particulières de vente. Minimum 10 personnes regroupées par les jours.

VACANCES  
FABULEUSES



Pan Am. L'Expérience Avion.

By Pan Am



# Plaisirs de la table

## Cartes nouvelles

**L**A salle, en longueur, du restaurant *les Frères* (hôtel George-V, 31, avenue George-V, tél. 723-54-00) vient d'être rénovée : tonalités pastel bleu pâle, toiles de maître bien éclairées, confort et élégance. Il fait bon manger ici devant le patio en habit d'hiver. On refait aussi les cuisines, et la « voiture » propose, comme autrefois dans toutes les grandes maisons, le rôti du jour, tenuateur. J'ai préféré ce midi la friture (buisson) d'éperlan sauce tartare et le rouget barbet grenobloise (des classiques), alors que mon invité testait l'omelette mère Poulard après le plateau éblouissant de fuits de mer. Beaux desserts (pour moi un Irish coffee)

et le sourire de Jean Frison, un directeur à la médaille de la courtoisie française, qu'il vient de recevoir, va comme... une médaille !

**Gauloise et Gitanes, même tabac !**

Décor rénové aussi pour la *Gauloise* (59, avenue de la Motte-Picquet, tél. 734-11-64). On a dit que c'était un « *Lipp du changement* », tant on y rencontre d'hommes politiques en vue. J'ai préféré y rencontrer, en tête à tête, la Casseiolette de poissons, façon « Bouille », et un ragout de rognon et de ris de veau aux écrevisses. Très remarquables, arrosés d'un chateau la Bergamotte, dont le prix modeste compense celui, normalement élevé, de mon choix. J'aime qu'il y ait, ici, une table d'hôte. J'aime l'accueil chaleureux de Gaël. Et j'ai aimé (mais oui !) le « grand dessert », me réservant pour un autre jour la raie pochée à la vinaigrette tiède et la perron de bœuf aux aubergines.

Mais les temps difficiles ont incité J.-P. Aphectche et Gaël Devergie à ouvrir, à côté, une *Gitanes* (53 bis, tél. 734-62-92). Avec des plats à 30 F (tête de veau séduisante), des desserts à 20 F, une salade de haddock à 25 F. Et la formule plat, la clientèle se presse : *Gauloise* et *Gitanes*, même tabac !

**Bons Diablos pour le soir.**

A quelques encablures du Centre Beaubourg, la *Resserre aux diables* (il s'agit des instruments de transport des Halles d'hiver) ouvre, en brasserie, au déjeuner, et, en restaurant, le soir (94, rue Saint-Martin, tél. 272-01-73). C'est dans la salle, joliment restaurée du premier étage, que le soir (et tard jusqu'au souper) la nouvelle direction propose une carte simple et sage. Je sais quel'un qui s'est régalé de la salade d'épinards aux lardons avant le ris de veau braisé à l'ail doux. La mousse de roquefort chaude sur toast change du crottin grillé abusif. Le foie gras est « maison ». De bons diables pour les noctambules, avec une addition « abordable ».

**Petit Lutin deviendra grand.**

Le zen, le zist, l'écologie, la diététique, sont comme la langue d'Esopo, trop souvent la pire des choses. Le végétarisme est triste au fond de l'assiette. Alors, félicitons MM. Blanquet et Charles Maggio (ce dernier en cuisine) d'avoir, à l'enseigne écotique du *Lutin de la Rivière* (11, boulevard Arago, tél. 707-36-99), ouvert un restaurant faisant référence à l'agriculture biologique (ce qui est bien) sans nous mettre au régime : car la terrine de canard à l'orange oitoe le flan de cervelle à la crème de sésame (appetit ouvre-toi !) et la laitue crème fraîche et miel de sapin, tout comme le boudin noir aux pommes fruits (excellent) ou la saucisse maison, se conjuguent avec le gratin de légumes au comté et la galette de céréales aux petits légumes. Gentils desserts. Vins biologiques ou pas. Excellent pain biologique signé J.-C. Vanderstichel.

Prix doux mais chaises dures. Et, si vous téléphonez entre minuit et 10 heures du matin, le répondant automatique vous donnera la recette de la semaine.

LA REYNIÈRE.

## Menus d'hiver

● **A PARIS**

Chez Joli Robuchon (Jamin, 32, rue de Longchamp, 16<sup>e</sup>, tél. 727-12-27), un succédané de colvert, la joue de rabe aux herbes, la laitance de hareng au verjus, la fameuse tête de cochon mijotée à la moutarde s'ajoutent aux classiques de la maison et le menu (135 F), fromage et desserts est, avec son étiquette de manuscrit aux armoiries, un chef-d'œuvre !

Chez Laurent (41, avenue Gambetta, 9<sup>e</sup>, tél. 225-00-59), le perdreau rôti aux relishes frais est accompagné de beignets de bonhommes. A noter aussi la crêpe aux moules, le canard marini aux deux cuissons poivres farcis.

● **A LA NEIGE**

Au Chabichou (quartier Les Champs, à Courbevoie, tél. 08-00-55), où Michel Rochet propose l'ail de rabe et potereux sauce roquefort, un pot-au-feu de canard maragnon à la petite vinaigrette de son foie, le gratin de nouilles fraîches aux truffes.

L.R.

## Avec TOURISME S.N.C.F. NOËL A CHAMONIX

**DEUX POSSIBILITÉS :**

— **WEEK-END**

● Départ de PARIS vendredi 23 décembre par train-couchettes de 2<sup>e</sup> classe ;

● Dimanche 25 décembre : retour à PARIS vers 23 heures.

PRIX par personne tout compris avec révéillon : 1 296 F.

— **SEMAINE**

● Départ de PARIS dimanche 18 décembre par T.E.V. et train 2<sup>e</sup> classe, places couchettes ;

● Dimanche 25 décembre : retour à PARIS vers 23 heures.

PRIX par personne tout compris avec révéillon : 2 360 F.

Pour les prix au départ de toutes les gares de France : se renseigner.

Renseignements et inscriptions : Agences TOURISME S.N.C.F. (LAV 17A).

Dans les gares S.N.C.F. de PARIS.

PAR CORRESPONDANCE : TOURISME GDEX 127 - 75045.

PAR TÉLÉPHONE : 321-49-44.

## Les rendez-vous de cinq heures

**A**U-DELA des titres plus ou moins fracassants, c'est peut-être l'ouvrage le plus important de cette rentrée littéraire. Il s'appelle *Paris sucré* et invite à la découverte (ou redécouverte) d'un lieu culinaire longtemps, et injustement, méconnu : le salon de thé. De plus, comme le notent avec sagacité les auteurs, cette spécialité est *spécifiquement française*. Les grands auteurs viennois (le Sachet et, surtout, le merveilleux Demel) ne sont en effet guère renouvelés. Les Anglais, fanatiques du thé devant l'Eternel, préfèrent le prendre chez eux (ou sur leur lieu de travail), et les Américains, au moment de

l'happy hour (5 heures), craquent devant le premier cocktail venu...

Pour la première fois, donc, les « fauss » du thé de Chine ou du macaron au chocolat tiennent leur breviaire. D'abord parce que l'enquête « sur le terrain », conscience professionnelle oblige, a été minutieuse. La description générale de chaque établissement (avec son ambiance, sa clientèle, ses points forts ou faibles) a été complétée par un amusant système de notation inspiré du Michelin (de une à quatre tasses de thé y symbolisent la qualité de l'endroit) et par d'utiles indications pratiques (adresses, horaires, spéc-

alités...). Certaines informations ont été regroupées de façon astucieuse à la fin de l'ouvrage, les établissements étant classés selon divers critères, bien choisis dans l'ensemble : ceux qui ont une terrasse pour l'été, ceux qui sont ouverts la nuit ou le dimanche, ceux qui ont telle ou telle spécialité...

Mais ce guide est également précieux par la galerie de « portraits » presque exhaustive qu'on y trouve. Il fallait beaucoup de culture (et de « travail » !) pour dresser le hiérarchique des points forts des uns et des autres : le chocolat chaud d'Angelina (dont le célèbre « mont-blanc », par contre, n'est plus en effet ce qu'il était), le fondant au chocolat (au coulis de framboise) de Beluza, le gâteau au chocolat de la Photographie, les macarons au chocolat (toujours impeccables) de Carotte, les charlottes de La Cour de Rohan et bien d'autres délices à découvrir. Deux légers regrets cependant. Les développements consacrés aux glaciers sont souvent un peu rapides (celles du Café de la paix et de La Grande Cascade auraient mérité d'être citées), et les fourchettes de prix indiquées, parfois arbitraires.

Mais, sur le fond, les deux auteurs, deux jeunes énarques qui ont du style et du jugement, ont bien mérité la considération de ceux qui sont toujours prêts à s'embarquer pour un voyage au bout de la gourmandise.

ALEXANDRE WICKHAM.

★ *Paris sucré*, Renard Girard et Alexandre Lazareff, Hachette, 160 p., 49 F.

## Philatélie

N° 1821

**FRANCE : Pierre Mendès France.**

Le programme 1983 - tout connu en 1982 - sera clôturé par l'émission d'un timbre consacré à un homme politique. Pierre Mendès France, né à Paris en 1907. Après son éviction, il s'exila à Londres. Sur les instances du général de Gaulle, il se trouva dans le gouvernement provisoire d'Alger, pour s'occuper des finances. En 1944, à la libération, il devint ministre de l'économie dans le premier gouvernement de la France libre - Vénizelos - le 19 décembre 1944 (58/83).



2,00 F, gris et rouge. Format 22 x 36 mm. Maquette et gravure par Marie-Noëlle Goffin. Tirage : 12.000.000 d'exemplaires. Taille-douce, Périgueux.

Mise en vente anticipée :

● Le 16 décembre, de 14 h à 18 h et le 17 décembre, de 9 h à 17 h, au bureau de poste temporaire ouvert à l'Assemblée nationale, grande galerie de l'hôtel de Lassay, 33, quai d'Orsay, Paris 7<sup>e</sup>. Obligation « P.J. ».

● Par mesure de sécurité, le public ne sera admis que sans bagages.

● Le 16 décembre, de 8 h à 19 h et le 17 décembre, de 8 h à 12 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris 1<sup>er</sup> ; au bureau de poste Paris 41, 5, av. de Saxe, Paris 7<sup>e</sup> ; et de 10 h à 17 h, au Musée de la poste, 34, bd de Vaugouard, Paris 15<sup>e</sup>. Boîtes aux lettres spéc. pour « P.J. ».

● A LOUVIÈRES

● Le 17 et 18 décembre, de 9 h à 18 h, par le bureau de poste temporaire installé au Musée, Hôtel de Ville, place Ernest-Thiers, Louviers (Eure). Obligation SANS MENTION « P.J. ».

● Le 17 décembre, de 8 h à 12 h, au bureau de poste de Louviers. Boîte aux lettres spéciale pour l'obliteration SANS MENTION « P.J. ».

## Miettes

● La Commission européenne envisagerait de remplacer le sucre par des moutons concentrés dans l'élaboration des vins de table. Bravo ! Le mort de la chaptalisation est à la fois le commencement de la santé du consommateur et de la moralisation du commerce des vins.

● Le Bottin gourmand signale, à Saint-Vaast (Yonne), La Gâtineuse (tél. : 88-72-78). Un lecteur enthousiaste s'en félicite, tant pour les menus (118 francs et 170 francs, fromages et desserts) que pour la carte, où le relève le pot de harengs aux pommes chaudes, des sardines en escabèche (qui peuvent être servies avec un verre d'armagnac blanc, de Déguing), le poulet « fermier » aux écrevisses et des jattes de fromage blanc qui m'enchante.

● Le bœufjouis nouveau ? Il faut l'aller boire sur place, à L'Auberge du cap, à Fleury-en-Bouoillais (tél. : 04-10-77). Avec la cuisine du chef Gérard Cortemart.

● Le saviez-vous, le beurre blanc, le bœuf, le bœuf gros sel, les tomates farcies, le clafoutis, partent de la cuisine alsacienne ? C'est du moins ce que nous laissent croire Doris et Annie Walther, qui nous donnent la recette dans Cuisine d'Alsace, qu'elles font paraître (Denodil).

## Rive gauche

**NOUVEAU LE JOCKEY**  
DINERS-SPECTACLE  
127, bd Montparnasse. Tél. 320 63 02

**SAM KEARNEY**  
COCKTAIL BAR  
 brunch every days from noon to 1.00 am  
BRUNCH SATURDAY AND SUNDAY  
9, rue Princesse - Paris VI  
Tél. : 329.89.80

**L'Alsace à Paris**  
9, place St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
326-89-36 - Ouvert T.L.L.

**DEJEUNERS, DINERS, SOUPERS**  
Grillades - Choucroutes  
Poissons - Coquillages  
Terrasse plein air  
Salons 15, 20, 30, 60 pers.

**C'est votre fête aujourd'hui**  
Madame, ou vous Monsieur ?  
Le restaurant  
«CHEZ FRANÇOISE»  
vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais.  
Aérogare des Invalides (7<sup>e</sup>)  
Parking privé : entrée face au n° 2 rue Faber. Fermé dimanche soir et lundi.  
Téléphone : 705.49.83.

## Rive droite

**CHEFS D'ENTREPRISE POUR VOS INVITATIONS**  
**le soufflé**  
ANDRÉ FAURE  
sa bonne cuisine française  
des soufflés  
36, bd Montparnasse - Paris 6<sup>e</sup>  
Cordialement Téléphone 268.22.18

**GARNIER**  
Le Restaurant de mer  
Déjeuners, Diners, Soupers  
Banc d'huîtres  
111, rue Saint-Lazare,  
75008 PARIS tél. 50.80

**2 des plus belles brasseries 1900**  
**OUVERTES APRES MINUIT**  
**ELD**  
Foie gras frais 41 F  
Andouillettes 40,50 F  
Choucroute spéciale 41 F  
Fruits de mer  
et bon d'huîtres.  
2, cité des Petites-Écuries, Paris 10<sup>e</sup>  
Tél. : 770.13.59

**Julien**  
Soupons en salades 36,50 F  
Huitres au champagne 46 F  
Cassoulet d'oie 56,50 F  
Coquillages chauds.  
14, rue de la Paix, Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. : 770.12.06  
SERVICE TOUTS LES JOURS  
JUSQU'À 2 H. DU MATIN

**les 3 moutons**  
le spécialiste  
parisien des  
GRILLADES D'AGNEAU  
ET DE BŒUF  
63, avenue Franklin-Roosevelt (9<sup>e</sup>)  
Salle climatisée  
Ouv. après spect. - 226-26-95

**PRUNIER ELYSEES**  
SON MENU à 161 Frs.  
Vin et Service compris.  
GALERIE ELYSEE 26  
Son cadre raffiné  
Sa fontaine animée  
26, Champs Elysées  
75008 PARIS  
Tél. : 562.26.51

**Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillot**  
vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin  
A L'AUBERGE AU RESTAURANT  
**Dab Le Congrès**  
Choucroute, rôtisserie,  
desserts maison.  
Viandes grillées à l'os  
au feu de bois.  
Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.  
161 av. de Malakoff  
75116 Paris - tél. 500.32.22  
80 av. de la Grande Armée  
75017 Paris - tél. 574.17.24

**Il y a des femmes qui vous servent à dîner**  
jusqu'à 3 heures du matin.  
Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année,  
choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.  
**LE BAYERN**  
La grande brasserie Bavaroise de Paris  
avec orchestre bavarois tous les soirs  
Salon de 10 à 150 couverts.  
Place de Châtelet  
Réservation : 231.44.41  
**LA CHAMPAGNE**  
La grande brasserie de la nuit.  
Vins de champagne de la nuit.  
10 bis, place Châtelet, Paris 7<sup>e</sup>  
Réservation : 87.44.78  
**CHEZ HANSI**  
La grande brasserie Alsacienne  
3, rue de la Vierge, Paris 6<sup>e</sup>  
Face à la Tour Montparnasse.  
Réservation : 548.90.42

**Au cœur des Boulevards dans un cadre rustique**  
**Le GAVROCHE**  
Cuisine traditionnelle soignée  
Menu - vin d'honneur  
Café de 33 F - P.C.  
Ouvert tous les jours  
10 Impasse Thiers 40 F.M.C.  
Réservation : 500.10.00 (après 18h30)

227.82.14 **Dessirier** 380.50.72  
MAÎTRE ÉCAILLER RESTAURATEUR  
**1883 FÊTE SON CENTENAIRE 1983**  
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Périère) 17<sup>e</sup>

**Gerard Pangaud**  
EST OUVERT POUR LES RÉVEILLONS  
1, rond-point Rhin-et-Danube, Boulogne, 605-34-42

**Charlot**  
la fraîcheur du poisson  
la finesse des cuissons  
CHARLOT ROIDES COQUILLAGES  
12, place de Clichy  
874.49.64 et 65  
CHARLOT MERVILLES DES MERS  
128 bis, bd de Clichy  
522.47.08

**Environ de Paris**  
A 15 MINUTES DE L'ETOILE  
AUTOROUTE DE LOUVECIENNES - 504<sup>e</sup> CROIX  
64, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES - TÉL. 968.94.53  
REPAS D'AFFAIRES  
CABINE DE VERBURE  
SALONS DE RÉCEPTION  
Nouvelle formule :  
MENU GASTRONOMIQUE à 130 Frcs  
et Grande Carte

**AuBerge Cœur Volant**  
**PACHA CLUB** DE 22 h. 30 à L'AUBE  
RÉVEILLONS : NOËL, DINER AUX CHANDELLES - AMBIANCE MUSICALE  
Menu à 420 F (s.c.) Vin à discrétion.  
SAINT-SYLVESTRE : COTILLONS - ANIMATION - ORCHESTRE  
Menu à 780 F (s.c.) Vin à discrétion  
et champagne à volonté  
ON DANSERA JUSQU'À L'AUBE

## échecs

**SMYSLOV GAGNE LADAVE**

Tournoi des maîtres.  
Compagnie par 10.  
1000 F. 1000 F.

## bridge

**L'OSCAR DE SOLOMON**

## scrabble

**PAROLES D'ÉVANGILE**

L'Évangile est une œuvre de la Bible qui raconte la vie de Jésus-Christ. Elle est divisée en quatre livres : Matthieu, Marc, Luc et Jean. Ces livres racontent les enseignements de Jésus et ses miracles. L'Évangile est une source d'inspiration pour les chrétiens.

**les grilles du week-end**

**MOTS CROISÉS**  
N° 279

سلافة الجبل



LE MONDE DES LOISIRS  
vous de cinq heures

Jeux

échecs N° 1060

SMYSLOV  
GAGNE  
LA DAME

(Tournoi des candidats,  
cinquième partie,  
Londres, 30 novembre 1983)

Blancs : V. SMYSLOV  
Noirs : RIBBI  
Gambit D

1. d4	Cf6	22. Fxh6 Cxh5 (n)
2. Cc3	d5	23. Cc3a3 Cc3 (p)
3. e4	e5	24. exd5 Cxh6
4. Cc3	Cc5	25. Cxh6 Cxh6
5. exd5	Cc5	26. dxc6 Dxc6 (r)
6. d4	Cc5	27. Dxc6 Dxc6 (r)
7. Fd3 (b)	Rf7	28. Dxc6 Dxc6 (r)
8. e4	e5	29. Dxc6 Dxc6 (r)
9. d5	e4	30. Dxc6 Dxc6 (r)
10. dxc6	Rf7 (c)	31. Cc5+
11. Dc2 (d)	b6 (b)	32. Dxc6 (v)
12. Td1	Dxc6 (f)	33. Dxc6
13. Fd4	Td8 (a)	34. Td1
14. Cc2	Rf7	35. Td1
15. Dxc6 (h)	Cc4 (f)	36. Td1
16. Dxc6 (h)	Cc4 (f)	37. Td1
17. Dxc6 (h)	Cc4 (f)	38. Td1
18. Td1	Rf5	39. Td1
19. Fd3	Dxc6	40. Fd3
20. Cc3	Cc6 (k)	41. Dxc6
21. Cc3	Cc6 (k)	42. Dxc6
22. Cc3	Cc6 (k)	43. Dxc6

NOTES  
a) On joue 6. d4, Cc3 ; 7. bxc3, exd4 ; 8. exd4, Cc6 ; 9. Fd2, Fb4+ ou 9. Fd4, b5.  
b) 7. Fd4 est également jouable ; par exemple, 7... exd4 ; 8. exd4, Fb7 ; 9. 0-0, Dd7 ; 10. Td1, a6 (Tcl - Petrosian, Zurich, 1982) ou bien 10... Cc6 ; 11. bxc3, b6 ; 12. Dc2, Fb7 ; 13. Fd3, Ca5 ; 14. Cc5, Td8 ; 15. Fb2, Fd6 ; 16. Dxc6, Dxc6 ; 17. Cc3, Dxc6 ; 18. Dxc6, Td8 ; 19. Cc2, Fd5 avec un léger avantage aux Noirs (Larsen - Ribbi, Las Palmas, 1982).

c) Suite nouvelle d'une variante que Ribbi a souvent jouée. 10... b6 est perdant à cause de 11. Dc2, g6 ; 12. Cxd5, Dxd5 ; 13. Fd4 et 10... Cc6 est faible : 11. Fd2, b6 ; 12. Dd3.  
d) Une nouveauté. On pourrait habituellement par 11. Td1, Cc3 ; 12. bxc3, b6 (Hansen - Ribbi, Plovdiv, 1983) ou par 11. Td1, g6 ; 12. Fb6, Td8 ; 13. Cxd5 (Uylmann - Ribbi, Niksic, 1978) ou encore par 11. Fd4, Cc6 ; 12. Dc2, g6 ; 13. Cc5, b6 (Petrosian - Ribbi, 1981) ou 12. Dd3, b6 ; 13. Cc5 (Karpov - Timman, Moscou, 1981) ou 12. Cc5, Cf5 ou 12. Cc5, g6 ou 12. Cc5, Fd7.  
e) Surpris, les Noirs réfléchissent trente-cinq minutes sur les conséquences de la sortie de la D ensemble et sur la défense du pion b7. Après 11... g6 ; 12. Fb6, Td8 ; 13. Td1 les Blancs défendent indirectement le pion d4 après avoir terminé harmoniquement leur développement.  
f) Menace le pion d4 sans crainte d'échange 13. Cxd5, exd5 qui ouvrirait la diagonale du Fd8.  
g) Les complications résultant de 13... Cxd4 ; 14. Cxd4, Fxd4 ; 15. Cc4 sont nettement favorables aux Blancs (si 15... Dc7 ; 16. Txd4, b5 ; 17. Fxh6).  
h) Et sans 15. Fd5, exd5 ; 16. Cc4 à cause de 16... Fg4. La manœuvre de la D blanche est extrêmement forte (centralisation, renforcement de la défense du pion d4 isolé, passage sur l'aile - R. menant d'entrée en b7 après Fd3, menace de gagner le pion d5, contrôle de la case e5).  
i) Si 22... gxc6 ; 23. Dxc7 mat et si 22... Fxh6 ; 23. Txc6.  
j) Un coup intermédiaire essentiel qui donne à l'attaque des Blancs un bel élan (après 23. dxc6, Fxh6 tout est calme). Maintenant surgissent les tempêtes sur le pion g7 et sur le Ff6.  
k) Tentative de dégageant. Si 23... Cc6 ; 24. Cxh6, gxc6 ; 25. Dxc6 mat et à l'envers si 23... gxc6 ; 24. Dxc6+, Rf8 (p) ; 25. Dxc6+, Rf8 (p) ; 26. Dxc6+, Rf8 (p) ; 27. Dxc6+, Rf8 (p) ; 28. Dxc6+, Rf8 (p) ; 29. Dxc6+, Rf8 (p) ; 30. Dxc6+, Rf8 (p) ; 31. Dxc6+, Rf8 (p) ; 32. Dxc6+, Rf8 (p) ; 33. Dxc6+, Rf8 (p) ; 34. Dxc6+, Rf8 (p) ; 35. Dxc6+, Rf8 (p) ; 36. Dxc6+, Rf8 (p) ; 37. Dxc6+, Rf8 (p) ; 38. Dxc6+, Rf8 (p) ; 39. Dxc6+, Rf8 (p) ; 40. Dxc6+, Rf8 (p) ; 41. Dxc6+, Rf8 (p) ; 42. Dxc6+, Rf8 (p) ; 43. Dxc6+, Rf8 (p) ; 44. Dxc6+, Rf8 (p) ; 45. Dxc6+, Rf8 (p) ; 46. Dxc6+, Rf8 (p) ; 47. Dxc6+, Rf8 (p) ; 48. Dxc6+, Rf8 (p) ; 49. Dxc6+, Rf8 (p) ; 50. Dxc6+, Rf8 (p) ; 51. Dxc6+, Rf8 (p) ; 52. Dxc6+, Rf8 (p) ; 53. Dxc6+, Rf8 (p) ; 54. Dxc6+, Rf8 (p) ; 55. Dxc6+, Rf8 (p) ; 56. Dxc6+, Rf8 (p) ; 57. Dxc6+, Rf8 (p) ; 58. Dxc6+, Rf8 (p) ; 59. Dxc6+, Rf8 (p) ; 60. Dxc6+, Rf8 (p) ; 61. Dxc6+, Rf8 (p) ; 62. Dxc6+, Rf8 (p) ; 63. Dxc6+, Rf8 (p) ; 64. Dxc6+, Rf8 (p) ; 65. Dxc6+, Rf8 (p) ; 66. Dxc6+, Rf8 (p) ; 67. Dxc6+, Rf8 (p) ; 68. Dxc6+, Rf8 (p) ; 69. Dxc6+, Rf8 (p) ; 70. Dxc6+, Rf8 (p) ; 71. Dxc6+, Rf8 (p) ; 72. Dxc6+, Rf8 (p) ; 73. Dxc6+, Rf8 (p) ; 74. Dxc6+, Rf8 (p) ; 75. Dxc6+, Rf8 (p) ; 76. Dxc6+, Rf8 (p) ; 77. Dxc6+, Rf8 (p) ; 78. Dxc6+, Rf8 (p) ; 79. Dxc6+, Rf8 (p) ; 80. Dxc6+, Rf8 (p) ; 81. Dxc6+, Rf8 (p) ; 82. Dxc6+, Rf8 (p) ; 83. Dxc6+, Rf8 (p) ; 84. Dxc6+, Rf8 (p) ; 85. Dxc6+, Rf8 (p) ; 86. Dxc6+, Rf8 (p) ; 87. Dxc6+, Rf8 (p) ; 88. Dxc6+, Rf8 (p) ; 89. Dxc6+, Rf8 (p) ; 90. Dxc6+, Rf8 (p) ; 91. Dxc6+, Rf8 (p) ; 92. Dxc6+, Rf8 (p) ; 93. Dxc6+, Rf8 (p) ; 94. Dxc6+, Rf8 (p) ; 95. Dxc6+, Rf8 (p) ; 96. Dxc6+, Rf8 (p) ; 97. Dxc6+, Rf8 (p) ; 98. Dxc6+, Rf8 (p) ; 99. Dxc6+, Rf8 (p) ; 100. Dxc6+, Rf8 (p) ; 101. Dxc6+, Rf8 (p) ; 102. Dxc6+, Rf8 (p) ; 103. Dxc6+, Rf8 (p) ; 104. Dxc6+, Rf8 (p) ; 105. Dxc6+, Rf8 (p) ; 106. Dxc6+, Rf8 (p) ; 107. Dxc6+, Rf8 (p) ; 108. Dxc6+, Rf8 (p) ; 109. Dxc6+, Rf8 (p) ; 110. Dxc6+, Rf8 (p) ; 111. Dxc6+, Rf8 (p) ; 112. Dxc6+, Rf8 (p) ; 113. Dxc6+, Rf8 (p) ; 114. Dxc6+, Rf8 (p) ; 115. Dxc6+, Rf8 (p) ; 116. Dxc6+, Rf8 (p) ; 117. Dxc6+, Rf8 (p) ; 118. Dxc6+, Rf8 (p) ; 119. Dxc6+, Rf8 (p) ; 120. Dxc6+, Rf8 (p) ; 121. Dxc6+, Rf8 (p) ; 122. Dxc6+, Rf8 (p) ; 123. Dxc6+, Rf8 (p) ; 124. Dxc6+, Rf8 (p) ; 125. Dxc6+, Rf8 (p) ; 126. Dxc6+, Rf8 (p) ; 127. Dxc6+, Rf8 (p) ; 128. Dxc6+, Rf8 (p) ; 129. Dxc6+, Rf8 (p) ; 130. Dxc6+, Rf8 (p) ; 131. Dxc6+, Rf8 (p) ; 132. Dxc6+, Rf8 (p) ; 133. Dxc6+, Rf8 (p) ; 134. Dxc6+, Rf8 (p) ; 135. Dxc6+, Rf8 (p) ; 136. Dxc6+, Rf8 (p) ; 137. Dxc6+, Rf8 (p) ; 138. Dxc6+, Rf8 (p) ; 139. Dxc6+, Rf8 (p) ; 140. Dxc6+, Rf8 (p) ; 141. Dxc6+, Rf8 (p) ; 142. Dxc6+, Rf8 (p) ; 143. Dxc6+, Rf8 (p) ; 144. Dxc6+, Rf8 (p) ; 145. Dxc6+, Rf8 (p) ; 146. Dxc6+, Rf8 (p) ; 147. Dxc6+, Rf8 (p) ; 148. Dxc6+, Rf8 (p) ; 149. Dxc6+, Rf8 (p) ; 150. Dxc6+, Rf8 (p) ; 151. Dxc6+, Rf8 (p) ; 152. Dxc6+, Rf8 (p) ; 153. Dxc6+, Rf8 (p) ; 154. Dxc6+, Rf8 (p) ; 155. Dxc6+, Rf8 (p) ; 156. Dxc6+, Rf8 (p) ; 157. Dxc6+, Rf8 (p) ; 158. Dxc6+, Rf8 (p) ; 159. Dxc6+, Rf8 (p) ; 160. Dxc6+, Rf8 (p) ; 161. Dxc6+, Rf8 (p) ; 162. Dxc6+, Rf8 (p) ; 163. Dxc6+, Rf8 (p) ; 164. Dxc6+, Rf8 (p) ; 165. Dxc6+, Rf8 (p) ; 166. Dxc6+, Rf8 (p) ; 167. Dxc6+, Rf8 (p) ; 168. Dxc6+, Rf8 (p) ; 169. Dxc6+, Rf8 (p) ; 170. Dxc6+, Rf8 (p) ; 171. Dxc6+, Rf8 (p) ; 172. Dxc6+, Rf8 (p) ; 173. Dxc6+, Rf8 (p) ; 174. Dxc6+, Rf8 (p) ; 175. Dxc6+, Rf8 (p) ; 176. Dxc6+, Rf8 (p) ; 177. Dxc6+, Rf8 (p) ; 178. Dxc6+, Rf8 (p) ; 179. Dxc6+, Rf8 (p) ; 180. Dxc6+, Rf8 (p) ; 181. Dxc6+, Rf8 (p) ; 182. Dxc6+, Rf8 (p) ; 183. Dxc6+, Rf8 (p) ; 184. Dxc6+, Rf8 (p) ; 185. Dxc6+, Rf8 (p) ; 186. Dxc6+, Rf8 (p) ; 187. Dxc6+, Rf8 (p) ; 188. Dxc6+, Rf8 (p) ; 189. Dxc6+, Rf8 (p) ; 190. Dxc6+, Rf8 (p) ; 191. Dxc6+, Rf8 (p) ; 192. Dxc6+, Rf8 (p) ; 193. Dxc6+, Rf8 (p) ; 194. Dxc6+, Rf8 (p) ; 195. Dxc6+, Rf8 (p) ; 196. Dxc6+, Rf8 (p) ; 197. Dxc6+, Rf8 (p) ; 198. Dxc6+, Rf8 (p) ; 199. Dxc6+, Rf8 (p) ; 200. Dxc6+, Rf8 (p) ; 201. Dxc6+, Rf8 (p) ; 202. Dxc6+, Rf8 (p) ; 203. Dxc6+, Rf8 (p) ; 204. Dxc6+, Rf8 (p) ; 205. Dxc6+, Rf8 (p) ; 206. Dxc6+, Rf8 (p) ; 207. Dxc6+, Rf8 (p) ; 208. Dxc6+, Rf8 (p) ; 209. Dxc6+, Rf8 (p) ; 210. Dxc6+, Rf8 (p) ; 211. Dxc6+, Rf8 (p) ; 212. Dxc6+, Rf8 (p) ; 213. Dxc6+, Rf8 (p) ; 214. Dxc6+, Rf8 (p) ; 215. Dxc6+, Rf8 (p) ; 216. Dxc6+, Rf8 (p) ; 217. Dxc6+, Rf8 (p) ; 218. Dxc6+, Rf8 (p) ; 219. Dxc6+, Rf8 (p) ; 220. Dxc6+, Rf8 (p) ; 221. Dxc6+, Rf8 (p) ; 222. Dxc6+, Rf8 (p) ; 223. Dxc6+, Rf8 (p) ; 224. Dxc6+, Rf8 (p) ; 225. Dxc6+, Rf8 (p) ; 226. Dxc6+, Rf8 (p) ; 227. Dxc6+, Rf8 (p) ; 228. Dxc6+, Rf8 (p) ; 229. Dxc6+, Rf8 (p) ; 230. Dxc6+, Rf8 (p) ; 231. Dxc6+, Rf8 (p) ; 232. Dxc6+, Rf8 (p) ; 233. Dxc6+, Rf8 (p) ; 234. Dxc6+, Rf8 (p) ; 235. Dxc6+, Rf8 (p) ; 236. Dxc6+, Rf8 (p) ; 237. Dxc6+, Rf8 (p) ; 238. Dxc6+, Rf8 (p) ; 239. Dxc6+, Rf8 (p) ; 240. Dxc6+, Rf8 (p) ; 241. Dxc6+, Rf8 (p) ; 242. Dxc6+, Rf8 (p) ; 243. Dxc6+, Rf8 (p) ; 244. Dxc6+, Rf8 (p) ; 245. Dxc6+, Rf8 (p) ; 246. Dxc6+, Rf8 (p) ; 247. Dxc6+, Rf8 (p) ; 248. Dxc6+, Rf8 (p) ; 249. Dxc6+, Rf8 (p) ; 250. Dxc6+, Rf8 (p) ; 251. Dxc6+, Rf8 (p) ; 252. Dxc6+, Rf8 (p) ; 253. Dxc6+, Rf8 (p) ; 254. Dxc6+, Rf8 (p) ; 255. Dxc6+, Rf8 (p) ; 256. Dxc6+, Rf8 (p) ; 257. Dxc6+, Rf8 (p) ; 258. Dxc6+, Rf8 (p) ; 259. Dxc6+, Rf8 (p) ; 260. Dxc6+, Rf8 (p) ; 261. Dxc6+, Rf8 (p) ; 262. Dxc6+, Rf8 (p) ; 263. Dxc6+, Rf8 (p) ; 264. Dxc6+, Rf8 (p) ; 265. Dxc6+, Rf8 (p) ; 266. Dxc6+, Rf8 (p) ; 267. Dxc6+, Rf8 (p) ; 268. Dxc6+, Rf8 (p) ; 269. Dxc6+, Rf8 (p) ; 270. Dxc6+, Rf8 (p) ; 271. Dxc6+, Rf8 (p) ; 272. Dxc6+, Rf8 (p) ; 273. Dxc6+, Rf8 (p) ; 274. Dxc6+, Rf8 (p) ; 275. Dxc6+, Rf8 (p) ; 276. Dxc6+, Rf8 (p) ; 277. Dxc6+, Rf8 (p) ; 278. Dxc6+, Rf8 (p) ; 279. Dxc6+, Rf8 (p) ; 280. Dxc6+, Rf8 (p) ; 281. Dxc6+, Rf8 (p) ; 282. Dxc6+, Rf8 (p) ; 283. Dxc6+, Rf8 (p) ; 284. Dxc6+, Rf8 (p) ; 285. Dxc6+, Rf8 (p) ; 286. Dxc6+, Rf8 (p) ; 287. Dxc6+, Rf8 (p) ; 288. Dxc6+, Rf8 (p) ; 289. Dxc6+, Rf8 (p) ; 290. Dxc6+, Rf8 (p) ; 291. Dxc6+, Rf8 (p) ; 292. Dxc6+, Rf8 (p) ; 293. Dxc6+, Rf8 (p) ; 294. Dxc6+, Rf8 (p) ; 295. Dxc6+, Rf8 (p) ; 296. Dxc6+, Rf8 (p) ; 297. Dxc6+, Rf8 (p) ; 298. Dxc6+, Rf8 (p) ; 299. Dxc6+, Rf8 (p) ; 300. Dxc6+, Rf8 (p) ; 301. Dxc6+, Rf8 (p) ; 302. Dxc6+, Rf8 (p) ; 303. Dxc6+, Rf8 (p) ; 304. Dxc6+, Rf8 (p) ; 305. Dxc6+, Rf8 (p) ; 306. Dxc6+, Rf8 (p) ; 307. Dxc6+, Rf8 (p) ; 308. Dxc6+, Rf8 (p) ; 309. Dxc6+, Rf8 (p) ; 310. Dxc6+, Rf8 (p) ; 311. Dxc6+, Rf8 (p) ; 312. Dxc6+, Rf8 (p) ; 313. Dxc6+, Rf8 (p) ; 314. Dxc6+, Rf8 (p) ; 315. Dxc6+, Rf8 (p) ; 316. Dxc6+, Rf8 (p) ; 317. Dxc6+, Rf8 (p) ; 318. Dxc6+, Rf8 (p) ; 319. Dxc6+, Rf8 (p) ; 320. Dxc6+, Rf8 (p) ; 321. Dxc6+, Rf8 (p) ; 322. Dxc6+, Rf8 (p) ; 323. Dxc6+, Rf8 (p) ; 324. Dxc6+, Rf8 (p) ; 325. Dxc6+, Rf8 (p) ; 326. Dxc6+, Rf8 (p) ; 327. Dxc6+, Rf8 (p) ; 328. Dxc6+, Rf8 (p) ; 329. Dxc6+, Rf8 (p) ; 330. Dxc6+, Rf8 (p) ; 331. Dxc6+, Rf8 (p) ; 332. Dxc6+, Rf8 (p) ; 333. Dxc6+, Rf8 (p) ; 334. Dxc6+, Rf8 (p) ; 335. Dxc6+, Rf8 (p) ; 336. Dxc6+, Rf8 (p) ; 337. Dxc6+, Rf8 (p) ; 338. Dxc6+, Rf8 (p) ; 339. Dxc6+, Rf8 (p) ; 340. Dxc6+, Rf8 (p) ; 341. Dxc6+, Rf8 (p) ; 342. Dxc6+, Rf8 (p) ; 343. Dxc6+, Rf8 (p) ; 344. Dxc6+, Rf8 (p) ; 345. Dxc6+, Rf8 (p) ; 346. Dxc6+, Rf8 (p) ; 347. Dxc6+, Rf8 (p) ; 348. Dxc6+, Rf8 (p) ; 349. Dxc6+, Rf8 (p) ; 350. Dxc6+, Rf8 (p) ; 351. Dxc6+, Rf8 (p) ; 352. Dxc6+, Rf8 (p) ; 353. Dxc6+, Rf8 (p) ; 354. Dxc6+, Rf8 (p) ; 355. Dxc6+, Rf8 (p) ; 356. Dxc6+, Rf8 (p) ; 357. Dxc6+, Rf8 (p) ; 358. Dxc6+, Rf8 (p) ; 359. Dxc6+, Rf8 (p) ; 360. Dxc6+, Rf8 (p) ; 361. Dxc6+, Rf8 (p) ; 362. Dxc6+, Rf8 (p) ; 363. Dxc6+, Rf8 (p) ; 364. Dxc6+, Rf8 (p) ; 365. Dxc6+, Rf8 (p) ; 366. Dxc6+, Rf8 (p) ; 367. Dxc6+, Rf8 (p) ; 368. Dxc6+, Rf8 (p) ; 369. Dxc6+, Rf8 (p) ; 370. Dxc6+, Rf8 (p) ; 371. Dxc6+, Rf8 (p) ; 372. Dxc6+, Rf8 (p) ; 373. Dxc6+, Rf8 (p) ; 374. Dxc6+, Rf8 (p) ; 375. Dxc6+, Rf8 (p) ; 376. Dxc6+, Rf8 (p) ; 377. Dxc6+, Rf8 (p) ; 378. Dxc6+, Rf8 (p) ; 379. Dxc6+, Rf8 (p) ; 380. Dxc6+, Rf8 (p) ; 381. Dxc6+, Rf8 (p) ; 382. Dxc6+, Rf8 (p) ; 383. Dxc6+, Rf8 (p) ; 384. Dxc6+, Rf8 (p) ; 385. Dxc6+, Rf8 (p) ; 386. Dxc6+, Rf8 (p) ; 387. Dxc6+, Rf8 (p) ; 388. Dxc6+, Rf8 (p) ; 389. Dxc6+, Rf8 (p) ; 390. Dxc6+, Rf8 (p) ; 391. Dxc6+, Rf8 (p) ; 392. Dxc6+, Rf8 (p) ; 393. Dxc6+, Rf8 (p) ; 394. Dxc6+, Rf8 (p) ; 395. Dxc6+, Rf8 (p) ; 396. Dxc6+, Rf8 (p) ; 397. Dxc6+, Rf8 (p) ; 398. Dxc6+, Rf8 (p) ; 399. Dxc6+, Rf8 (p) ; 400. Dxc6+, Rf8 (p) ; 401. Dxc6+, Rf8 (p) ; 402. Dxc6+, Rf8 (p) ; 403. Dxc6+, Rf8 (p) ; 404. Dxc6+, Rf8 (p) ; 405. Dxc6+, Rf8 (p) ; 406. Dxc6+, Rf8 (p) ; 407. Dxc6+, Rf8 (p) ; 408. Dxc6+, Rf8 (p) ; 409. Dxc6+, Rf8 (p) ; 410. Dxc6+, Rf8 (p) ; 411. Dxc6+, Rf8 (p) ; 412. Dxc6+, Rf8 (p) ; 413. Dxc6+, Rf8 (p) ; 414. Dxc6+, Rf8 (p) ; 415. Dxc6+, Rf8 (p) ; 416. Dxc6+, Rf8 (p) ; 417. Dxc6+, Rf8 (p) ; 418. Dxc6+, Rf8 (p) ; 419. Dxc6+, Rf8 (p) ; 420. Dxc6+, Rf8 (p) ; 421. Dxc6+, Rf8 (p) ; 422. Dxc6+, Rf8 (p) ; 423. Dxc6+, Rf8 (p) ; 424. Dxc6+, Rf8 (p) ; 425. Dxc6+, Rf8 (p) ; 426. Dxc6+, Rf8 (p) ; 427. Dxc6+, Rf8 (p) ; 428. Dxc6+, Rf8 (p) ; 429. Dxc6+, Rf8 (p) ; 430. Dxc6+, Rf8 (p) ; 431. Dxc6+, Rf8 (p) ; 432. Dxc6+, Rf8 (p) ; 433. Dxc6+, Rf8 (p) ; 434. Dxc6+, Rf8 (p) ; 435. Dxc6+, Rf8 (p) ; 436. Dxc6+, Rf8 (p) ; 437. Dxc6+, Rf8 (p) ; 438. Dxc6+, Rf8 (p) ; 439. Dxc6+, Rf8 (p) ; 440. Dxc6+, Rf8 (p) ; 441. Dxc6+, Rf8 (p) ; 442. Dxc6+, Rf8 (p) ; 443. Dxc6+, Rf8 (p) ; 444. Dxc6+, Rf8 (p) ; 445. Dxc6+, Rf8 (p) ; 446. Dxc6+, Rf8 (p) ; 447. Dxc6+, Rf8 (p) ; 448. Dxc6+, Rf8 (p) ; 449. Dxc6+, Rf8 (p) ; 450. Dxc6+, Rf8 (p) ; 451. Dxc6+, Rf8 (p) ; 452. Dxc6+, Rf8 (p) ; 453. Dxc6+, Rf8 (p) ; 454. Dxc6+, Rf8 (p) ; 455. Dxc6+, Rf8 (p) ; 456. Dxc6+, Rf8 (p) ; 457. Dxc6+, Rf8 (p) ; 458. Dxc6+, Rf8 (p) ; 459. Dxc6+, Rf8 (p) ; 460. Dxc6+, Rf8 (p) ; 461. Dxc6+, Rf8 (p) ; 462. Dxc6+, Rf8 (p) ; 463. Dxc6+, Rf8 (p) ; 464. Dxc6+, Rf8 (p) ; 465. Dxc6+, Rf8 (p) ; 466. Dxc6+, Rf8 (p) ; 467. Dxc6+, Rf8 (p) ; 468. Dxc6+, Rf8 (p) ; 469. Dxc6+, Rf8 (p) ; 470. Dxc6+, Rf8 (p) ; 471. Dxc6+, Rf8 (p) ; 472. Dxc6+, Rf8 (p) ; 473. Dxc6+, Rf8 (p) ; 474. Dxc6+, Rf8 (p) ; 475. Dxc6+, Rf8 (p) ; 476. Dxc6+, Rf8 (p) ; 477. Dxc6+, Rf8 (p) ; 478. Dxc6+, Rf8 (p) ; 479. Dxc6+, Rf8 (p) ; 480. Dxc6+, Rf8 (p) ; 481. Dxc6+, Rf8 (p) ; 482. Dxc6+, Rf8 (p) ; 483. Dxc6+, Rf8 (p) ; 484. Dxc6+, Rf8 (p) ; 485. Dxc6+, Rf8 (p) ; 486. Dxc6+, Rf8 (p) ; 487. Dxc6+, Rf8 (p) ; 488. Dxc6+, Rf8 (p) ; 489. Dxc6+, Rf8 (p) ; 490. Dxc6+, Rf8 (p) ; 491. Dxc6+, Rf8 (p) ; 492. Dxc6+, Rf8 (p) ; 493. Dxc6+, Rf8 (p) ; 494. Dxc6+, Rf8 (p) ; 495. Dxc6+, Rf8 (p) ; 496. Dxc6+, Rf8 (p) ; 497. Dxc6+, Rf8 (p) ; 498. Dxc6+, Rf8 (p) ; 499. Dxc6+, Rf8 (p) ; 500. Dxc6+, Rf8 (p) ; 501. Dxc6+, Rf8 (p) ; 502. Dxc6+, Rf8 (p) ; 503. Dxc6+, Rf8 (p) ; 504. Dxc6+, Rf8 (p) ; 505. Dxc6+, Rf8 (p) ; 506. Dxc6+, Rf8 (p) ; 507. Dxc6+, Rf8 (p) ; 508. Dxc6+, Rf8 (p) ; 509. Dxc6+, Rf8 (p) ; 510. Dxc6+, Rf8 (p) ; 511. Dxc6+, Rf8 (p) ; 512. Dxc6+, Rf8 (p) ; 513. Dxc6+, Rf8 (p) ; 514. Dxc6+, Rf8 (p) ; 515. Dxc6+, Rf8 (p) ; 516. Dxc6+, Rf8 (p) ; 517. Dxc6+, Rf8 (p) ; 518. Dxc6+, Rf8 (p) ; 519. Dxc6+, Rf8 (p) ; 520. Dxc6+, Rf8 (p) ; 521. Dxc6+, Rf8 (p) ; 522. Dxc6+, Rf8 (p) ; 523. Dxc6+, Rf8 (p) ; 524. Dxc6+, Rf8 (p) ; 525. Dxc6+, Rf8 (p) ; 526. Dxc6+, Rf8 (p) ; 527. Dxc6+, Rf8 (p) ; 528. Dxc6+, Rf8 (p) ; 529. Dxc6+, Rf8 (p) ; 530. Dxc6+, Rf8 (p) ; 531. Dxc6+, Rf8 (p) ; 532. Dxc6+, Rf8 (p) ; 533. Dxc6+, Rf8 (p) ; 534. Dxc6+, Rf8 (p) ; 535. Dxc6+, Rf8 (p) ; 536. Dxc6+, Rf8 (p) ; 537. Dxc6+, Rf8 (p) ; 538. Dxc6+, Rf8 (p) ; 539. Dxc6+, Rf8 (p) ; 540. Dxc6+, Rf8 (p) ; 541. Dxc6+, Rf8 (p) ; 542. Dxc6+, Rf8 (p) ; 543. Dxc6+, Rf8 (p) ; 544. Dxc6+, Rf8 (p) ; 545. Dxc6+, Rf8 (p) ; 546. Dxc6+, Rf8 (p) ; 547. Dxc6+, Rf8 (p) ; 548. Dxc6+, Rf8 (p) ; 549. Dxc6+, Rf8 (p) ; 550. Dxc6+, Rf8 (p) ; 551. Dxc6+, Rf8 (p) ; 552. Dxc6+, Rf8 (p) ; 553. Dxc6+, Rf8 (p) ; 554. Dxc6+, Rf8 (p) ; 555. Dxc6+, Rf8 (p) ; 556. Dxc6+, Rf8 (p) ; 557. Dxc6+, Rf8 (p) ; 558. Dxc6+, Rf8 (p) ; 559. Dxc6+, Rf8 (p) ; 560. Dxc6+, Rf8 (p) ; 561. Dxc6+, Rf8 (p) ; 562. Dxc6+, Rf8 (p) ; 563. Dxc6+, Rf8 (p) ; 564. Dxc6+, Rf8 (p) ; 565. Dxc6+, Rf8 (p) ; 566. Dxc6+, Rf8 (p) ; 567. Dxc6+, Rf8 (p) ; 568. Dxc6+, Rf8 (p) ; 569. Dxc6+, Rf8 (p) ; 570. Dxc6+, Rf8 (p) ; 571. Dxc6+, Rf8 (p) ; 572. Dxc6+, Rf8 (p) ; 573. Dxc6+, Rf8 (p) ; 574. Dxc6+, Rf8 (p) ; 575. Dxc6+, Rf8 (p) ; 576. Dxc6+, Rf8 (p) ; 577. Dxc6+, Rf8 (p) ; 578. Dxc6+, Rf8 (p) ; 579. Dxc6+, Rf8 (p) ; 580. Dxc6+, Rf8 (p) ; 581. Dxc6+, Rf8 (p) ; 582. Dxc6+, Rf8 (p) ; 583. Dxc6+, Rf8 (p) ; 584. Dxc6+, Rf8 (p) ; 585. Dxc6+, Rf8 (p) ; 586. Dxc6+, Rf8 (p) ; 587. Dxc6+, Rf8 (p) ; 588. Dxc6+, Rf8 (p) ; 589. Dxc6+, Rf8 (p) ; 590. Dxc6+, Rf8 (p) ; 591. Dxc6+, Rf8 (p) ; 592. Dxc6+, Rf8 (p) ; 593. Dxc6+, Rf8 (p) ; 594. Dxc6+, Rf8 (p) ; 595. Dxc6+, Rf8 (p) ; 596. Dxc6+, Rf8 (p) ; 597. Dxc6+, Rf8 (p) ; 598. Dxc6+, Rf8 (p) ; 599. Dxc6+, Rf8 (p) ; 600. Dxc6+, Rf8 (p) ; 601. Dxc6+, Rf8 (p) ; 602. Dxc6+, Rf8 (p) ; 603. Dxc6+, Rf8 (p) ; 604. Dxc6+, Rf8 (p) ; 605. Dxc6+, Rf8 (p) ; 606. Dxc6+, Rf8 (p) ; 607. Dxc6+, Rf8 (p) ; 608. Dxc6+, Rf8 (p) ; 609. Dxc6+, Rf8 (p) ; 610. Dxc6+, Rf8 (p) ; 611. Dxc6+, Rf8 (p) ; 612. Dxc6+, Rf8 (p) ; 613. Dxc6+, Rf8 (p) ; 614. Dxc6+, Rf8 (p) ; 615. Dxc6+, Rf8 (p) ; 616. Dxc6+, Rf8 (p) ; 617. Dxc6+, Rf8 (p) ; 618. Dxc6+, Rf8 (p) ; 619. Dxc6+, Rf8 (p) ; 620. Dxc6+, Rf8 (p) ; 621. Dxc6+, Rf8 (p) ; 622. Dxc6+, Rf8 (p) ; 623. Dxc6+, Rf8 (p) ; 624. Dxc6+, Rf8 (p) ; 625. Dxc6+, Rf8 (p) ; 626. Dxc6+, Rf8 (p) ; 627. Dxc6+, Rf8 (p) ; 628. Dxc6+, Rf8 (p) ; 629. Dxc6+, Rf8 (p) ; 630. Dxc6+, Rf8 (p) ; 631. Dxc6+, Rf8 (p) ; 632. Dxc6+, Rf8 (p) ; 633. Dxc6+, Rf8 (p) ; 634. Dxc6+, Rf8 (p) ; 635. Dxc6+, Rf8 (p) ; 636. Dxc6+, Rf8 (p) ; 637. Dxc6+, Rf8 (p) ; 638. Dxc6+, Rf8 (p) ; 639. Dxc6+, Rf8 (p) ; 640. Dxc6+, Rf8 (p) ; 641. Dxc6+, Rf8 (p) ; 642. Dxc6+, Rf8 (p) ; 643. Dxc6+, Rf8 (p) ; 644. Dxc6+, Rf8 (p) ; 645. Dxc6+, Rf8 (p) ; 646. Dxc6+, Rf8 (p) ; 647. Dxc6+, Rf8 (p) ; 648. Dxc6+, Rf8 (p) ; 649. Dxc6+, Rf8 (p) ; 650. Dxc6+, Rf8 (p) ; 651. Dxc6+, Rf8 (p) ; 652. Dxc6+, Rf8 (p) ; 653. Dxc6+, Rf8 (p) ; 654. Dxc6+, Rf8 (p) ; 655. Dxc6+, Rf8 (p) ; 656. Dxc6+, Rf8 (p) ; 657. Dxc6+, Rf8 (p) ; 658. Dxc6+, Rf8 (p) ; 659. Dxc6+, Rf8 (p) ; 660. Dxc6+, Rf8 (p) ; 661



















## ANNONCES CLASSES

ANNONCES ENCADRÉES	Le tamis/vol.	Le tamis/vol. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI .....	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI .....	14,00	16,60
IMMOBILIER .....	36,00	42,70
AUTOMOBILES .....	36,00	42,70
AGENDA .....	36,00	42,70

## L'immobilier

**egor**

**De nouvelles possibilités  
en prêts conventionnés**

\_\_\_\_\_

# Le Monde

de 9 heures à 12 h. 30  
de 13 h. 30 à 18 heures  
au 296-15-01

150 من الاصل







## TIERS-MONDE

## Un rapport de l'UNICEF

L'enjeu est donc la vie de quel que sept millions d'enfants, mais aussi la préservation de la santé de bien d'autres. L'UNICEF, dans son rapport, ne prétend pas qu'il s'agit là d'un objectif aisément accessible. Mais l'organisation résume la notion selon laquelle il convient simplement d'attendre, pour améliorer la santé des enfants, les retombées du développement économique. D'abord, parce que celui-ci est plus que jamais incertain (1), ensuite parce qu'il existe quelques procédés utilisables immédiatement - à un coût relativement faible - pour faire chuter sensiblement la mortalité et la morbidité infantiles.

Selon les responsables de l'UNICEF, il s'agit d'une urgence. En effet, la mortalité infantile avait considérablement diminué dans le tiers-monde depuis plusieurs décennies, puisqu'elle était passée entre 1960 et 1975 de deux cents à cent pour mille, évolution sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Sur cette lancée, l'Assemblée générale des Nations unies fixait, en 1980, l'objectif de cinquante pour mille en l'an 2000. Or le rythme de l'amélioration s'est nettement ralenti au cours de ces dernières années : la moitié de la population mondiale ne parvient pas à « décrocher » du taux de cent morts pour mille naissances, alors que tous les pays industrialisés sont tombés bien en dessous de vingt pour mille (douze aux Etats Unis, dix en France). Au total, 40 000 enfants meurent chaque jour dans le tiers-monde avant d'avoir atteint l'âge d'un an, des enfants dont il serait possible de sauver immédiatement la moitié.

Par quels moyens ? L'UNICEF, depuis un an, a défini une stratégie en plusieurs points.

1) **Contrôler la croissance des enfants.** - Dans 1 % des cas seulement, la malnutrition des enfants est visible à l'œil nu. Mais plus d'un quart de la population infantile des pays du tiers-monde est touchée par la malnutrition : il convient donc de rendre celle-ci visible pour les mères et les agents de santé communautaires. Pour cela, des fiches de croissance simples ont été mises au point, qui permettent d'apprécier immédiatement, grâce à des pesées régulières, les gains insuffisants de l'enfant en poids. Dans plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine, des programmes de surveillance de la croissance reposent sur cette technique simple.

2) **Encourager l'allaitement au sein.** - Malgré l'« avalanche de preuves », lit-on dans le rapport, sur les effets désastreux du déclin de l'allaitement maternel, celui-ci continue à décroître dans les pays en voie de développement. Aux Philippines, par exemple, 10 % des femmes allaitaient leurs enfants en 1977, contre 80 % vingt ans plus tôt ; des chiffres comparables ont été relevés au Brésil, au Chili, et dans bien d'autres pays du tiers-monde.

Or les enfants nourris au biberon courent trois à six fois plus de risques de mourir prématurément, dans les pays en voie de développement, que ceux que leurs mères nourrissent elles-mêmes. Les raisons en sont simples : manque d'eau propre, de systèmes de réfrigération et de stérilisation, de moyens pour acheter la poudre en quantité suffisante... Trop peu de lait, dilué dans de l'eau polluée, conservé dans un biberon une journée durant, à la température tropicale, constitue un risque vital quotidien pour l'enfant. Depuis plusieurs années, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la

## Quinze millions d'enfants morts en 1983

En 1983, près de quinze millions d'enfants âgés de moins de cinq ans seront morts dans le tiers-monde : soit l'équivalent de cette classe d'âge dans la population des Etats-Unis, ou dans celles de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Espagne et de l'Allemagne fédérale réunies. Or il existe dès à présent les moyens de réduire de moitié cette hécatombe, pour peu que des stratégies efficaces soient mises en œuvre et qu'une volonté politique déterminée s'y attache. Tel est le sens du rapport annuel sur l'état des enfants du monde que M. James Grant, directeur général de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), a rendu public jeudi 8 décembre à Bruxelles.

santé mènent sur ce point une campagne à l'échelle mondiale qui n'a nullement fini de porter ses fruits.

3) **Réhydrater par la voie orale.** - Les maladies diarrhéiques - dues notamment à la contamination de l'eau - emportent chaque année, à elles seules, cinq millions de jeunes enfants. La grande majorité de ces décès pourraient être évités grâce à une méthode simple de réhydratation, qui consiste à administrer immédiatement à l'enfant un mélange d'eau pure, de sucre et de sel. Il est possible de fabriquer des sachets de cette préparation dans de petites usines locales, pratique déjà en vigueur dans plusieurs pays du tiers-monde. L'UNICEF lui-même produit plus de 20 millions de ces sachets chaque année et les distribue dans quatre-vingt-sept pays ; avec l'O.M.S., il aide à la production sur place de ces préparations. Au total, 80 millions de ces sachets sont produits chaque année ; il en faudrait, estime-t-on, plus d'un milliard.

4) **Vacciner.** - La principale cause de mort prématurée des enfants réside dans ce que le rapport dénomme la « sinistre alliance » des infections et de la malnutrition. Un enfant mal nourri risque trois fois plus qu'un autre de contracter une maladie diarrhéique - donc une déshydratation - et dix fois plus qu'un autre de mourir de la rougeole. Les infections, en retour, « précipitent » la malnutrition puisqu'elles diminuent à la fois les résistances de l'enfant, son appétit et ses capacités à utiliser ce qu'il absorbe. C'est pour briser ce cycle que l'O.M.S. et l'UNICEF plaident la vaccination contre six maladies infantiles (2) parmi leurs priorités absolues. Or, en l'état actuel des choses, révèle le rapport, seulement 10 à 20 % des enfants du tiers-monde sont immunisés contre ces maladies.

D'où l'action énergique des deux organisations pour mettre en place des programmes de vaccination que les techniques nouvelles encouragent : en particulier, des vaccins plus élaborés, moins sensibles à la chaleur, exigeant moins de rappels, sont aujourd'hui disponibles. Des réfrigérateurs utilisant l'énergie solaire aussi. Bien entendu, une accélération effective de la mise en œuvre de ces programmes suppose leur intégration dans les projets de santé communautaires que tentent de réaliser les pays et qu'encouragent les organisations internationales. Elle suppose aussi un fort accroissement de l'investissement financier actuellement engagé dans ces programmes.

## L'espacement des naissances

5) **Compléter l'alimentation maternelle et infantile.** - Les 10 à 15 % d'enfants hypotrophiques (de trop faible poids à la naissance) représentent 30 à 40 % de ceux qui meurent au cours de leur première année. Pourtant, estime le rapport, « supplémenter » l'alimentation des mères (de 500 à 600 calories par jour), au cours des trois derniers mois de la grossesse, pourrait faire baisser de moitié les décès d'enfants dus au trop faible poids de naissance. De même, la distribution d'aliments de sevrage au moment où l'allaitement maternel ne suffit plus (vers cinq-six mois) pourrait éviter à l'enfant de tomber dans le cycle malnutrition-infections.

6) **Espacer les naissances.** - Dans le monde entier, lit-on dans le rapport, au moins la moitié des femmes qui sont exposées au risque d'une maternité non désirée ne disposent d'aucun moyen de contraception. Or la survenue de naissances trop rapprochées est

génératrice de risques : risque de malnutrition pour le nouveau-né, risque d'épuisement pour la mère. Le rapport cite sur ce point des études montrant qu'un enfant né dans l'année suivant la naissance antérieure court deux à quatre fois plus de risques vitaux que ceux qui naissent après des intervalles de deux ans au moins.

7) **Encourager l'éducation féminine.** - Dans l'ensemble du tiers-monde, la scolarisation des filles est de loin inférieure à celle des garçons. L'effort, sur ce point, est d'autant plus impératif que l'éducation féminine est, elle-même, un élément décisif de baisse de la mortalité infantile.

Cette stratégie ne résume pas l'ensemble des actions menées dans le tiers-monde par l'UNICEF, qui s'efforce de promouvoir une politique de développement intégré au profit des enfants et de leurs mères. D'une manière générale, conclut M. Grant, faire décroître la mortalité et la morbidité infantiles, c'est, à terme, ralentir l'explosion démographique du tiers-monde, comme le montrent cinq exemples asiatiques : en Chine populaire, à

Taiwan, à Sri-Lanka, en Corée et dans l'état du Kerala, au sud de l'Inde, la mise en œuvre conjointe des principaux éléments de cette stratégie s'est accompagnée d'un ralentissement de l'expansion de la population.

D'une manière générale, une telle retombée démographique des politiques de développement ne pourra que rarement être immédiate. En attendant, l'inégalité continue de régir les relations à l'intérieur des pays du tiers-monde, où 40 % de la population disposent de 10 à 12 % du revenu national ; et entre les pays du monde, puisque les nations industrialisées, où vit un quart de la population mondiale, détiennent les trois quarts des ressources de la planète. Autant agir tout de suite, conclut le rapport, par des actions modestes et limitées : les enfants ne peuvent pas attendre.

CLAIRE BRISSET.

(1) Selon une étude demandée par l'UNICEF, au cours de l'année 1983, à une équipe d'experts du développement, une baisse de 1 % du rythme de la croissance dans les pays développés provoque une chute de 1,5 % de la croissance dans le tiers-monde.

(2) Poliomyélite, diphtérie, tétanos, rougeole, coqueluche, tuberculose.

## LES PAYS LES PLUS TOUCHÉS

PAYS	Mortalité infantile avant un an (pour mille naissances vivantes)	Esperance de vie à la naissance (années)	Produit national brut par habitant (en dollars 1981)	Population (en millions) (1981)
1. Haute-Volta	210	44	240	6,3
2. Afghanistan	200	37	170	16,4
3. Sierra Leone	200	47	320	3,6
4. Kampuchea	190	39	70	6,8
5. Yémen-Nord	190	43	460	5,9
6. Malawi	170	44	200	6,1
7. Guinée	160	43	300	5,1
8. Angola	150	42	400	7,3
9. Bénin	150	50	320	3,5
10. Bhoutan	150	45	80	1,3
11. Rép. centrafricaine	150	43	320	2,3
12. Tchad	150	43	110	4,5
13. Éthiopie	150	46	140	32,2
14. Guinée-Bissau	150	37	190	0,8
15. Libéria	150	54	520	2,0
16. Mali	150	45	190	7,2
17. Népal	150	45	150	15,0
18. Somalie	150	39	280	4,9
19. Myanmar	140	44	460	1,7
20. Niger	140	46	330	5,5
21. Rwanda	140	46	250	5,1
22. Sénégal	140	44	430	5,8
23. Yémen-Sud	140	46	460	2,0
24. Bangladesh	130	48	140	90,6
25. Botswana	130	51	600	5,0
121. FRANCE	10	76	12 190	54,0

(Publicité)

**CHOIX D'UN BUREAU DE CONSEIL EN ORGANISATION**

**AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES AVANT APPEL D'OFFRES RESTREINT**

L'Office public interdépartemental d'I.L.M. de l'Essonne, du Val-d'Oise et des Yvelines, dans le siège social est situé 55, avenue de Paris, 78011 Versailles (parc immobilier de 38 000 logements), projette de réorganiser ses services administratifs, techniques et financiers.

Un avis d'appel de candidatures est lancé avant un appel d'offres restreint.

Les candidats devront fournir une déclaration d'intention de soumissionner accompagnée de leurs références les plus importantes avec photocopies des principaux clients, notamment d'offices, sociétés d'I.L.M. et gestionnaires d'immobiliers.

Toutes ces pièces devront être adressées à M. le président de l'O.P.H.L.M.I. E.V.O.Y. (à l'attention du bureau des marchés), 55, avenue de Paris, 78011 Versailles, avant le 17 janvier 1984.

Pour tous renseignements, s'adresser au bureau des marchés, tél. 953-04-40.

**cadeaux ? d'entreprise ?**

CATALOGUE COULEURS GRATUIT  
DEMAIN SUR VOTRE BUREAU EN  
APPELANT ETMOCEL (3) 635 1052

**R. BERBIGIER**  
AMEUBLEMENT DECORATION  
Antiquités  
73 RUE H. BAREUSE  
9 RUE AG. BEIN - TEL. 921 1111  
95100 - ARGENTEUIL

**Le Monde**  
dossiers et documents  
**1973-1983**  
**DIX ANS DE CRISE**

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1983  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,30 F

**Le Monde**  
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08

**54 000<sup>F</sup> c'est cadeau!**

**Citroën BX**

Équipements de série : 5 portes, 4 freins à disque, Essuie-glace 3 vitesses, Feux de croisement et route à iode, Rétroviseur extérieur réglable de l'intérieur, Lunette AR chauffante, Serrure trappe à essence, Banquette AR rabattable (dossier), Becquet AR, Prise diagnostic, Consommations en litres aux 100 km : 5,6 l à 90 km/h, 7,5 l à 120 km/h, 7,7 l en parcours urbain. Prix clés en main. Tarif au 1<sup>er</sup> juillet 1983.

**CITROËN**

**Les négociations sur l'assurance**

**Le jeu d'ombre**

**LA BAGAGERIE**

350 F



SOCIAL

ants morts en 1983

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Le nombre de morts en 1983, selon les statistiques officielles, est de 100 000. Ce chiffre est en baisse par rapport à 1982, où il y avait eu 105 000 morts. Les causes principales de décès sont les maladies cardiovasculaires, les cancers et les maladies respiratoires.

Les négociations sur l'assurance-chômage

L'avant-dernière séance de négociation, samedi 10 décembre, sur la mise en place d'un nouveau système d'assurance-chômage, permettra-t-elle de dissiper l'extrême confusion née de la précédente réunion, le 29 novembre ? Rien n'est moins sûr, même si l'urgence et l'importance des négociations obligent les partenaires sociaux à trouver un accord lors de leur dernière réunion, fixée au 14 décembre, l'actuelle convention de l'UNEDIC cessant d'exister le 31 décembre.

Le jeu d'ombres

Mais il reste que cette importante réunion - la sixième depuis le début des négociations - qui aurait dû être décisive, risque d'être encore le théâtre d'un jeu d'ombres, puisque les trois délégués essentiels n'ont pas été réunis à bien.

Le débat sur les principes, avancé par le C.N.P.F. avec sa proposition d'un système d'assurance-chômage, alimenté par les seules cotisations d'employeurs et de salariés et séparé d'un système d'assistance ou de solidarité nationale, est en charge par l'Etat, est loin d'être tranché. Plus, même, les organisations syndicales qui semblaient la plus disposées à se rallier à l'hypothèse (F.O., C.F.T.C., C.G.C.), paraissent maintenant dubitatives (F.O., plus encore que le C.G.C.).

Le débat sur le financement des propositions du C.N.P.F., qui devait tout éclaircir, a sombré lamentablement. Le C.N.P.F. a contesté les calculs réalisés à sa décharge, par les services de l'UNEDIC et qui concluaient à une dépense de 23,7 milliards de francs pour remplacer un système qui coûte, actuellement, 20 milliards de plus. Une polémique s'en est suivie, notamment sur l'hypothèse d'augmentation du nombre des chômeurs, l'organisation patronale écrivant à l'UNEDIC pour lui réclamer des précisions et celle-ci maltraitant ses chiffres dans une réponse tout aussi ferme. A partir de nouvelles indications du C.N.P.F., une autre évaluation établie par l'UNEDIC aboutirait à un coût, pour 1984, d'une trentaine de milliards.

Le débat, enfin, sur ce qui pourrait être le système de solidarité supporté par l'Etat a tourné court, notamment parce que le gouvernement se garde bien d'indiquer préalablement ses intentions et de fixer, par conséquent, le montant de sa contribution, sachant toutefois que le budget 1984 prévoit une subvention de 21,4 milliards.

Cette situation, pour attendue qu'elle puisse paraître, reflète bien la complexité du dossier et son extrême imbrication. Simple dans sa définition, le projet du C.N.P.F. qui veut revenir à un véritable partenariat, soulève cependant quelques questions qui, au fil des débats, sont devenues de plus en plus embarrassantes. D'entrée, les organisations syndicales se sont immergées sur le rôle futur de l'Etat et, mezz-voce, sur les garanties que celui-ci pourrait offrir quant à la permanence de son action. Certains se demandent aussi si en cas de changement de majorité, l'assistance continuera d'être une préoccupation.

RECUL DE LA C.F.D.T. AU COMITÉ D'ENTREPRISE DE RENAULT-CLÉON

Les élections au comité d'entreprise de l'usine Renault de Cléon, près de Rouen (Seine-Maritime), ont été marquées par une progression de la C.G.T. et, surtout, de la F.O. au détriment de la C.F.D.T. La C.G.T. gagne 2 points chez les ouvriers : avec 56,24 % des voix (sur 5 103) et 7 sièges, contre 54,24 % et 5 sièges en 1981, elle conserve la majorité ; F.O., avec 11,91 % des suffrages (contre 3,20 %), obtient, pour la première fois, 1 siège.

La C.F.D.T. perd près de 11 points : avec 27,33 % des voix (contre 38,09 %), elle conserve 3 sièges (1). La C.F.T.C. passe de 3,97 % à 4,5 % (+0,53). Chez les techniciens et agents de maîtrise, la C.F.D.T., malgré un recul de plus de 2 points (70,99 % des 717 suffrages exprimés, contre 73,17 %), conserve l'unique siège. Chez les cadres, le seul candidat (C.G.C.) a été élu.

(1) Le nombre de sièges est passé de 10 à 13.

Certes, les délégations patronales et syndicales ont déjà admis le principe d'une négociation maraton pouvant continuer toute la journée de samedi et même dimanche. Certes, le gouvernement est indirectement intervenu en plaçant quelques garde-fous : en cas d'échec des négociations, il pourra légiférer par ordonnances grâce au projet de loi d'habilitation qui sera examiné par l'Assemblée nationale le 12 décembre ; en cas d'accord de dernière minute, il disposera du cadre juridique indispensable à une rapide mise en œuvre de l'UNEDIC nouvelle manière.

national, telles que le 1 % de cotisation exceptionnelle des fonctionnaires, serait variable, afin de définir qui paie quoi, pourquoi et combien.

Mais ce schéma, dont le coût d'exploitation serait supérieur pour l'Etat de 2,5 milliards de francs au système en vigueur, avec une indemnisation équivalente, devrait encore être soumis au feu de la négociation. Au point où en sont les choses et compte tenu du silence gouvernemental, il paraît impossible qu'il soit réellement discuté dans le délai imparti et que, du même coup, on aboutisse à autre chose qu'un accommodement de l'UNEDIC, plus ou moins porteur de nouvelles difficultés, plus ou moins facteur d'autres crises. On aura alors manqué l'occasion d'une réforme en profondeur, faute de temps... ou de volonté politique.

C'est ce qui explique aussi des négociations à considérer que, après tout, si l'Etat acceptait de prendre en charge le passif existant, l'UNEDIC dans sa forme actuelle, en continuant d'appliquer le décret du 24 novembre 1982, aurait une « exploitation » équilibrée, y compris avec 2,2 millions de chômeurs. La négociation n'aurait alors servi à rien.

ALAIN LESAUBE.

L'usine de Talbot-Poissy est complètement paralysée par la grève

La grève, qui paralyse l'usine Talbot de Poissy (Yvelines), continuait, ce vendredi 9 décembre, « massivement et dans le calme », selon la C.G.T. et la C.F.D.T. La C.G.T. se félicite de l'extension de l'action qui « va au-delà des ateliers puisqu'elle a obtenu la sympathie du personnel des bureaux et de nombreux agents de maîtrise ».

La C.F.D.T. a appelé les grévistes à « poursuivre et intensifier la lutte pour que les pouvoirs publics

refusent les licenciements et obligent P.S.A. à négocier enfin sérieusement ». Pour F.O., « certains cherchent aujourd'hui à entraîner les salariés de Talbot dans une impasse ». La C.S.L. juge le mouvement « inopportuniste » et « demande au gouvernement de prendre rapidement une décision au sujet des licenciements ». La fédération des Yvelines du P.C. a proposé au P.S. une « action commune pour préserver l'emploi ».

Une atmosphère inhabituelle

Chânes stoppées, machines muettes, chariots éleveurs immobiles ; il règne, ce jeudi 8 décembre, une étrange atmosphère dans l'usine de Talbot-Poissy. Tous les ateliers - embouteillage, tôlerie, assemblage, peinture, mécanique - ont été frappés la veille, vers 20 h 30, de paralysie totale. Atmosphère inhabituelle, parce que, d'ordinaire, on rencontre, en approchant des usines en grève, ici des cars de C.R.S. qui « tapent le carton » et attendent mieux... là des cordons d'ouvriers arborant brassards et badges, ou encore des cortèges à rallonge scandant des slogans lancés par des porteurs de mégaphones.

Mais ici, aujourd'hui, rien de tout cela. De petites groupes d'ouvriers en tenue bleue réglementaire de travail, qui vont et viennent, font cercle autour d'un délégué porteur, peut-être, de quelque information inédite ou ont choisi la belote pour passer le temps. Sur les murs et sur les sols, on a tracé, à l'encre, des traits d'un rouge brillant, les raisons du mouvement. « Non au chômage », « Non aux licenciements », « Talbot doit vivre ».

Dans leur bureau encombré de tracts, de journaux à demi décapés

et d'affichettes revendicatives, les délégués C.G.T. relaient M<sup>lle</sup> Léonora Tréhel - « Nora », comme on l'appelle ici - qui ne sait plus où donner du téléphone. « Il faut remonter au 12 octobre pour comprendre la situation, explique l'un d'entre eux. C'est la date à laquelle les pouvoirs publics se sont prononcés contre les licenciements sociaux par la direction du groupe. Depuis ce jour-là, nous avons tout tenté pour pouvoir discuter avec la direction d'un projet industriel cohérent, que nous avons étudié. Un projet brève mais « définitif » que celui de la direction et qui, de surcroît, garantissait la non-disparition de la marque à Poissy. Car nous exigeons que Talbot continue à être fabriqué ici, même si cette marque se fabrique aussi en Espagne et en Angleterre... ».

Appel à la raison

Pour la C.G.T., comme pour la C.F.D.T., qui a également lancé un mot d'ordre de grève, « les licenciements ne régleront aucune manière l'avenir de l'entreprise ». Les deux syndicats dénoncent d'une même voix « la position fermée de la direction, qui se contente de resor-

tir de ses tiroirs des propositions datant de juillet 1983 ». La C.G.T. déplore, en outre, que la lettre ouverte qu'elle a adressée le 29 novembre à la direction soit restée sans réponse. Ce texte, intitulé « Appel à la raison », reposait sur l'ouverture de négociations portant les uns sur « les mesures sociales et humaines permettant d'éviter les drames que représentent les licenciements », les autres sur les « perspectives industrielles ».

La direction de l'usine, on se bornait à déclarer que « dans l'immédiat, face à une situation bloquée, il ne pouvait être fait de commentaires ». A la direction parisiennne du groupe P.S.A., même prudence : « Nous ne pouvons, pour l'instant, constater que les syndicats, C.G.T. en tête, ont choisi de bloquer intégralement toute production et empêcher le fonctionnement de l'entreprise. Même si la C.G.T. comme nous l'a affirmé - sans rire - l'un de ses responsables, « a demandé à ses adhérents d'être en tenue de travail pour pouvoir à tout instant reprendre le travail », tout laisse à penser que ce n'est pas demain que la machine va se remettre en route.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

AGRICULTURE

La coopération agricole s'irrite de ne obtenir que « de bonnes paroles » de la part du gouvernement

La coopération agricole française n'est pas inquiète. Elle est verte. 4 000 entreprises coopératives, 9 000 CUMA, 130 000 salariés et

200 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont la moitié provenant des activités industrielles : la coopération pensait que son poids économique comme son approche « à la fois volontaire et solidaire » seraient de nature à séduire un gouvernement de gauche.

« Nous avions pensé que nos propositions sur le développement, la formation, l'organisation des marchés, la maîtrise des coûts, le renforcement des fonds propres retiendraient l'attention de votre ministère », a déclaré, jeudi 8 décembre, M. Albert Duchalais à M. Michel Rocard, lors de l'assemblée générale de la Confédération française de la coopération agricole (C.F.C.A.). Le président de la C.F.C.A., qui n'a pas pour habitude de hausser le ton, a ajouté : « Nous avons recueilli de bonnes paroles, voire des promesses, mais des décisions, guère. Dans quelques semaines nous nous réunirons à nouveau et nous nous attendons à ce que cette situation ne soit pas en harmonie avec les discours sur l'économie sociale que tient ce gouvernement... ».

Le ministre de l'Agriculture s'est efforcé d'effacer cette impression. A écouter les commentaires de quelques dirigeants du mouvement coopératif, il n'y est pas parvenu. M. Rocard a donné son accord pour que le Fonds national de développement agricole serve au financement de la formation des administrateurs de coopératives (il y en a 60 000).

La coopération, qui demande la parité avec le syndicalisme à l'assemblée de l'Association nationale de développement agricole, y aura une « participation ». D'ailleurs, il semble bien que la prépondérance du syndicalisme agricole irrite le mouvement coopératif : « La C.F.C.A. ne peut laisser à personne la mission de parler en son nom. Et quand elle fait des propositions ou pose des questions, c'est à elle que doivent revenir les réponses ».

Sur tous les autres points, adhésions des associations syndicales libres de droit privé à une coopérative, financement des coopératives, renforcement des fonds propres, faiblesse du budget des industries alimentaires, les membres de la C.F.A. sont restés sur leur laim. - J. G.

« Nous avions pensé que nos propositions sur le développement, la formation, l'organisation des marchés, la maîtrise des coûts, le renforcement des fonds propres retiendraient l'attention de votre ministère », a déclaré, jeudi 8 décembre, M. Albert Duchalais à M. Michel Rocard, lors de l'assemblée générale de la Confédération française de la coopération agricole (C.F.C.A.). Le président de la C.F.C.A., qui n'a pas pour habitude de hausser le ton, a ajouté : « Nous avons recueilli de bonnes paroles, voire des promesses, mais des décisions, guère. Dans quelques semaines nous nous réunirons à nouveau et nous nous attendons à ce que cette situation ne soit pas en harmonie avec les discours sur l'économie sociale que tient ce gouvernement... ».

Le ministre de l'Agriculture s'est efforcé d'effacer cette impression. A écouter les commentaires de quelques dirigeants du mouvement coopératif, il n'y est pas parvenu. M. Rocard a donné son accord pour que le Fonds national de développement agricole serve au financement de la formation des administrateurs de coopératives (il y en a 60 000).

La coopération, qui demande la parité avec le syndicalisme à l'assemblée de l'Association nationale de développement agricole, y aura une « participation ». D'ailleurs, il semble bien que la prépondérance du syndicalisme agricole irrite le mouvement coopératif : « La C.F.C.A. ne peut laisser à personne la mission de parler en son nom. Et quand elle fait des propositions ou pose des questions, c'est à elle que doivent revenir les réponses ».

Sur tous les autres points, adhésions des associations syndicales libres de droit privé à une coopérative, financement des coopératives, renforcement des fonds propres, faiblesse du budget des industries alimentaires, les membres de la C.F.A. sont restés sur leur laim. - J. G.

ÉTRANGER

En R.F.A.

Les commandes étrangères passées à l'industrie ont augmenté de 3,5 % en octobre

Bonn (A.F.P.). - Les commandes passées à l'industrie allemande, qui avaient progressé de 2 % en septembre, se sont maintenues à un niveau élevé en octobre. Selon l'Office fédéral de statistiques, les commandes de l'étranger ont progressé de 3,5 %, tandis que la demande intérieure a fléchi de 1 %. Sur deux mois, septembre-octobre par rapport à juillet-août, les commandes ont augmenté globalement de 3 % (+2 % pour les commandes extérieures et +5,5 % pour celles de l'étranger). Calculées sur un an, de septembre-octobre 1982 à septembre-octobre 1983, les commandes ont progressé de 9,5 % en volume et de 11,5 % en valeur.

Un taux de croissance compris entre 2,5 % et 3 % est réalisable en 1984, a, pour sa part, estimé M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, en faisant devant la presse, le 7 décembre à Francfort, le bilan économique de l'année écoulée. Selon lui, les conditions économiques se sont améliorées tant en ce qui concerne la demande privée que la propension à investir des entre-

prises. Les investissements ont déjà pu augmenter de 4,5 % en un an grâce à la hausse des bénéfices des entreprises et à la baisse des taux d'intérêt, a-t-il indiqué.

M. Poehl a également relevé la stabilité des prix en R.F.A. (+2,6 % sur un an), estimant que la politique monétaire de l'Institut d'émission avait contribué à ce résultat en défendant la stabilité du deutschemark. D'après lui, la balance des comptes courants devrait rester équilibrée l'année prochaine, malgré une diminution de l'excédent commercial. Cependant M. Poehl a estimé que l'abaissement de la semaine de travail à trente-cinq heures, réclamé par le syndicat de la métallurgie IG-Metall, compromettrait la situation économique de la R.F.A.

● Attaques contre le dollar australien. - L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont interrompu toute transaction sur les marchés des changes, vendredi 9 décembre, après une semaine de spéculation intensive contre le dollar australien.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

75-81, boulevard Haussmann 75382 PARIS CEDEX 08

Une assemblée générale extraordinaire, réunie le 7 décembre 1983 en présence de M. Polak, vice-président de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S., et de M. Geraschenko, vice-président de la Banque pour le commerce extérieur de l'U.R.S.S., a décidé d'autoriser le conseil d'administration à porter le capital de la banque de 600 millions à 720 millions de francs par apports en numéraire.

Faisant aussitôt usage de cette autorisation, le conseil a décidé de procéder à une augmentation du capital de 600 millions à 720 millions de francs. Au cours de cette même réunion, le conseil, présidé par M. Bernard Dupuy, président-directeur général, a nommé M. Henri Roche directeur général, M. Paul Rey directeur général adjoint et M. Fernand Pons secrétaire général.

PHILIPS

La société a décidé de distribuer, au titre de l'exercice 1983, un acompte sur dividende de 0,60 florin par action ordinaire d'une valeur nominale de 10 florins (acompte inchangé par rapport à l'année précédente).

COMPAGNIE DE FIVES-LILLE

Afin de diversifier son portefeuille, jusqu'à présent consacré dans des activités d'équipement industriel pour la France et l'étranger, la compagnie de Fives-Lille vient de conclure un accord de principe aux termes duquel elle prendra une participation majoritaire dans les sociétés constituant le groupe NASA Electronique. Ce groupe, animé dès 1980 par M. Thierry Brisand, dispose actuellement de cinquante magasins distribuant des produits audiovisuels grand public et des équipements micro-informatiques.

Les compétences de NASA Electronique en matière de distribution jointes à la capacité financière du groupe Fives-Lille devraient assurer le développement rapide de cette chaîne spécialisée, pour répondre aux besoins des utilisateurs en leur garantissant un service exemplaire à tous les niveaux.

Tout en poursuivant le développement de ses activités traditionnelles, qui ont enregistré une progression régulière en volume et en résultats, le groupe Fives-Lille trouvera par cette intervention dans un secteur prometteur la possibilité d'accroître ses ventes consolidées en métropole.

Le Monde  
dossiers et documents

1973-1983  
DIX ANS  
DE CRISE

cadeau  
Citroën BX

**LA BAGAGERIE®**

"Kangourou" en beau cuir souple + pochette amovible 350 F

Paris: 12, rue Tronchet  
41, rue du Four  
74, rue de Passy  
Tour Maine-Montparnasse



## Le vin de votre âge

Le « Meilleur Sommelier du Monde » vous dit quels vins boire au Réveillon... Découvrez cette nouvelle passion : les vins de collection... 30 champagnes rosés devant un jury de femmes... Un cadeau pour les hommes : le vin de l'année de leur naissance. Préparez et savourez la fête en lisant le **Gault-Millau** de décembre, chez tous les marchands de journaux.

(Publicité)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE**  
**DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE  
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH  
DIVISION ENGINEERING ET DÉVELOPPEMENT

**AVIS DE PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES**  
**RELATIF À L'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL**  
**POUR LA RÉALISATION D'UNE UNITÉ DE P.E.H.D. À SKIKDA**

L'entreprise nationale SONATRACH lance un appel à la concurrence pour la réalisation des entreprises nationales et internationales qui seront admises à participer ultérieurement à l'appel d'offres restreint pour la réalisation d'une unité de polyéthylène haute densité (P.E.H.D.) dans la zone industrielle de Skikda.

La concurrence est ouverte aux entreprises spécialisées dans l'engineering, la fourniture des équipements et la construction ayant une bonne expérience dans la réalisation d'installations pétrochimiques, à l'exclusion de tout intermédiaire ou sous-traitant.

Les dossiers de candidature à la présélection doivent comprendre :

1. - Une copie des documents légaux de constitution de l'entreprise ;
2. - Le capital de la société ;
3. - Les références détaillées de la société et de ses principaux responsables techniques ;
4. - Bilans et montants des chiffres d'affaires de l'entreprise pendant les cinq (5) dernières années ;
5. - S'il y a lieu, le ou les procédés pour lequel ou lesquels la société est liée.

Les dossiers de candidature à la présente présélection établie conformément aux conditions de participation ci-dessus, rédigés en langue française, seront adressés sous double enveloppe cachetée à :

**M. LE DIRECTEUR DU SECTEUR PÉTROCHIMIE,**  
division engineering et développement SONATRACH,  
10, RUE DU SAHARA, HYDRA - ALGER (ALGÉRIE).

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que les mentions suivantes :

« Avis de présélection d'entreprises,  
unité P.E.H.D.,  
confidentiel, à ne pas ouvrir. »

L'enveloppe intérieure contenant les documents comportera le sigle ou la raison sociale du candidat.

La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au 20 janvier 1984, à 16 heures.

ALBERT KOSKI présente au profit de **LA LIGNE BLEUE\***  
une soirée exceptionnelle

**HIGELIN**  
au Casino de Paris

LE 13 DÉCEMBRE À 20H30

Location des places :  
LA LIGNE BLEUE 46 bd de la Bastille 75012 Paris 347 3434

PRIX DES PLACES À PARTIR DE 250 F

\* ASSOCIATION LOI 1901 D'AIDE AUX PERSONNES ATTEINTES D'UN CANCER

## CONJONCTURE

### LE RAPPORT D'EXÉCUTION DU PLAN INTÉRIEURE

#### L'art et la manière d'accommoder les restes

Le rapport d'exécution du Plan intérieur (1982-1983) qui vient d'être remis au Parlement ne ranimera pas l'intérêt du public pour ce genre d'exercice. Conçu dans la hâte, le document se ressent de l'optimisme très irréaliste qui imprégnait fin 1981 la majorité. Tout reposait alors sur le mirage de la croissance. Celle-ci devait atteindre un taux de 3 % en moyenne sur les deux années du Plan. « Le redémarrage économique se traduira par une accélération des rentrées fiscales et parafiscales, lisait-on au chapitre 4 du document, tandis que les dépenses liées au chômage augmentent moins rapidement. » Le niveau du déficit public devait soutenir une croissance élevée, et ce jusqu'à ce que l'expansion retrouve un rythme spontané, jusqu'à ce que le chômage se résorbe.

On sait qu'il n'en a rien été. De 0,5 % en 1981, le taux de croissance en volume s'est élevé à 1,9 % en 1982 et sera, selon les prévisions, de 0,3 % en 1983.

Pas question ici de fustiger l'erreur. Mais on ne peut s'empêcher de regretter que le rapport d'exécution rédigé par le Commissariat général du Plan n'analyse pas mieux les conséquences de cet écart, considérable, du simple au double entre prévision et réalisation. Au contraire, on nous affirme que « les objectifs fondamentaux qu'il visait ont été atteints pour l'essentiel, notamment par comparaison avec les autres pays ».

Si l'on comprend bien, ce n'est donc plus des objectifs du Plan qu'il faudrait comparer, mais avec les résultats d'autres pays dont les politiques de rigueur ont en effet conduit depuis plusieurs années à une baisse du rythme de la croissance... celle-ci reprenant d'ailleurs au moment où elle se met en panne en France.

De même ne suffit-il pas d'affirmer que « la priorité à l'emploi s'est traduite pour notre pays par le meilleur résultat parmi les pays européens » quand le Plan

intérieur parlait d'une baisse du chômage en 1983, ce que le rapport feint d'ignorer en prétendant « qu'il se donnait comme objectif central de stabiliser le chômage ».

D'autres faiblesses analogues seraient à signaler. Par exemple, la rapidité avec laquelle le rapport d'exécution traite la question de la durée du travail. On oublie qu'il était écrit ceci dans le Plan intérieur : « Le gouvernement tient à rappeler avec force l'objectif à moyen terme qu'il retient : fin 1985, la durée du travail hebdomadaire effective et moyenne hors congés annuels et jours fériés sera égale à trente-cinq heures par salarié. » « Atteindre cet objectif, ajoutait-on, implique que le rythme de réduction annuel de cette durée hebdomadaire soit d'au moins une heure en moyenne par an. »

Pourquoi ne pas reconnaître que cet objectif a dû être abandonné en cours de route, ne pas en donner les raisons et ne pas souligner que le IX<sup>e</sup> Plan se contente de rappeler que « l'objectif est d'aller vers une durée hebdomadaire de trente-cinq heures de façon sélective, décentralisée et contractuelle ».

Ce genre de dissimulation porte atteinte au crédit des rapporteurs et détourne des aspects positifs de l'ouvrage. Le Plan intérieur avait correctement pris en compte certaines données comme la modération conjointe de l'évolution des prix et des revenus nominaux, le développement industriel, la formation des jeunes, la recherche, la politique de l'épargne ou les nouveaux droits des travailleurs. Sur tous ces points, le rapport peut faire état de résultats avérés, même s'ils ne ressortissent pas tous à proprement parler du Plan intérieur.

Le suivi du Plan, auquel M. Jean Le Garrec attache, fort justement, la plus grande importance, n'aura de sens que si l'on s'en tient à des bilans corrects et objectifs.

FRANÇOIS SIMON.

**EUROCONSULT SOCIÉTÉ DES EXPERTS COMPTABLES**

**CARTES MAGNÉTIQUES pour les AUTOROUTES en ITALIE**

Nous remettons des cartes magnétiques pour les autoroutes en Italie.

Les cartes magnétiques permettant de différer le paiement des taxes autoroutières et de recevoir une facture collective pour chaque mois.

On peut demander le remboursement de la T.V.A. Notre équipe reste à votre disposition pour tous autres renseignements.

13000 BOZEN  
Mendelstr. 21  
Tel. 0439 4719254

### POINT DE VUE

#### Enrichir la rigueur

par JEAN MATOUK (\*)

Le débat que l'on a coutume d'appeler « débat sur la rigueur » est enfin clos. Le terme, au demeurant, était fort mal choisi. Toute politique économique qui est allocation de ressources rares doit être rigoureuse. Il s'agit, en l'occurrence, pourquoi le nier, d'une politique de frénésie conjoncturelle. Nul ne conteste plus sa nécessité. Elle a d'ailleurs atteint son principal objectif : la balance commerciale se rééquilibre peu à peu par ralentissement des importations et, ce qui est beaucoup plus positif, par développement des exportations. De plus, cette « rigueur » est restée solidaire : elle épargne les acquis sociaux récents des moins favorisés. Enfin, le rythme de croissance du chômage, comme son taux, au-delà des querelles de chiffres, et même s'ils devaient augmenter un peu prochainement, resteraient parmi les plus bas des pays industrialisés.

Mais cette « hibernation » nécessaire n'est pas suffisante. D'abord, l'inflation persiste. Certes, perdre un peu de son poids de 1 % pris en 1982, au lieu des 8 % annoncés, n'est pas pénalisant. Sinon que de pendus auraient compté les précédents septennats ! Mais notre rythme de hausse des prix reste quand même anormalement élevé. De plus, la rigueur en soi ne contribue pas à la modernisation et au renforcement de notre appareil productif. Au contraire ! A certains égards, elle le freine. Le gouvernement a fait d'importants efforts en faveur des grandes entreprises nationales. Mais il est limité en cela par la rigueur budgétaire. Par ailleurs, le ralentissement conjoncturel dégonfle un peu plus les carnets de commande des P.M.I., qui, malgré d'intéressantes innovations financières (par exemple les crédits FIM), ont toujours de graves problèmes de fonds propres et de trésorerie. Le tout sur fond de saturation fiscale dans un pays traditionnellement allergique à l'impôt et où le produit de l'impôt direct ne peut plus être accru sans mettre les revenus moyens à contribution.

Il faut donc enrichir la rigueur, et l'enrichir dans le sens fixé récemment par la plus haute autorité de l'Etat, d'une réduction de la pression fiscale et parafiscale totale, en faisant en sorte que cet allègement renforce l'appareil productif et, si possible, freine l'inflation et stimule l'emploi.

**Première idée :** plutôt que de subventionner les entreprises, réduisons leurs charges financières. N'est-il pas temps de remettre sérieusement en cause l'idée selon laquelle on peut défendre une monnaie menacée par un différentiel d'intérêts ? Ne la défend-on pas mieux en fortifiant les entreprises ? L'épargne n'est pas trop défavorable pour baisser les taux d'épargne. Profitons-en !

Ne pourrait-on même reprendre l'idée évoquée à Figeac par le président de la République d'un moratoire partiel et sélectif des dettes. Avec les prêts spéciaux de refinancement, on les a juste rééchelonnés, exactement comme les dettes-Etat des pays néo-industriels. Or, l'idée fait son chemin, on sera conduit pour ceux-ci à un moratoire. Nos P.M.I. ne valent-elles pas le Brésil ?

La véritable objection à ces mesures, c'est leur impact négatif sur les bénéfices, donc les fonds propres des banques. Ne vaut-il pas mieux, ayant allégé les dépenses budgétaires, consacrer un ou deux emprunts d'Etat à abonder ces fonds propres ? Pour assurer le succès de tels emprunts, on devrait d'ailleurs les ouvrir aux capitaux prodigés avec une large amnistie et une plus grande liberté des changes. Et l'Etat pourrait commencer, dès cette année, par rayer de ses ressources à la fois ses prises de dividendes sur les banques nationales et ses diverses contributions exceptionnelles imposées par les banques.

**Seconde idée :** réduire l'impôt sur les bénéfices. La « profit-surplus » n'a rien de malin. Ce que l'on peut contester, c'est sa distribution. La part réinvestie pourrait être complètement détaxée. La mesure devrait d'ailleurs, en toute justice, être doublée d'un élargissement de la participation des travailleurs aux bénéfices.

Mais l'on pourrait de manière plus générale modifier la taxation de l'ensemble des bénéfices d'exploitation de toutes les entreprises en fonction de l'origine de ceux-ci. Elle pourrait être allégée lorsque les bénéfices résultent de gains de productivité ou d'une augmentation de la production à marge unitaire constante, et allourdie s'il ne résulte que de hausses de prix. Il suffirait pour cela d'annexer aux comptes usuels des comptes

d'exploitation simplifiés en francs constants.

Il faut, en effet, abandonner une fois pour toutes la double illusion que l'on peut étouffer l'inflation par le contrôle des prix ou la tarification des prix monétaires. Et si l'on peut demander aux salariés d'accepter à leurs frais une désinflation, dont ils demeurent, ils ne sont aujourd'hui clairement pas responsables, il faut qu'un mécanisme quelconque soit mis en place pour contraindre les autres agents économiques au même effort. Ce serait le rôle de la modulation anti-inflationniste de l'impôt sur les sociétés.

**Troisième idée :** aujourd'hui banale, mais encore féconde : réduire les charges sociales, celles des employeurs et celles des employés (1). En contrepartie, et pour rééquilibrer le budget social, ne serait-il pas envisageable, pour les prestations sociales de maladie, d'instituer une franchise mensuelle de remboursement, analogue à celle de l'assurance tous risques pour les automobiles. Les titulaires des revenus jugés bas pourraient en être dispensés. Un complément pourrait être trouvé en augmentant la taxation spécifique des grandes fortunes immobilières improductives.

**Quatrième idée, prolongement de la précédente :** réduire plus encore les charges sociales, jusqu'aux niveaux américain et japonais, pour les entreprises nouvelles, n'employant que des chômeurs et s'installant dans quelques zones franches judicieusement choisies. Ces entreprises pourraient exporter hors C.E.E. Les employés de ces entreprises, d'ores et déjà couverts par la Sécurité sociale, le resteraient : cet organisme n'y perdrait rien. Mais la collectivité épargnerait les indemnités de chômage.

Voici quatre idées dont la mise en œuvre, après raffinement, contribuerait à la fois à renforcer l'appareil productif, à réduire la pression fiscale et à lutter contre l'inflation et le chômage. N'enrichiraient-elles pas un peu l'austérité rigueur ? Sont-elles trop audacieuses ? Certes, aux yeux des orthodoxes, qui figurent le réalisme dans la stricte tradition. Mais, aujourd'hui, pour éviter l'hibernation étatique, c'est l'audace qui est réels.

(1) Ce qui serait une bonne manière de soutenir le pouvoir d'achat.

**M. Herzog et la reprise internationale.** — M. Philippe-Herzog, membre du bureau politique du P.C. et spécialiste des questions économiques, estime que le gouvernement « ne peut fonder une politique nouvelle sur la reprise internationale », à ses yeux « précaire ». « D'accord pour jouer l'ouverture de l'économie », sur l'extérieur, et sans chercher pour « la relance de la consommation populaire », le parti communiste juge nécessaire de concentrer l'effort sur le marché français, à expliquer le 7 décembre, en substance à la presse M. Herzog. Selon lui, il faut, en France, dans un premier temps, stimuler la production nationale, pour obtenir en retour de meilleurs résultats sur les fronts de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'inflation et de la dette extérieure. M. Herzog s'est démarqué des positions de M. Jean-Pierre Chevènement : « Nous ne défendons pas les thèses de la dévaluation du franc et l'établissement de barrières douannières », a-t-il dit.

**P.C.F.**

**CHAMPAGNES CHOCOLATS**  
**GRANDS VINS ALCOOLS**

**PROMOTIONS DES PRIX SUR DES PRIX**

**SPECIAL FIN D'ANNEE**

CHAMPAGNE (vin brut) 45,00 F  
EDOUARD LEROY BRUT 45,00 F  
BLANC DE BLANCS (vin brut) 45,00 F  
COMTESSE AMALRY LAST 45,00 F  
AYALA EXTRA QUALITY 50,00 F  
POL ROGER BRUT 50,00 F  
AMALRY DE LAST BRUT ROSE 50,00 F  
X LAURENT PERRIER BRUT 72,50 F  
X LAURENT PERRIER ROSE 72,50 F  
X LAURENT PERRIER 72,50 F  
(X = vin uniquement tiré)

MAGASIN PRINCIPAL Tel. 272 52 27  
103, rue de Turenne, 75003 PARIS  
Magasin distribution Forum des Halles  
75001 Paris C. Mail 4 termin. Mercredi  
9 heures à 18 heures, 55 rue de Valenciennes

Turenne ouvert Dimanche matin

**PLANS/CONTRECALQUES**  
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION  
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12 - 347 21 32

**L'ART DE VIVRE FRANÇAIS ARRIVE A SINGAPOUR**

Avec l'ouverture de deux hôtels Meridien, c'est l'art de vivre français qui s'installe à Singapour. Le premier, qui ouvrira début 1984, sera situé sur Orchard Road, haut-lieu de Singapour. Le second ouvrira mi-1984 et se trouvera à proximité de l'aéroport international de Changi, en bord de mer.

**MERIDIEN**  
LES HOTELS D'AIR FRANCE

**L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE**

Hôtel Meridien Singapour, 100 Orchard Road, Singapour 0922. Tél. 733.88.55 et 733.28.78. Tél. RS 50163.  
Vous trouverez cet art de vivre français à Hong Kong ville, Hong Kong aéroport, Tokyo et prochainement à Colombo et Delhi.  
Réservations et information : appelez votre agence de voyages, votre agence Air France ou « Meridien Réservation International » à Paris 757.15.70.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

10 DÉCEMBRE 1983

Marché	Indicateur	Valeur
Bourse de Paris	Indice Cote	10.120
Bourse de Paris	Indice 1000	10.120
Bourse de Paris	Indice 2000	10.120
Bourse de Paris	Indice 3000	10.120
Bourse de Paris	Indice 4000	10.120
Bourse de Paris	Indice 5000	10.120
Bourse de Paris	Indice 6000	10.120
Bourse de Paris	Indice 7000	10.120
Bourse de Paris	Indice 8000	10.120
Bourse de Paris	Indice 9000	10.120
Bourse de Paris	Indice 10000	10.120
Bourse de Paris	Indice 11000	10.120
Bourse de Paris	Indice 12000	10.120
Bourse de Paris	Indice 13000	10.120
Bourse de Paris	Indice 14000	10.120
Bourse de Paris	Indice 15000	10.120
Bourse de Paris	Indice 16000	10.120
Bourse de Paris	Indice 17000	10.120
Bourse de Paris	Indice 18000	10.120
Bourse de Paris	Indice 19000	10.120
Bourse de Paris	Indice 20000	10.120
Bourse de Paris	Indice 21000	10.120
Bourse de Paris	Indice 22000	10.120
Bourse de Paris	Indice 23000	10.120
Bourse de Paris	Indice 24000	10.120
Bourse de Paris	Indice 25000	10.120
Bourse de Paris	Indice 26000	10.120
Bourse de Paris	Indice 27000	10.120
Bourse de Paris	Indice 28000	10.120
Bourse de Paris	Indice 29000	10.120
Bourse de Paris	Indice 30000	10.120
Bourse de Paris	Indice 31000	10.120
Bourse de Paris	Indice 32000	10.120
Bourse de Paris	Indice 33000	10.120
Bourse de Paris	Indice 34000	10.120
Bourse de Paris	Indice 35000	10.120
Bourse de Paris	Indice 36000	10.120
Bourse de Paris	Indice 37000	10.120
Bourse de Paris	Indice 38000	10.120
Bourse de Paris	Indice 39000	10.120
Bourse de Paris	Indice 40000	10.120
Bourse de Paris	Indice 41000	10.120
Bourse de Paris	Indice 42000	10.120
Bourse de Paris	Indice 43000	10.120
Bourse de Paris	Indice 44000	10.120
Bourse de Paris	Indice 45000	10.120
Bourse de Paris	Indice 46000	10.120
Bourse de Paris	Indice 47000	10.120
Bourse de Paris	Indice 48000	10.120
Bourse de Paris	Indice 49000	10.120
Bourse de Paris	Indice 50000	10.120
Bourse de Paris	Indice 51000	10.120
Bourse de Paris	Indice 52000	10.120
Bourse de Paris	Indice 53000	10.120
Bourse de Paris	Indice 54000	10.120
Bourse de Paris	Indice 55000	10.120
Bourse de Paris	Indice 56000	10.120
Bourse de Paris	Indice 57000	10.120
Bourse de Paris	Indice 58000	10.120
Bourse de Paris	Indice 59000	10.120
Bourse de Paris	Indice 60000	10.120
Bourse de Paris	Indice 61000	10.120
Bourse de Paris	Indice 62000	10.120
Bourse de Paris	Indice 63000	10.120
Bourse de Paris	Indice 64000	10.120
Bourse de Paris	Indice 65000	10.120
Bourse de Paris	Indice 66000	10.120
Bourse de Paris	Indice 67000	10.120
Bourse de Paris	Indice 68000	10.120
Bourse de Paris	Indice 69000	10.120
Bourse de Paris	Indice 70000	10.120
Bourse de Paris	Indice 71000	10.120
Bourse de Paris	Indice 72000	10.120
Bourse de Paris	Indice 73000	10.120
Bourse de Paris	Indice 74000	10.120
Bourse de Paris	Indice 75000	10.120
Bourse de Paris	Indice 76000	10.120
Bourse de Paris	Indice 77000	10.120
Bourse de Paris	Indice 78000	10.120
Bourse de Paris	Indice 79000	10.120
Bourse de Paris	Indice 80000	10.120
Bourse de Paris	Indice 81000	10.120
Bourse de Paris	Indice 82000	10.120
Bourse de Paris	Indice 83000	10.120
Bourse de Paris	Indice 84000	10.120
Bourse de Paris	Indice 85000	10.120
Bourse de Paris	Indice 86000	10.120
Bourse de Paris	Indice 87000	10.120
Bourse de Paris	Indice 88000	10.120
Bourse de Paris	Indice 89000	10.120
Bourse de Paris	Indice 90000	10.120
Bourse de Paris	Indice 91000	10.120
Bourse de Paris	Indice 92000	10.120
Bourse de Paris	Indice 93000	10.120
Bourse de Paris	Indice 94000	10.120
Bourse de Paris	Indice 95000	10.120
Bourse de Paris	Indice 96000	10.120
Bourse de Paris	Indice 97000	10.120
Bourse de Paris	Indice 98000	10.120
Bourse de Paris	Indice 99000	10.120
Bourse de Paris	Indice 100000	10.120







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DOSSIER

2. LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE : le travail des commissions parlementaires.

### ÉTRANGER

3. LA TENSION À TRIPOLI AVANT LE DÉPART DES PALESTINIENS.

4. AFRIQUE : Le conflit saharien.

4.5. DIPLOMATIE : La suspension des conversations START.

5. L'OTAN : Lord Carrington élu secrétaire général de l'OTAN.

7. EUROPE : La troisième épreuve des Kurdes de Turquie à l'III, par Jean-Pierre Clerc.

8. AMÉRIQUES

### POLITIQUE

9. Le projet de loi bancaire.

10. Les idées de l'opposition.

11. L'élection partielle du Lot.

### SOCIÉTÉ

12. Lionel Cardon est interrogé sur le meurtre des époux Aran.

13. SPORTS : contre-performance des Françaises à Val d'Isère.

### LOISIRS ET TOURISME

15. ÉCHANGE FRANCO-AMÉRICAIN : lui chez moi, moi chez lui.

16. Voyage à l'anglaise.

17. Le tour de Paris à toute vapeur.

17 à 19. Hippisme : Plaisirs de la table ; Philatélie : Jeux.

### CULTURE

20. ROCK : Nina Hagen au Casino de Paris.

21. THÉÂTRE MUSICAL : Transsibérien et Pauline 1880.

22. THÉÂTRE : Journal d'un homme de trop, de Tourgueniev.

### ÉCONOMIE

25. ÉNERGIE : l'OEPE va reconduire prix et quotas de production.

26. AFFAIRES : les négociations sur l'assurance-chômage.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

28. CONJONCTURE : Point de vue : « Enrichir la rigueur », de Jean Moutou.

## SELON UN RAPPORT DE LA COMMISSION

### Le budget de la Communauté ne permettra aucune augmentation des prix agricoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'échec d'Athènes va rendre encore plus difficile la gestion de la politique agricole commune. Dans un rapport rédigé sous la responsabilité de M. Dalsager, commissaire européen à l'agriculture, Bruxelles adopte un ton résolument alarmiste. Le budget communautaire tel qu'il se présente aujourd'hui prévoit des dépenses de soutien à l'agriculture européenne — 16,145 milliards d'ECU, auxquels s'ajoute une réserve de 350 millions d'ECU (un ECU = 6,87 francs) — qui ne permettent aucune augmentation de prix au printemps prochain.

Le projet de budget, explique la commission, implique des mesures d'économie (700 millions d'ECU), notamment dans le secteur laitier; le désaccord des Dix va en outre, ajoute-t-elle, empêcher la réduction des stocks de beurre (900 000 tonnes actuellement), et peut-être même les augmenter.

Il faut tenir compte également, ajoute le rapport, du paiement de certaines avances aux États membres (300 millions d'ECU) normalement imputables à l'exercice 1983 qui a été reporté à l'année prochaine.

Dans ces conditions, Bruxelles envisage d'ores et déjà, non seulement de renouer l'opération pour

les premiers mois de 1984, mais aussi de suspendre, sans toutefois préciser les produits visés, les subventions à l'exportation (restitution) des achats publics et des aides à la production.

La commission se place également dans l'hypothèse où l'Assemblée européenne rejeterait le budget 1984 lors du vote prévu pour le 15 décembre prochain. Bien que la tendance de la majorité des parlementaires de Strasbourg s'oriente vers la recherche d'un compromis avec les Dix, ce cas de figure ne peut être exclu.

Il présente l'inconvénient supplémentaire de faire tomber les dépenses communautaires sous le régime des « douzièmes provisionnels » calculés sur la base du budget 1983 (un milliard d'ECU de moins que les crédits agricoles prévus pour 1984). En 1980, la Commission, en appliquant immédiatement des crédits d'un montant égal à trois douzièmes, avait contourné l'obstacle. En raison de vives réactions de l'Assemblée et des critiques de la Cour des comptes de la C.E.E. qui avait suscité cette interprétation de la règle budgétaire, il n'est pas sûr que Bruxelles retienne une telle formule.

MARCEL SCOTTO.

## L'U.D.F. ET LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### M. LECANUET : ma tête est pour deux listes distinctes

A la suite de la réunion du bureau politique de l'U.D.F., jeudi après-midi 8 décembre, M. Jean Lecanuet précise dans un éditorial de *Démocratie moderne* (daté du 8 décembre) que cette instance a estimé qu'« il importe, avant de trancher le débat, sur la présentation d'une ou deux listes de l'opposition aux élections européennes de recueillir trois types d'informations : quelle est la volonté des militants ? (...) Quel est le sentiment des adhérents directs et des élus ? (...) ». « Enfin, nous faut connaître, dit-il, l'état exact de l'opinion publique. Une enquête, dont les résultats seront rendus publics, nous renseignera sur l'état d'esprit des Français, sur la situation exacte, dans leurs préoccupations, de la politique intérieure et de la crise internationale. Enfin, nous aurons à choisir clairement et sans faux-fuyant. Dans une interview accordée à *Libération* (daté du 9 décembre), le président de l'U.D.F. souligne : « Ma tête est pour deux listes distinctes - j'ai été le premier à le dire en mars et en juin - parce que j'estime qu'il vaut mieux un réseau à deux dents qu'un bâton (...). En ce qui concerne mes pieds, j'en suis moins sûr... ». Il remarque que le sondage auquel l'U.D.F. aurait recouru est destiné à « éclairer les pistes » mais non à « prendre une décision à notre place ». Le président de l'U.D.F. « donne encore des chances sérieuses à une solution de deux listes séparées ».

Le bureau politique du P.R., réuni jeudi matin, s'est quant à lui

« réjoui » des prises de position de son secrétaire général, M. François Léotard, réaffirmant sa préférence pour deux listes de l'opposition. Ce dernier a minimisé l'importance accordée au sondage, qui n'est qu'une « simulation » destinée à éclairer des responsables politiques sur l'opinion de la base. Le bureau s'est, d'autre part, déclaré « très préoccupé » par l'échec du sommet d'Athènes. Il a constaté avec inquiétude la position de retrait du gouvernement français qui veut, dit-il, retirer au Parlement le droit de vote budgétaire, plafonner les dépenses agricoles, réduire le rôle de la commission, qui souvent a été l'instrument d'innovation et d'avancée des projets européens. Cette inquiétude est d'autant plus forte, ajoute le P.R., que M. Mitterrand va prendre la présidence de la Communauté.

Le ministre de la justice s'est refusé à confirmer ou démentir cette information.

## LE DOLLAR

### AU PLUS HAUT DE L'ANNÉE : 8,35 F

Record battu : le dollar a atteint, vendredi matin 9 décembre, ses plus hauts niveaux de l'année, sur toutes les grandes places financières internationales. Un cours de 8,3550 (contre 8,3050 F), inégalé jusqu'à maintenant, a été inscrit à Paris, celui de 2,7510 DM, sans précédent depuis dix ans, a été porté à la cote de Francfort (contre 2,7340 DM). Enfin à Zurich, le billet vert a franchi la barre des 2,2150 FS pour s'échanger à 2,2075 FS (contre 2,1955 FS) faisant ainsi beaucoup mieux que le 11 août dernier. Quant à la devise britannique, elle est au plus bas par rapport à l'américaine : 1 livre sterling vaut 1,4340 dollar. Hausse aussi du dollar à Tokyo où il est coté 236 yens.

La spéculation, au dire des experts, a été brutalement ravivée par la remontée des taux d'intérêt aux États-Unis, le taux à six mois sur le euro-dollar est de 10,50 % 1/4 de plus que la veille. M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, et M. Albert Wojniak, directeur de la First Boston Bank, ont aussi jeté de l'huile sur le feu en lançant de sérieuses mises en garde sur les risques de tensions monétaires contenues par tout phénomène de surchauffe économique. L'or du coup s'est très vivement replié et son cours coté par opposition aux alentours de 388,50 dollars l'once à Londres. La veille il s'élevait encore à 401 dollars.

## Les attentats aux Antilles

### DEUX BOMBES DÉSAMORCÉES EN GUADELOUPE

Deux engins explosifs ont été désamorçés par la police, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 décembre, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). La première bombe avait été placée sous la voiture du plus proche collaborateur du commissaire de la République. La seconde a été découverte, sous un véhicule militaire.

D'autre part, dans le cadre de l'enquête ouverte après les attentats du 14 novembre, les trois personnes interpellées les 5 et 6 décembre, MM. André Aquouaba, Charles Renac et M<sup>me</sup> Simone Faizant-Renac (le *Monde* du 8 décembre) ont été inculpées de complot et attentat contre l'autorité de l'État et l'intégrité du territoire. L'enquête a donc abouti, pour l'instant, à six inculpations.

## NOUVELLES BRÈVES

● *Échange d'un agent du K.G.B. contre quatre détenus allemands en U.R.S.S.* — Le gouvernement ouest-allemand a échangé l'agent du K.G.B., Guennadi Batatchev (quarante ans), condamné à deux ans et demi de prison en U.R.S.S. pour espionnage à Cologne, contre quatre ressortissants allemands détenus en U.R.S.S., a annoncé le jeudi 8 décembre le quotidien *Die Welt*. Le ministre de la justice s'est refusé à confirmer ou démentir cette information.

● *La guerre du Golfe.* — Selon un porte-parole du gouvernement de Bagdad, des chasseurs-bombardiers irakiens ont détruit « jeudi 8 décembre six navires iraniens » qui tentaient de pénétrer dans le canal de Khormoussa au nord-est du golfe. Un chasseur iranien aurait également été abattu dans la même région. Bagdad admet avoir perdu l'un des appareils. (A.F.P.)

● *En Birmanie, condamnation à mort des deux terroristes nord-coréens.* — Les deux officiers nord-coréens qui avaient été capturés par les Birmanais après avoir perpétré, le 19 octobre à Rangoun, un attentat au cours duquel vingt et une personnes, dont quatre ministres sud-coréens, avaient été tuées ont été condamnés à mort ce vendredi 9 décembre, annonce l'agence Reuter.

## Sur le vif

### A l'aide !

Est-ce que vous ne feriez pas le concours du *Figaro* par hasard ? Non, je vous demande ça parce que, depuis quelques semaines, au *Monde*, on est assailli par des hordes studieuses qui viennent chercher ici la réponse aux devinettes posées par notre confrère du matin. Nos archives sont très bien tenues, très complètes, on le sait, oui, merci, mais il ne faudrait tout de même pas prendre notre standard pour celui de S.V.P.

On croûte sous les appels et les visites. La salle de lecture est prise d'assaut. Au service de la documentation, on ne sait plus où donner de la tête. A peine s'est-on reposé le combiné que ce se remet à sonner : bonjour madame, c'est pour le concours. Je voudrais la réponse à la question n° 37. Quelle question ? Ah, je croyais que vous la connaissiez... Alors, voilà... Merci beaucoup. Pendant que je vous tiens, vous ne pourriez pas me donner aussi le nom de la première chienne de l'espace ? Et celui du petit cousin du docteur Schweitzer ?

Ils insistent, ils se cramponnent, ils débloquent, ils s'accrochent aux meubles. On a beau leur dire qu'on est harcelé, débordé, il n'y a rien à faire pour s'en débarrasser. Plaidant la fatigue, l'une d'entre nous s'est même vu proposer une consultation gratuite par un médecin en échange d'un renseignement sur Zatopeck ou sur Fangio.

Excédée, elle lui a conseillé de s'adresser à l'*Equipe*. Le *Figaro*, lui, bien entendu, ne veut rien savoir. L'*Equipe* non plus apparemment. Elle refuse d'aider la concurrence. Nous, bonnes personnes, on ne dit pas non — laissez venir à nous les lecteurs des autres ! — à condition que vous nous laissiez respirer un peu.

Tenez, pour vous éviter d'appeler ce vendredi, je vais vous souffler la réponse à la question du jour. Indira Gandhi n'est ni la sœur de Nehru ni la petite-fille du mahatma. Elle est la nièce de... oui, c'est ça !

CLAUDE SARRAUTE.

## L'inspecteur général de l'armée de l'air Henri Gimbert est porté disparu dans un accident d'avion

Londres (A.F.P., Reuter). — Un avion privé britannique s'est abîmé, dans la soirée du jeudi 8 décembre, dans la forêt de Lewis, dans l'archipel des Hébrides, au nord-ouest de l'Ecosse. Les corps de deux des dix occupants de l'appareil — parmi lesquels figuraient le général de l'armée de l'air française Henri Gimbert et son épouse — ont été retrouvés vendredi, en début de matinée, près du lieu présumé de l'accident.

L'appareil, un bi-réacteur Cessna Citation, avait décollé de Paris en début d'après-midi et, après une escale à Liverpool, il avait pris la direction de Stornoway, dans l'île de Lewis, où le général Gimbert et son épouse devaient être, en compagnie d'autres personnalités, les hôtes d'un millitaire britannique, M. Mike Carlton, pour une chasse au faisan.

Selon les gardes-côtes de Stornoway, les conditions atmosphériques étaient normales sur la région et la visibilité bonne en cette fin de journée du 8 décembre. Le contact radio et radar avec l'avion a été perdu quelques minutes avant l'heure pré-

vue pour l'atterrissage, sans qu'aucun signal de détresse ait été capté.

(Né le 27 février 1930 à Boesfark (Algérie) et ancien élève de l'école de l'air, Henri Gimbert, pilote de chasse, sert notamment à Reims à l'air (en Allemagne fédérale) et à Luxemburg de devenir « pilote de marque » (c'est-à-dire l'officier chargé de mettre au point un avion dans sa configuration opérationnelle) de l'aviation de production jointe à basse altitude Mirage-III-E.

En 1974, il commande l'importante base de Mont-de-Marsan où se trouve, notamment, le Centre d'expérimentations aériennes militaires. Promu général de brigade aérienne en 1976, il est chef d'état-major de la Force aérienne tactique (FATAC) et de la première région aérienne (Paris-Villacoublay) en 1980. Elevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien en 1982, il a pris le poste d'inspecteur général de l'armée de l'air en octobre dernier, avec le rang de général d'armée aérienne.)

Général de division aérienne en 1979, Henri Gimbert commande la deuxième région aérienne (Paris-Villacoublay) en 1980. Elevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien en 1982, il a pris le poste d'inspecteur général de l'armée de l'air en octobre dernier, avec le rang de général d'armée aérienne.)

## LA S.A.R.L.

### « LE MONDE »

Le conseil de surveillance de la S.A.R.L. *le Monde*, qui s'est réuni le 8 décembre, a examiné les hypothèses retenues pour l'élaboration du budget de 1984 et les nouvelles mesures de redressement, parmi lesquelles une réduction des effectifs s'appuyant sur une convention passée avec le Fonds national de l'emploi.

Le conseil de surveillance a approuvé les orientations de la politique mise en œuvre par la direction et a réaffirmé sa confiance à celle-ci. La prochaine réunion aura lieu le 2 février 1984.

**CADEAUX EN TISSUS**

- Etamines et soies
- Châles et écharpes
- Métrages "couture"
- Carrés et foulards
- "Idées" et coussins
- Métrages "décoration"

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**HARLEY**  
8, bd de la Madeleine Paris

**LIQUIDE**

- COSTUMES
- MANTEAUX
- VESTES
- PANTALONS

Réductions de 30 à 50%

**HAUTE QUALITÉ**  
Autor. Préf. Loi 31/12/1966

**FAUCHON ouvert jusqu'à 19h à partir du 14 décembre**

26, PL. DE LA MADELEINE 75008 PARIS  
Tél. : 742.60.11  
TELEX 210518

**N°1 DE LA FOURRURE D'OCCASION**

pour les fêtes : 200 fourrures à moins de 1000 frs  
Ouvret dimanche 11

Grande Braderie

**LES DEUX OURS**  
106 Bd de Grenelle 575.10.77  
Paris 15<sup>e</sup> M<sup>me</sup> La Motte Picquet

**PIANO: LE BON CHOIX**

- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 329,72 F par mois\* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

**hamm**  
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tel. 544.38.66, Parking à proximité

**BAUME & MERCIER**  
GENEVE 1830

Réf. 15152 / 270  
Montre pour homme en or 18 ct, bracelet 2 ors, jaune et gris, étanche, à quartz, ultra-plète.

Réf. 16684 / 287  
Montre pour dame en or 18 ct, bracelet 2 ors, jaune et gris, étanche, à quartz, ultra-plète.

**J. BERNARD**  
JOAILLIERS  
6 rue du Faubourg St. Honoré, PARIS 8<sup>e</sup>

A B C D F G H

1501